apur
ATELIER PARISIEN D'URBANISME
17 bd Morland – 75 004 paris
tél : 01 42 71 28 14 – fax : 01 42 76 24 05
http://www.apur.org

# Les nouveaux territoires de l'action culturelle dans le cœur de l'agglomération parisienne

## Phase 1

Arts vivants et musiques actuelles

Février 2010

# Les nouveaux territoires de l'action culturelle dans le cœur de l'agglomération parisienne

## Phase 1

Arts vivants et musiques actuelles

## SOMMAIRE


*Précisions méthodologiques, champs et lieux culturels observés en Phase 1* ..... 5

**Introduction** ..... 7

**1 État des lieux : trois échelles d'inscription dans les territoires, une accessibilite et une visibilité inégales** ..... 11

Répartition géographique des lieux : l'espace vide, la friche, l'interstice, quels sont ces territoires qui accueillent la culture contemporaine ? ..... 11

Trois échelles d'inscription : locale, communale ou métropolitaine ..... 12

Accessibilité et visibilité : les inégalites centre-périphérie ..... 20

**2 Regard sur un territoire pilote : Paris 20e, Bagnolet, Montreuil** ..... 25

Synthèse de la phase d'investigation : caractéristiques des lieux observés et leurs relations aux territoires ..... 25

Une relation particulière aux publics, un art processuel, créateur et vecteur de lien social ..... 29

Une approche de la diffusion fondée sur la sensibilisation, « l'entrée en culture » des jeunes publics » ..... 29

**3 Pistes de réflexion** ..... 31

Paroles d'acteurs : « notre principale problématique, ce sont les espaces de travail » ..... 31

De nouveaux lieux a investir ..... 31

Une diffusion a renforcer ..... 35

**Conclusion – Pistes à approfondir en 2010** ..... 38

**Annexes** ..... 39

Liste des personnes presentes a la table-ronde 1 – mercredi 1er juillet 2009 de 8h45 a 11h45 ..39

Compte rendu de la table ronde du 1 juillet 2009 « projets culturels et ancrage territorial » ..... 40

Zoom sur quelques lieux ou projets emblematiques du paysage culturel dans les territoires pilotes (fiches descriptives) ..... 44

Cartographie ..... 52



Directeur de la publication : Francis Rol-Tanguy. Étude réalisée par Barbara Chabbal, sous la direction de Christiane Blancot. Cartographie : Anne Servais. Maquette : Apur.

# Les nouveaux territoires de l'action culturelle dans le cœur de l'agglomération parisienne

## Précisions méthodologiques, champs et lieux culturels observés

L'étude « Les nouveaux territoires culturels dans le cœur de l'agglomération parisienne » apparaît sous les rubriques 3.1.5 et B.1.3 du programme de travail de l'Apur 2009 et 2010. Cette étude s'inscrit dans le cadre des réflexions conduites par l'Atelier à l'échelle métropolitaine, et destinées à proposer de nouvelles lectures transversales du territoire entre Paris et les communes de la Petite couronne.

Cette étude, conduite sur deux ans, traite plus particulièrement, dans sa première phase, des lieux de production et de diffusion de la culture dans le champ des arts vivants et des musiques actuelles, de la manière dont ceux-ci naissent et s'inscrivent dans les territoires. Cette partie de l'étude a été réalisée de janvier à juillet 2009 à partir d'enquêtes de terrain et d'entretiens auprès des acteurs (artistes, responsables de réseaux, gérants de lieux, universitaires et chercheurs spécialistes des pratiques culturelles contemporaines).

En phase II, seront traitées la production et la diffusion en matière de lecture publique, art lyrique, cinéma, musée et patrimoine, ainsi que l'analyse des politiques mises en œuvre par les collectivités publiques en matière de développement culturel.

D'un point de vue méthodologique, l'étude s'organise en trois volets :

**Le volet 1**, destiné à recenser et à localiser géographiquement les principaux équipements et nouveaux lieux culturels de l'agglomération, s'appuie sur la base de données de l'Atelier, complétée de diverses autres sources, dont les statistiques de la Direction des Affaires Culturelles (DAC) de la Ville de Paris, ainsi que les résultats d'enquêtes de terrain.

Toutefois, la création artistique étant multiforme, les lieux soumis à observation s'avèrent extrêmement variés : théâtres, ateliers d'artistes, salles de café-concert, etc. Autrement dit, l'analyse n'a pu se limiter aux (hauts) lieux de la culture officielle (institutions,

© Le Tamanoir

Vue de la salle de concert Le Tamanoir (Gennevilliers 92)

équipements), dans une acception classique du vocable « lieu culturel », mais elle englobe volontairement les lieux de créativité dits « alternatifs », « off » ou « underground » : clubs de musiques électroniques, cirque, théâtres de rue, marionnettes, spectacles déambulatoires, squats ou ateliers d'artistes, friches industrielles ou urbaines, etc. Pour la plupart, il s'agit de lieux de création et de diffusion, lieux hybrides, à la fois lieux de culture, de formation et de sociabilité. Beaucoup d'entre eux peuvent d'ailleurs être reconnus et soutenus financièrement par les collectivités locales ou autres institutions publiques.

**Le volet 2**, destiné à faire apparaître des occurrences et interactions territoriales dans la production et la diffusion culturelle à l'échelle d'un territoire pilote (Paris 20e arrondissement, Bagnolet, Montreuil), prend la forme d'interviews et d'enquêtes auprès des professionnels, collectifs d'artistes, organisateurs d'événements, gestionnaires de sites, et représentants de réseaux. Il s'agit également, dans cette perspective, de mieux connaître les publics de ces lieux, leurs fréquentations, ainsi que les nouvelles pratiques qui s'y développent. Ce travail, amorcé en 2009, sera poursuivi en 2010 dans le cadre de la deuxième phase de l'étude.

**Le volet 3**, prospectif et propositionnel, s'appuie sur les conclusions et les échanges issus de tables rondes réunissant une vingtaine de personnes, praticiens, porteurs de projets culturels, chercheurs, universitaires, élus, aménageurs, architectes, urbanistes. En 2009, une table Ronde s'est tenue le 1er juillet, rassemblant une vingtaine d'intervenants et donnant lieu à une synthèse présentée en Annexe de ce rapport.

# Introduction

*« En vingt ans, les lois de décentralisation ont accompagné en France, et en particulier en Ile-de-France, l'émergence de pratiques culturelles et artistiques nouvelles qui ont profondément bouleversé le paysage et ont permis à de nouvelles écritures et de nouveaux usages de voir le jour »*, Fabrice LEXTRAIT

En marge de la densité des équipements et de la richesse culturelle de l'agglomération, Paris et les communes de la Petite couronne regorgent de lieux, d'acteurs, de pratiques, apparues en France il y a une trentaine d'années, et dont les relations aux populations et aux territoires présentent un intérêt certain pour les urbanistes et les aménageurs de la ville.

Témoignages de l'engouement croissant du public pour le spectacle vivant (musiques actuelles, théâtre de texte, théâtre d'objets, théâtre gestuel, danse, arts du cirque, arts de la rue…), ces lieux, ces structures, souvent petites et de statut associatif, se sont construites sur la base d'une économie plurielle, mélangeant financements publics et privés, institutionnalisation et informalité, productions artistiques et actions socio-culturelles. Fonctionnant selon un principe coopératif, regroupées en fédérations ou en syndicats au niveau national et régional, ces structures dessinent un maillage important de lieux de diffusion et de productions culturelles à l'échelle de l'agglomération, œuvrant, pour la majorité d'entre elles, pour un meilleur ancrage de la culture dans le tissu social et le territoire qui les accueillent.

De plus, si ces nouvelles pratiques englobent les disciplines artistiques traditionnelles mêlées à des formes artistiques à dimension politique ou identitaire, elles recouvrent aussi des pratiques culturelles relevant du ludico-festif, de l'animation et du socio-éducatif : elles s'expriment dans des lieux inédits tels les cafés, restaurants, clubs, espaces publics, ou commerces.

Les résultats de la phase d'investigation auprès d'acteurs de terrain (artistes, gérants de lieux, organisateurs d'événements, responsables de réseaux) ont ainsi permis de faire apparaître, de manière étonnamment récurrente, l'existence d'un foisonnement important d'initiatives, de projets ou de lieux culturels au sein, mais surtout aux franges de la capitale (arrondissements parisiens périphériques, proche banlieue, territoires intercommunaux).

L'étude s'intéresse tout d'abord à la répartition de ces nouveaux lieux d'actions culturelles dans les territoires du cœur de l'agglomération parisienne (Paris et petite couronne) et examine, à partir d'enquêtes et de recensements statistiques, comment s'inscrivent les lieux/événements culturels au sein des différentes échelles territoriales : agglomération, communes, quartiers (partie 1).

Est ensuite abordée la question de la nature de ces lieux/projets, leur statut, leur rôle dans le processus de création et de diffusion de la culture contemporaine. Cette analyse s'inspire de l'examen plus approfondi d'un territoire pilote : Paris 20e arrondissement, Bagnolet, Montreuil, où, au-delà des espaces culturels « institutionnels », classiques (théâtres, salles de spectacles), l'enquête a porté sur d'autres lieux d'accueil et de production culturelle (squats, cafés-concerts, friches urbaines) au sein desquels s'effectuent, de manière moins visible, mais tout aussi décisive, le *« travail de la culture »* [1] (partie 2).

Enfin, à partir de retours d'entretiens, et conclusions de la table ronde organisée avec des professionnels de la culture, gérants de lieux, artistes, responsables de réseaux, concepteurs des politiques publiques, architectes, aménageurs [2], l'étude présente quelques orientations d'actions et propose certaines pistes de réflexions visant à donner une plus grande place à la culture dans la programmation urbaine, à favoriser davantage la production et la diffusion culturelle à toutes les échelles territoriales, à tous les rythmes et dans toutes les temporalités de la métropole parisienne (partie 3).

1. Propos emprunté au chercheur Hugues Bazin
2. Table-ronde du 1er juillet 2009 - cf annexe 2

# Avant-propos

## Les nouveaux territoires de l'action culturelle : de qui et de quoi parle-t-on ?

Dans son rapport portant sur les nouvelles pratiques culturelles et artistiques[3], Fabrice LEXTRAIT met en avant trois éléments constitutifs des lieux ou projets soumis à notre analyse. Ces trois éléments peuvent se résumer comme suit :

- Une nouvelle temporalité de l'action culturelle, qui rompt avec l'optique linéaire des institutions ou du marché (création, programmation, diffusion). Ici, la création se vit au jour le jour et la programmation peut être infléchie à tout moment.
- Une autre appréhension de l'espace : il n'y a pas de séparation claire entre espaces dédiés à l'art et espaces d'actions sociales ou politiques. Les artistes occupent les espaces libres dans la ville.
- Des relations directes avec les populations. L'artiste est en prise directe avec la société, avec le réel.

### Un art processuel et pluridisciplinaire

D'un point de vue esthétique, ces projets témoignent de pratiques artistiques où le processus prend souvent le pas sur la forme finie, où paraissent des formes nouvelles que certains qualifient d'« esthétiques relationnelles ou contextuelles ». Cette approche particulière de la production culturelle s'apparente à une démarche d'expérimentation, basée sur le principe du « work in progress », où l'œuvre émane d'une série d'interactions sociales et culturelles dans un espace donné, et sur une période donnée.

Par ailleurs, tous ces lieux exercent simultanément des activités de diffusion, de création, d'accompagnement d'artistes et d'actions culturelles. Les ateliers de pratique amateur et la formation professionnelle y sont presque toujours présents. En accompagnant et en programmant des artistes émergents ou des projets dits « à risques », ces lieux sont de nature à favoriser innovation et renouvellement artistique. Ils constituent à ce titre un *« maillon essentiel dans la chaîne de production artistique contemporaine »*[4].

Au regard de ces nouvelles pratiques, les termes d'actions, ou de projets culturels, sont donc à employer dans un sens quelque peu éloigné de celui utilisé dans la nomenclature des politiques publiques : *« On ne calcule pas la rentabilité d'un projet artistique seulement sur le nombre d'entrées d'un spectacle. Son bilan se fait en regardant les différents types de richesses créées pendant le processus de création, la présentation et le devenir du projet »*[5]. Dans ce contexte, ce sont la qualité et la densité des échanges sociaux, interculturels et interdisciplinaires qui naissent et se développent pendant le processus de création qui révèle le succès d'un projet, son impact positif sur son environnement.

### Le social au cœur du dispositif créatif

La préoccupation sociale des projets culturels observés montre que des collectifs ne se territorialisent pas uniquement sur une base artistique. Le social fait ici le lien entre la culture et le territoire. *« Ce n'est pas la problématique sociale en tant que telle qui intéresse les acteurs, mais comment une œuvre ou une production esthétique interroge le social, y apporte une contribution »*[6]. Ce type d'offre culturelle s'apparente ainsi davantage à ce que Fabrice RAFFIN appelle la *« démocratie culturelle »*[7], en référence à un ensemble d'activités culturelles en prise directe avec les populations, produit et véhiculé principalement via le secteur associatif local mais avec le soutien fréquent des municipalités ou autres institutions publiques (État, régions, départements).

Ainsi, la plupart des lieux observés développent une approche anthropologique de l'art et de la culture, qui pourrait être illustrée par les études et les recherches expérimentales du LISRA (Laboratoire d'Innovation Sociale et de Recherche-Action animé par le sociologue chercheur Hugues BAZIN)[8], études menées en particulier dans le quartier de la Goutte d'Or, dans le 18e arrondissement. Selon cette approche, ce qui compte dans ces expériences, c'est que l'artiste se retrouve au centre du processus, en prise directe avec la société, le réel qui l'entoure. Le public qui assiste aux événements et participe aux ateliers, les habitants du territoire, ne sont pas des consommateurs culturels mais des partenaires artistiques associés à la démarche, au processus de création. Ces formes contemporaines outrepassent les vieux clivages entre éducation populaire et art

3. In Rapport de Fabrice LEXTRAIT « Friches, laboratoires, fabriques, squats, projets pluridisciplinaires…une nouvelle époque de l'action culturelle. » 2001.
4. Propos de Fabrice LEXTRAIT in Fabrice LEXTRAIT « Friches, laboratoires, fabriques, squats, projets pluridisciplinaires…une nouvelle époque de l'action culturelle. » 2001.
5. In Association Main d'Œuvres Journal d'activité 2008.
6. In SEA EUROPE Sociologues et ethnologues associés Territorialisation de projets culturels en Ile-de-France Propositions pour un modèle d'analyse complexe Fabrice Raffin Avril 2007.
7. In Paris Projet 38 Regards Croisés Métropoles européennes – Politiques culturelles, démocratie et démocratisation par Fabrice Raffin, p71-79.
8. Pour plus d'information sur la démarche et les recherches du LISRA : http://labo.recherche-action.fr.

noble ou institué, entre action culturelle et création, entre objet artistique et dimension relationnelle : *« On n'est pas en train de créer entre nous mais avec le corps social »*, Lear PACKER (Compagnie Ktha) [9]. Cette production culturelle et artistique comme fruit d'une interaction entre artistes et populations peut être illustrée par de multiples initiatives ou projets à l'œuvre dans la métropole.

Citons par exemple la production de l'Echo-musée du quartier de la Goutte d'Or [10], où des artistes (plasticiens, vidéastes, photographes…) utilisent la mémoire collective des habitants du quartier, leur histoire, leur culture [11], leur vie, comme source d'inspiration créative. Les œuvres ainsi produites prennent la forme de dessins, de peintures, de croquis, de recueils de témoignages… L'Echo-musée de la Goutte d'or est un espace ouvert, où habitants, chercheurs et artistes se côtoient, échangent et travaillent autour de la notion d'identité collective, de partage et d'ouverture de l'espace, de syncrétisme culturel et social.

Autre exemple, situé en périphérie, Les Laboratoires d'Aubervilliers (93) [12], dont les productions associent très souvent la population comme ressource, acteurs et vecteurs de création artistique. Citons le projet de Lincoln TOLBIER, proposant aux habitants du quartier de composer leur propre programme radiophonique, diffusé sur Radio Ld. A ; ou encore l'expérience de la Boutique Mosaïque, réalisée en partenariat avec les animateurs et éducateurs spécialisés des services municipaux, où des artistes (photographes, vidéastes) ont travaillé avec les enfants du quartier, avant et après l'école, sur la question de la valorisation de soi et sa (re) présentation au monde.

## Une économie mixte, entre militantisme associatif et soutien public

D'un point de vue financier, ces lieux, constitués en associations (loi 1901) ou en SARL, reposent souvent sur une économie plurielle réunissant des fonds publics, des ressources propres, et sur une économie non monétaire basée sur l'échange et le bénévolat. Les aides publiques proviennent des collectivités locales (communes, départements, région) et de l'État (Ministère de la Culture) au titre des politiques culturelles, du développement territorial, de la jeunesse ou dela politique de la Ville. En termes d'emplois, c'est le régime de l'intermittence qui domine, c'est-à-dire des personnes payées sous la forme d'honoraires, ou bien des stagiaires ou des bénévoles. Environ un tiers des emplois relevant du régime général sont des emplois aidés, emplois jeunes, progressivement remplacés par les emplois tremplins régionaux (200 en Ile-de-France en 2009) mais aussi contrats d'accompagnement à l'embauche, contrats emploi solidarité, contrats emploi consolidé, contrats en insertion… L'une des caractéristiques fortes de ces emplois demeure leur précarité et leur courte durée (CDD ou intermittence) [13].

Depuis quelques années, les autorités publiques s'intéressent et reconnaissent de plus en plus ces nouvelles structures, regroupées pour la plupart au sein de l'Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles (UFISC). En Ile-de-France, l'association Actes-if rassemble dix-neuf lieux qui partagent les mêmes objectifs de promotion et de diffusion de la culture au sein de territoires défavorisés. Parmi ces lieux, quinze sont implantés dans d'anciennes friches industrielles situées dans le nord-ouest et le sud-est de la petite couronne parisienne.

**Les nouveaux territoires de l'action culturelle : Une approche renouvelée des publics et des espaces de diffusion**

© Julie Pagnier

Séance de théâtre permanent des Laboratoires d'Aubervilliers (93)

© Maison Populaire

Exposition d'art contemporain au Centre d'Art Mira Phalaina à la Maison Populaire de Montreuil (93)

9. In Rapport de Fabrice LEXTRAIT « Friches, laboratoires, fabriques, squats, projets pluridisciplinaires… une nouvelle époque de l'action culturelle. » 2001.
10. Contact : Jean-Marc BOMBEAU – echomusee@yahoo.fr.
11. On dénombre plus de 40 communautés dans le quartier de la Goutte d'Or.
12. Les laboratoires d'Aubervilliers – 41, rue Lecuyer 93300 Aubervilliers.
13. Source : Rapport de Guy ATLAN présenté au nom de la Commission Culture et Communication du Conseil économique et social de la région Ile-de-France le 24 septembre 2009 : « Culture et territoire : les conditions d'émergence des espaces culturels en Ile-de-France ».

### L'impact de la révolution numérique

Aujourd'hui, l'usage massif des technologies, par les artistes et par le public lui-même, tendrait à modifier la place attribuée pratiquement et symboliquement aux pratiques culturelles traditionnelles, en particulier concernant la fréquentation des équipements culturels institutionnels. Ces nouvelles pratiques font en effet évoluer le périmètre des champs culturels, dans le sens d'une plus grande porosité, laquelle s'effectuerait au détriment des institutions culturelles et au profit des individus et des réseaux [14].

*« Les communautés, les individus les plus actifs se font aussi producteurs, éditeurs, créateurs, diffuseurs et indiquent ainsi leurs préférences, comme ils n'avaient jamais pu le faire avant. L'essor des blogs, des messageries instantanées, des forums, des podcastings. Ce mélange évolutif complexe d'accès et d'édition, d'échanges interpersonnels et de consommations innovantes, modifient profondément la notion de « public de la culture. »*, Christine ALBANEL, Ministre de la Culture et de la Communication (2007-2009) [15].

La révolution numérique provoque une évolution des modes de consommation mais également de la représentation des objets culturels, notamment chez les jeunes générations : jeux en réseaux, téléchargement de musique, manipulation d'outils de création et de diffusion de textes, de sons et d'images (création de blogs, de musique…). Les contenus culturels eux-mêmes, en particulier dans le champ des musiques actuelles [16], s'en trouvent modifiés, entraînant une extension du périmètre culturel et bouleversant les processus de labellisation : de l'auteur à l'œuvre en passant par les médiateurs, les contours des catégories savantes et populaires deviennent désormais plus flous.

Toutes ces évolutions sont de nature à interroger les mécanismes traditionnels de transmission de la culture et les institutions qui en sont les instruments. La notion même « d'offre culturelle », comprise comme objet culturel figé dans le temps et dans l'espace, se trouve aujourd'hui profondément questionnée par ces nouveaux modes de production et de diffusion de la culture contemporaine.

**Les nouveaux supports de communication et de création bouleversent les modes traditionnels de production et de diffusion culturelles : l'exemple de la diffusion via Internet**

#### Second Life : Un exemple de révolution des contenus et des supports de diffusion culturels contemporains

La population de second life en France s'élève à environ 1 million de personnes et elle représente 14 % du total des usagers. On peut y visiter des expositions d'arts visuels, participer à des rencontres ou à des conférences, voir des films, etc.

En juin 2007, un vrai musée allemand, la Staatlich Kunstsammlungen (la collection d'art de la Saxe) a fait parler de lui en ouvrant un site virtuel officiel pour visiter le monument, la galerie de peintures, la boutique et les abords du musée. La modélisation des bâtiments a été faite avec le plus grand réalisme. Les visiteurs peuvent s'y déplacer, voir les œuvres et en discuter.

Cette expérimentation permet de tester les possibilités offertes par Second Life pour des applications patrimoniales. Tout type de documents multimédia peut être mis à contribution (son, vidéo, site web, image HD, cartographie…), pour créer des scénographies et mettre en œuvre une médiation culturelle incluant l'interaction entre les visiteurs et favorisant de nouvelles formes d'expression (par exemple, vernissages combinés réels/virtuels, visites avec guides virtuels, des conférences, des rencontres thématiques, etc.).

Ainsi, les mondes en 3D offrent de nouvelles voies pour aller à la rencontre des publics. Ils révolutionnent l'offre culturelle traditionnelle et institutionnelle. Elle redéfinit la notion de « public ».

14. In Les pratiques culturelles chez les jeunes et institutions de transmission : un choc des cultures ? Prospective janvier 2009 DEPS Ministère de la culture et de la communication.
15. In Lieux culturels et nouvelles pratiques numériques été 2007 n°112 Publication du Ministère de la Culture et de la Communication.
16. Par « musiques actuelles » on entend une appellation politique désignant, par défaut, l'ensemble des esthétiques autres que la musique dite « classique ». Les esthétiques généralement comprises par l'expression « musiques actuelles » sont le jazz et les musiques improvisées, la chanson, les musiques du monde ou dites traditionnelles, ainsi que les musiques amplifiées (parmi lesquelles on distingue le rock, le blues, la pop, la fusion, le métal, l'inclus, le hardcore, le punk, le Hip Hop, le R'n'B, le ska, le reggae, le dub, la funk et les musiques électronique). In Etude NPE sur le secteur des musiques actuelles à Paris – Rapport d'étape 2008. Samia Djitli.

# 1 État des lieux : Trois échelles d'inscription dans les territoires, une accessibilite et une visibilité inégales

## Répartition géographique des lieux : l'espace vide, la friche l'interstice, quels sont ces territoires qui accueillent la culture contemporaine ?

D'un point de vue de leur inscription géographique, les nouveaux territoires de l'action culturelle se développent souvent au sein d'espaces qualifiés « d'interstitiels », espaces résiduels non bâtis en milieux urbains denses : terrains vacants, friches industrielles et ferroviaires, délaissés de voirie et d'opération de rénovation urbaine… *« Par interstice, nous essayons de remettre en cause une surdose de normes et de réglementations, qui ne laissent plus de place à l'expérimentation, à la création et l'innovation et, en fin de compte, qui est mortifère. »*. L'expérience interstitielle englobe donc *« la critique de l'art par la quotidienneté et la quotidienneté par l'art, celle des sphères politiques par la pratique sociale quotidienne et inversement […] »* [17].

L'examen précis de la localisation des friches culturelles fait apparaître une deuxième caractéristique géographique. À de très rares exceptions près, ces lieux ne sont pas situés en centre-ville, mais pas non plus en lointaine banlieue. Héritages d'une activité industrielle, portuaire ou militaire, ils sont logiquement implantés dans les faubourgs de la ville, cette zone tampon entre centre et périphérie (petite couronne). Pour ces « défricheurs de friches » que sont les artistes, cette implantation, à la fois en lisière et dans la ville, n'est pas neutre. Elle sied assez bien aux friches culturelles. Peut-être parce qu'à la marge du centre-ville, le pôle culturel historique et officiel, les friches peuvent donner naissance à de nouvelles formes artistiques qui bouleversent à leur tour les genres artistiques établis : *« L'art se renouvelle par ses marges qui à son tour renouvellent le centre dans un va-et-vient incessant »* [18].

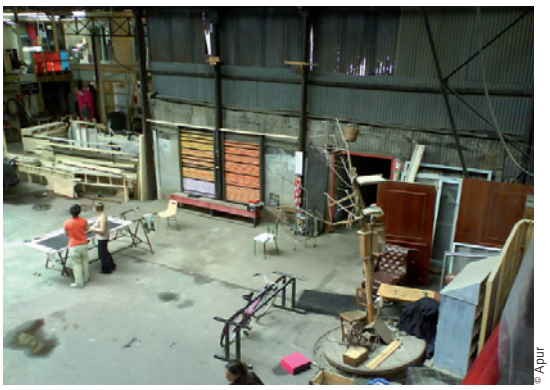
La phase d'investigation et d'entretiens a révélé une multitude de lieux, à des stades de reconnaissance institutionnelle variables, situés pour la grande majorité dans les arrondissements périphériques de Paris ou aux portes de la capitale. Ces lieux sont majoritairement localisés dans le croissant nord-ouest et sud-est de la petite couronne parisienne, dans des quartiers dits sensibles ou populaires, dans des espaces correspondant à d'anciens locaux industriels. Outre une pression foncière moins forte, la justification de telles implantations réside dans l'objectif de prendre place au sein même des cités et de leurs populations, afin de tisser avec elles des liens, revisiter leur passé, nourrir une mémoire collective, source et vectrice de nouvelles identités culturelles et territoriales.

S'il n'est pas possible, dans le cadre de cette étude, de citer tous les lieux relevant de ces initiatives, mentionnons toutefois l'un d'eux, La Villa Mais d'Ici, friche culturelle située à Aubervilliers (93) [19] et apparaissant relativement emblématique de l'ensemble des lieux observés.

La Villa Mais d'Ici est une ancienne friche industrielle, successivement occupée par une entreprise de maçonnerie et une entreprise de communication événementielle, avant d'être réinvestie par des collectifs d'artistes d'art de la rue et de théâtre en 2003. Aujourd'hui, la friche héberge entre 10 et 15 structures ou artistes en résidence permanente ainsi que quelques compagnies en résidence temporaire. Un tiers de la friche est composé d'espaces communs (café, entrepôts de stockage, salle en location…). Au total, la friche occupe 3 200m² et accueille environ 50 personnes. La Villa Mais d'Ici est essentiellement un lieu de production de spectacles destinés à être présentés « hors les murs », dans l'espace public ou les cités [20], des lieux institutionnels (Théâtre de la Colline par exemple) ou bien dans le dans le cadre de festivals. Cependant, la friche se veut ouverte sur le quartier et ses habitants et cet objectif se traduit par l'organisation de fêtes, d'expositions ou de présentations de spectacles en avant-première [21], mais également par le recours à une main-d'œuvre locale pour la fabrication des décors et autres objets nécessaires aux spectacles.

17. In Programme interdisciplinaire de recherche Art, Architecture et Paysage Interstices urbains temporaires, espaces interculturels en chantier, lieux de proximité Rapport final mars 2008.
18. In Ville et création artistique. Pour une autre approche de la géographie culturelle. Boris GRESILLON, maitre de conférences à l'Université d'Aix-Marseille. P 194.
19. La Villa Mais d'Ici, friche culturelle de proximité – 77, rue des Cités 93300 Aubervilliers.
20. Cf. Interventions dans les cités de la Compagnie d'art de la rue Les Méliades consistant en l'organisation d'Ateliers, la production de spectacles ou la fabrication d'installations au cœur même de la cité avec l'aide de ses habitants.
21. Dans le cadre du festival Ici et Là organisé chaque année dans la cour de la Villa Mais d'Ici à l'attention des habitants du quartier.

© Apur


© Apur

Entrée et espace de travail de la friche culturelle La Villa Mais d'ici à Aubervilliers (93), lieu de production et de diffusion de spectacles, point de rencontres et d'échanges pour la population locale.

Ces territoires indéfinis, sans programme, restant ouverts, ne sont pas désignés, et c'est cela qui attire précisément les artistes, des lieux qui sont comme « lavés » après chaque expérience. *« Ce qui demeure, c'est le squelette des choses, leur fantôme. Les gestes artistiques passés se dissolvent et laissent de nouveau le lieu vivre. Ils intègrent donc une notion de vide »* [22]. Certaines collectivités peuvent soutenir de telles initiatives, à l'exemple des compagnies de la Villa Mais d'Ici, qui louent leurs locaux sous contrat privé mais qui peuvent bénéficier aussi d'aides financières ponctuelles des pouvoirs publics sur certains projets.

## Trois échelles d'inscription : locale, communale ou métropolitaine

### L'échelle métropolitaine : l'exemple des festivals et des réseaux

L'importance et la multiplication de projets culturels de nature événementiel et festive témoignent du dynamisme de l'agglomération parisienne dans son ambition à la fois d'augmenter l'offre culturelle à destination des habitants et des touristes, mais aussi, et surtout de créer, à l'occasion de leur organisation et de leur diffusion, un moment de « fête », un « vivre-ensemble » fédérateur et créateur de mémoire, d'identité à l'échelle des territoires qui en sont les porteurs. Les vingt dernières années ont vu le développement de nombreux projets portés par des collectivités ou des institutions s'inscrivant d'emblée dans une dimension supra-communale, voire métropolitaine. Ces initiatives, à forte portée symbolique, contribuent à renforcer la coopération territoriale, à favoriser la construction d'un imaginaire collectif et à développer une nouvelle image de la métropole et de ses habitants [23].

Ainsi, prenant l'exemple des musiques actuelles, l'Association Banlieues Bleues, et le festival éponyme, pourrait constituer une illustration de la manière dont les formes de productions culturelles contemporaines s'inscrivent d'emblée dans une logique supra communale, tout en développant un rapport consubstantiel avec leur territoire d'accueil (ici, les territoires de la Petite couronne) [24].

Pour en comprendre la logique, les entretiens avec les acteurs culturels et responsables de lieux indiquent qu'à l'origine de toutes ces initiatives, trois éléments constitutifs apparaissent de façon récurrente :

- une ou plusieurs personnalités fondatrices, passionnées par l'esthétique développée (musique, art contemporain, danse ou théâtre), venant du monde de la culture ou du monde politique ;
- un soutien politique se traduisant par un apport financier (de l'État à travers le Ministère de la Culture, de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, du département ou des communes) ;
- un lieu qui symbolise et rend visible, autant qu'il nourrit et renforce, le développement du projet (La Dynamo, équipement dédié au projet en 2006).

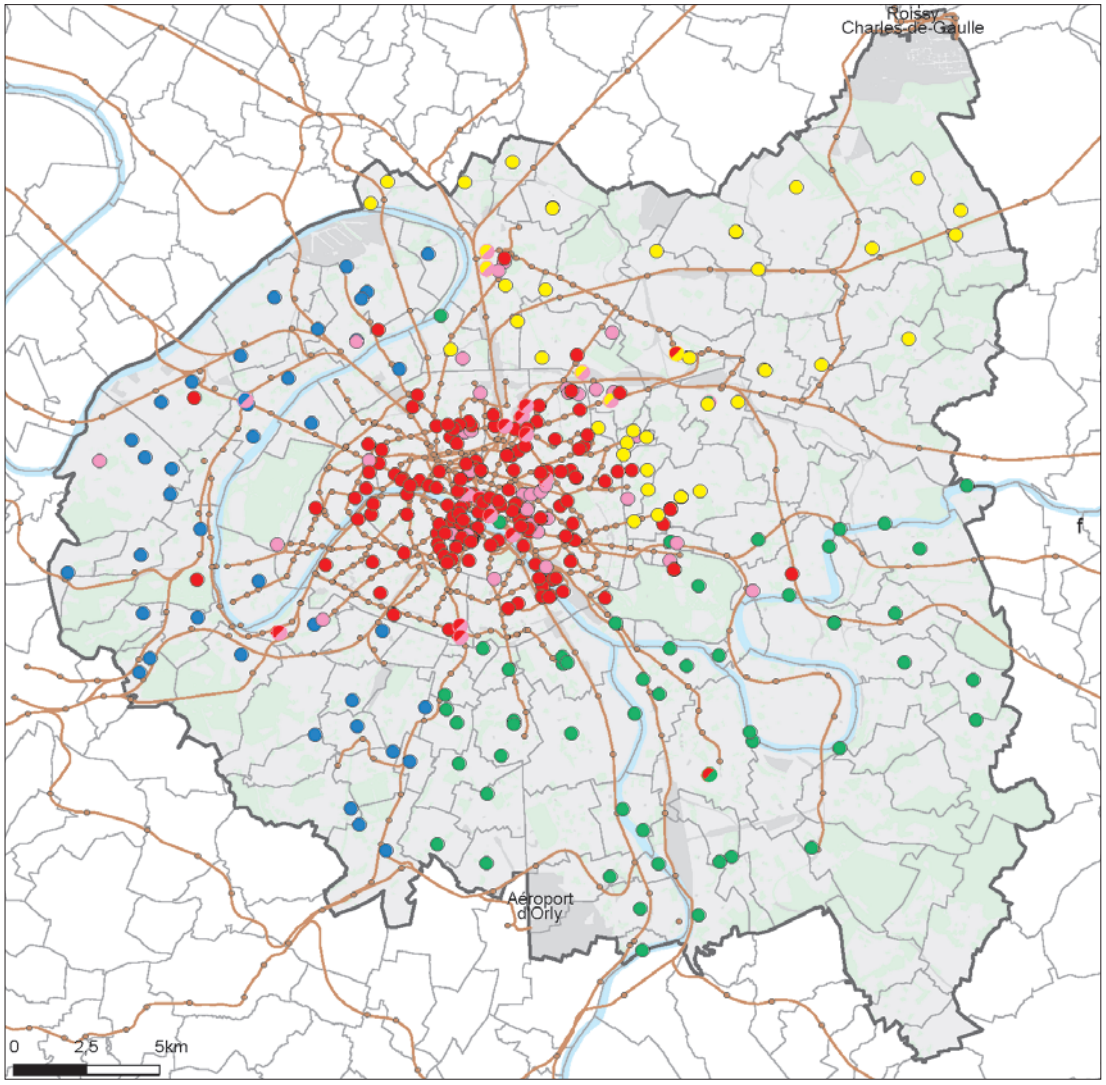
Dans le cas de Banlieues Bleues, c'est le Maire de Sevran, commune de Seine-Saint-Denis, qui décide, en partenariat avec dix autres communes du département, d'organiser un festival de jazz destiné, dans un premier temps, au public sequano-dionysien. 18 concerts sont programmés entre janvier et mars 1984. Aujourd'hui, ce sont plus de 700 concerts, 900 groupes, 6 000 artistes, et 27 communes du département qui participent aux activités, désormais élargies, de l'association Banlieues Bleues : aide à la création et à la diffusion de la musique jazz par l'accueil en résidence, organisation des Ateliers musi-

22. In Les Nouveaux territoires de l'Art Propos recueillis par Fabrice LEXTRAIT et Frédéric KHAN – Ouvrage issu du Colloque portant sur les NTA à Marseille en février 2002. Editions Sujet/Objet. p249.
23. Sur ce sujet, voir les travaux en cours du CNAM dans le cadre de l'appel à projet « Imaginer les pratiques culturelles dans le Paris de 2030 ».
24. A l'image de Banlieues Bleues, les exemples sont nombreux à l'échelle métropolitaine. Citons également, le festival Metis soutenu par Plaine Commune, le département de Seine-Saint-Denis, la Ville de Saint-Denis et la Région Ile-de-France.

caux avec le jeune public, conception d'événements et organisation du festival de mars à avril, attirant chaque année plus de 11 000 spectateurs provenant de toute la région Ile-de-France. Aujourd'hui, Xavier LEMETTRE, directeur de l'Association Banlieues Bleues, le souligne : l'installation à Pantin, dans une ancienne friche industrielle de fabrication de toile de jute, en 2006, a permis de pérenniser le projet, de développer les activités, de renforcer les réseaux, et de construire une relation durable avec les populations et le territoire d'accueil. La Dynamo, lieu financé par l'État, le département et la région, n'est donc pas seulement un équipement culturel implanté en banlieue, il est le point d'ancrage d'une multitude d'activités locales, régionales ou internationales dont il constitue le cœur de réseau [25].

25. Depuis 2002, l'Association Banlieues Bleues est le siège social de l'Européen Jazz Network, le réseau européen des diffuseurs de jazz (www.europe-jazz.net). Elle multiplie également les partenariats avec les autres institutions culturelles du département et de la région (par exemple, le concert donnée au Musée du quai Branly en 2009, dans le cadre de l'exposition «Le siècle du Jazz » 17 mars-28 avril 2009).

**Les nouveaux territoires de l'action culturelle : les festivals, fédérateurs symboliques et moteurs d'intégration métropolitaine ?**




**Les nouveaux territoires de l'action culturelle dans le cœur de l'agglomération parisienne**

**Étendue géographique des festivals**

- Paris
  Automne - Cinéma au clair de lune - Cinéma en plein air - Classique au vert - Fête des jardins - Ici et demain - Imaginaire - Jazz à S'-Germain-des-Près - Jules Verne - Paris Cinéma - Paris en toutes lettres - Paris fait sa comédie - Paris Plage - Paris Jazz - Printemps des rues - Quartiers d'été - Rock en Seine
- Hauts-de-seine
  Chorus
- Seine-Saint-Denis
  Africolor - Banlieues Bleues - Biennale d'art contemporain
- Val-de-Marne
  Biennale de la danse - Festi'Val de Marne - Oh !
- Île-de-France
  Arts de la rue - Biennale de la marionnette - Festival IDF - Futur en Seine - Hip-Hop

**Lieux accueillant plusieurs festivals**

- Banlieues Bleues, Africolor, Automne
- Biennale de la Danse, Automne
- Fête des jardins, Ici etdemain, Hip-Hop, Futur en Seine...
- Chorus, Futur en Seine
- Africolor, Banlieues Bleues, Biennale de la Marionnette...
- Biennales de la Danse et de la Marionnette

**Type d'occupation du sol**

- espace vert
- infrastucture de transport
- transport en commun

Source : Enquête APUR - 2008

apur

**Les acteurs culturels contemporains entretiennent entre eux des liens esthétiques et professionnels qui renforcent leur visibilité et leurs moyens d'actions collectives sur les territoires**

**Interventions des compagnies d'arts de la rue d'île-de-france**

**Spectacles fixes ou déambulatoires sur un échantillon de 5 compagnies**

Période du 1er Juillet 2008 au 30 Juin 2009

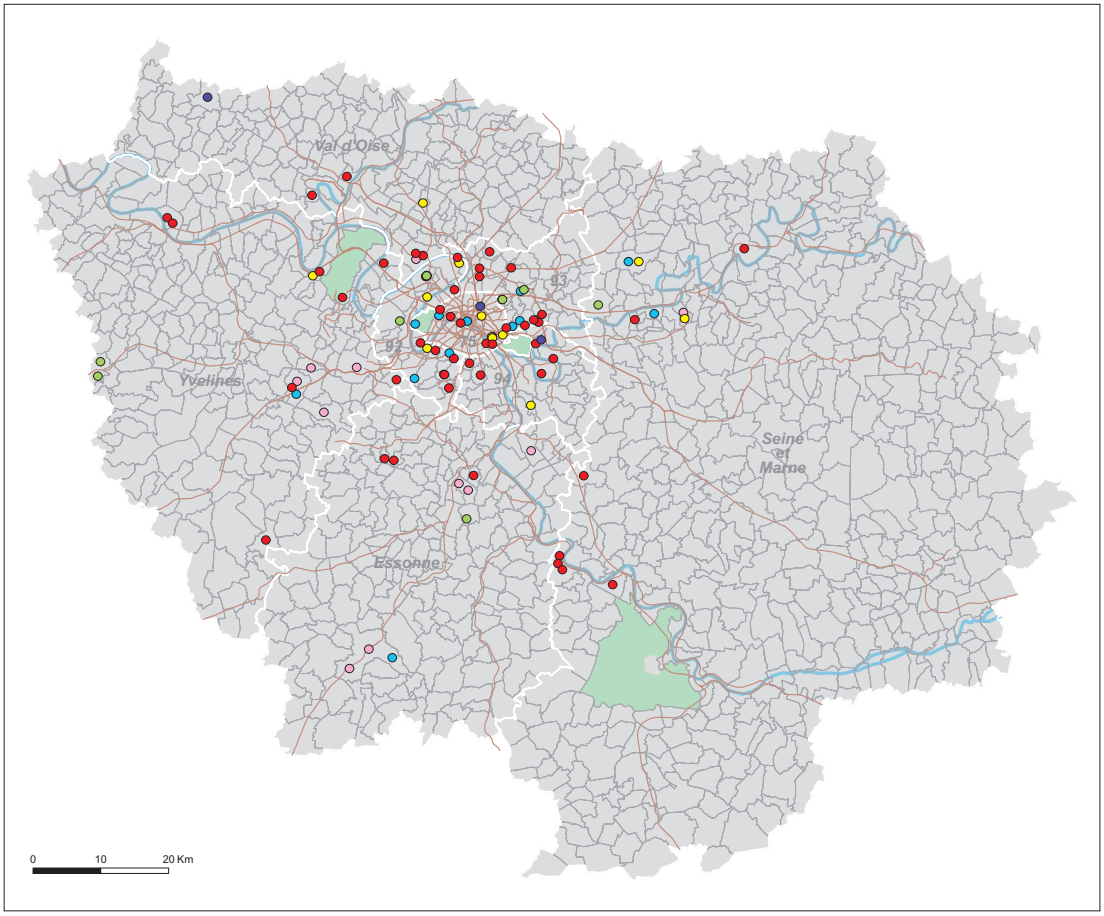
**Nom de la compagnie**

- les Anthropologues
- Compagnie K
- les Goulus
- Progéniture
- ACIDU
- Frichti Concept

- transport en commun
- forêt, bois

Source : APUR - 2008

apur



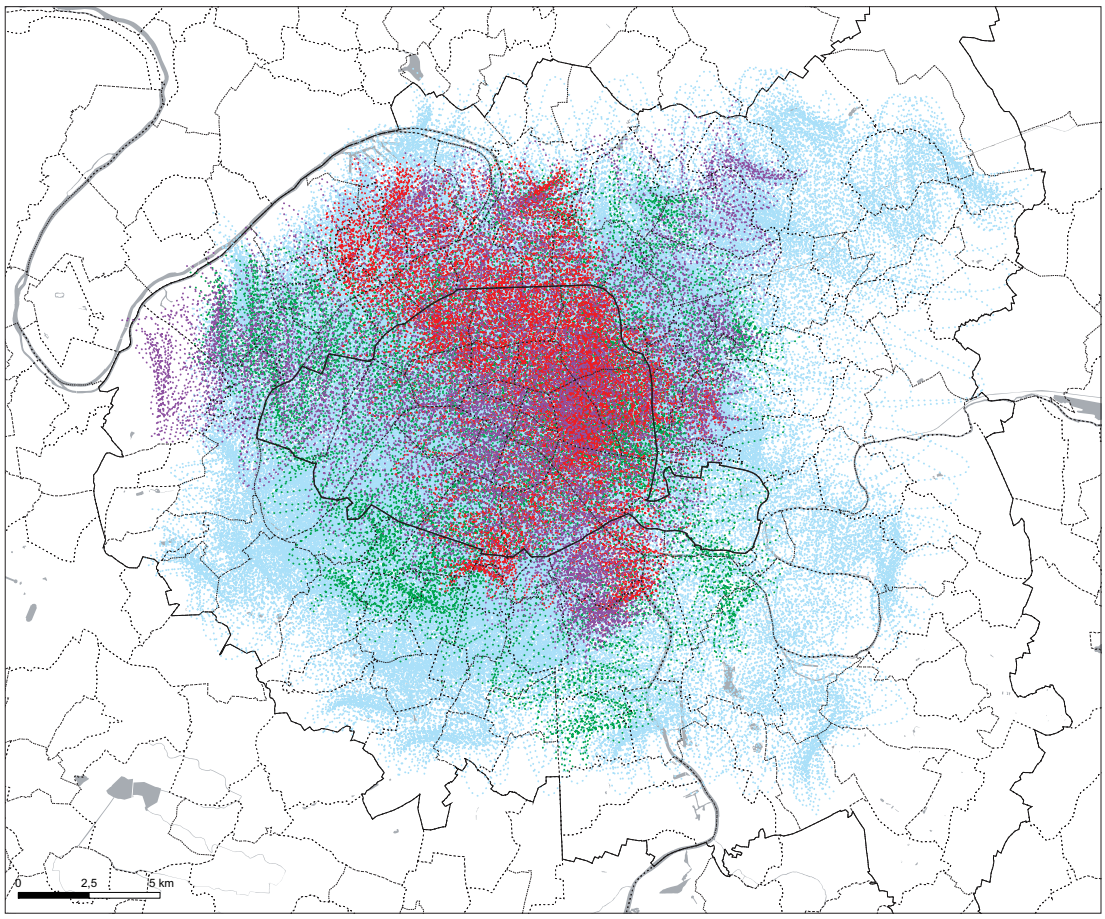

**Maillage de 4 réseaux virtuels identifiés dans l'agglomération centrale en 2009**

**Nom du réseau**

- TRAM
- ACTES IF
- musiques actuelles (RIF)
- réseau des lieux - compagnies organisant des festivals d'arts de la rue

Source : APUR - 2008

apur



### L'inscription dans de multiples maillages territoriaux

Au-delà des festivals, ou autres événements festifs ponctuels, les acteurs culturels et institutionnels créent et entretiennent des contacts entre eux par le biais de Fédérations et de réseaux. D'un point de vue territorial, ces derniers s'inscrivent souvent dans un maillage géographique cohérent, qu'ils amplifient par des échanges avec des équipes d'autres territoires, du local à l'international. En devenant régulières, ces interactions intègrent le paysage urbain, le quotidien de la ville, et dans une certaine mesure, nourrissent mythe et imaginaire collectifs.

« Cette mesure impalpable, des réseaux et des flux, définit la dimension métropolitaine du grand Paris, bien plus culturelle que matérielle, et finalement bien plus réelle que virtuelle. », Jean-Paul ROBERT, collaborateur de l'équipe Nouvel-Duthilleul-Cantal-Dupart [26].

### Tram [27], réseau de lieux pour la création et la diffusion de l'art contemporain en région Ile-de-France

Le réseau TRAM est une fédération de trente lieux de production et/ou de diffusion de l'art contemporain en région Ile-de-France. Elle est soutenue financièrement par la DRAC Ile-de-France, la région Ile-de-France, ainsi que les départements du Val d'Oise et de l'Essonne. Les autres sources de financement sont les cotisations de ses membres.

À l'origine de l'initiative, Thierry SIGG et Jacques GUILLOT, conseillers artistiques respectivement pour les villes d'Ivry et de Villeparisis, créent l'association TRAM en 1982. Leur objectif est alors de mieux faire connaître aux publics les lieux de création artistique contemporains grâce à une circulation des œuvres entre les différents sites du réseau. Au début des années 1990, le renforcement des missions des DRAC, suite aux lois de décentralisation des compétences culturelles, donne lieu à l'émergence de nouveaux pôles artistiques qui intègrent à leur tour le réseau.

Aujourd'hui, les membres du réseau TRAM sont des structures très diverses, publiques, privées, associations, fondations, aux programmations et budgets extrêmement hétéroclites (entre 70 000 et 4 millions d'Euros selon les structures), mais dont l'objectif commun est d'œuvrer pour une meilleure diffusion de l'art contemporain auprès des publics franciliens.

Pour cela, l'association apporte un appui à ses membres de trois manières :
• elle facilite la communication sur la programmation (édition d'une brochure de présentation commune) ;
• elle soutient le travail des artistes à travers l'organisation de « Journées professionnelles » (débats et réflexions entre les membres) et la mise à disposition de ressources documentaires (annuaire, consultation des appels d'offres) ;
• elle permet une meilleure connaissance des lieux à travers les Taxis Tram (parcours visites d'une demi-journée en car, une fois par mois, permettant au public de découvrir deux ou trois membres du réseau).

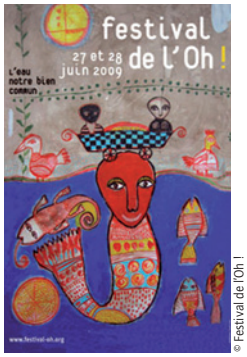
En 2009, la liste des membres du réseau est la suivante, répartis dans toute la région Ile-de-France [28] :
École Nationale Supérieure des Beaux-Arts, Musée Zadkine, Jeu de Paume, La Vitrine de l'ENSA Paris-Cergy, La Maison Rouge : Fondation Antoine De Galbert, Betonsalon, Immanence, Le Plateau/FRAC Île-de-France, Palais de Tokyo, Site de Création Contemporaine, Centre Photographique d'Île-de-France, Centre d'Art Contemporain de La Ferme du Buisson, La Maréchalerie, Centre d'Art Contemporain, Micro Onde, Centre National de l'Estampe et de l'Imprime, Centre d'Art Contemporain de Brétigny, École et Espace d'Art Contemporain Camille Lambert, Domaine Départemental Chamarande, Galerie Villa des Tourelles, École Municipale des Beaux-Arts/Galerie Édouard Manet, Maison des Arts, École Supérieure d'Arts de Rueil-Malmaison, Centre d'Art Mila Phalaina — Maison Populaire, La Galerie, Centre d'Art Contemporain, Le Forum, Scène Conventionne de Blanc-Mesnil, Synesthésie, Les Laboratoires d'Aubervilliers, Abbaye de Maubuisson, CREDAC/Galerie Fernand Léger, Galerie Municipale de Vitry, Mac/Val Musée d'Art Contemporain Du Val-de-Marne.

26. In Straddа, le magasine de la création Hors les murs n°12 – avril 2009 « Grand Paris : quelle place pour les artistes ? ». p20.
27. Association TRAM – 4 ter, rue de la Solidarité 75019 Paris.
28. Cf. infra : carte des réseaux.

**La diffusion culturelle « hors les murs » : une pratique du « faire évènement » qui se multiplie dans l'agglomération**

© Printemps de Rues

© Paris Quartier d'Été - Michel Quarez



© Festival de l'Oh !

## L'échelle communale : un autre regard sur l'espace public, la création de nouvelles centralités urbaines

*« Les cultures sont prisonnières de définitions trop restrictives, qui, en les limitant aux beaux-arts et aux patrimoines, les séparent du tissu social. Du même coup, elles ne peuvent se situer là où elles devraient être, au cœur du politique, là où les libertés démocratiques se forment par l'échange, le débat, les créativités croisées. Il n'y a pas de démocratie vivante si l'art n'est pas dans la rue, sur les murs, sur les visages et porté par les gestes »*, Patrice MEYER-BISCH, philosophe suisse.

### La culture « hors les murs » et l'effet de monstration : la culture entre projet et événement

Héritage des processions et autres animations dans l'espace public parisien, disparu peu à peu pour se cantonner à l'intérieur des édifices culturels depuis la fin du 19e siècle, il semblerait que la culture « hors les murs » opère aujourd'hui un retour, plus ou moins autorisé, dans les rues de la capitale et de sa proche banlieue. En effet, en matière d'inscription territoriale, l'échelle communale, en particulier l'espace public (places, rues, quais…) apparaît aujourd'hui à la fois comme support d'inspiration artistique et comme scène de représentation pour nombre d'artistes contemporains.

Mais, plus encore que leurs caractéristiques purement esthétiques, ces projets culturels ont besoin de « faire événement », ils se situent en eux-mêmes et au-delà de leur ambition artistique, dans une démarche de monstration, c'est-à-dire une capacité à s'inscrire dans les représentations urbaines. Ainsi, les lieux, les événements, font « repères » dans la ville, même s'ils ne sont pas supports de pratiques culturelles en tant que telles. La rue, l'espace public, l'équipement, transformés en « lieu/moment » culturel, apparaissent comme un élément constitutif de (nouvelle) centralité urbaine. Y compris, d'ailleurs, pour les non-publics, car le lieu/l'événement lui-même devient structurant, il réorganise à lui seul l'espace urbain. *« Le symbolique peut se suffire à lui-même, sans fréquentation »* [29].

Relayée médiatiquement, la capacité à « faire événement » dans la ville est un facteur de valorisation du projet et du territoire qui l'accueillent : *« Aujourd'hui, les villes se définissent de plus en plus par un système d'événements […], la ville est peuplée de micro-événements qui donnent un sens au fait de vivre en ville »*, Antoine PICON

Cette transformation du regard sur l'espace public, voire l'ouverture au public d'espaces inédits, est le propre des interventions des Compagnies d'art de la rue. Car au-delà de leur dimension proprement artistique (la présentation d'un spectacle), les artistes de rue développent une relation consubstantielle avec le public, et ils utilisent la ville, l'espace urbain comme ressource et support de création.

Qu'il soit fixe ou déambulatoire, le spectacle de rue est de nature à encourager une nouvelle lecture, un nouvel usage de la ville, au-delà de ses fonctions urbaines classiques (habitat, travail, consommation, déplacements…). C'est la raison pour laquelle de nombreuses collectivités font désormais appel aux compagnies d'art de la rue pour réintroduire de la « festivité » dans l'espace public, créer du lien social et accompagner la diffusion culturelle dans la ville. Peu connues il y a encore une dizaine d'années, les compagnies d'art de la rue sont aujourd'hui plus visibles, mieux organisées, fédérées au sein de la Fédération Nationale d'Art de la Rue (FNAR) qui regroupe une centaine d'adhérents en Ile-de-France (sur 800 compagnies répertoriées en France, dont 230 situées en région Ile-de-France [30]).

© Compagnie Les Grandes Personnes

Spectacle de rue par la Compagnie Les Grandes Personnes (Aubervilliers 93), l'engouement croissant du public pour le spectacle vivant, une autre manière de lire et de vivre l'espace public

29. SEA EUROPE Sociologues et ethnologues associés Territorialisation de projets culturels en Ile-de-France Propositions pour un modèle d'analyse complexe Fabrice Raffin Avril 2007.
30. Source : Fédération des arts de la rue en Ile de France c/o Maison des réseaux artistiques et culturels 221, rue de Belleville 75019 Paris. Président : Alexandre RIBEYROLLE. Responsable : Agnès PELLERIN.

## L'échelle du quartier : le lieu comme repère et valorisation symbolique du territoire

### L'économie invisible de la culture : le lieu créateur de la plus-value urbaine d'un quartier

Dans de nombreux cas, le lieu culturel opère comme un point de référence pour le public, qui y vient en tant que visiteur ou pour participer à des ateliers (de formation artistique, de débats, de rencontres…). L'équipement culturel participe complètement d'une offre de proximité, à destination de la population locale. Pour les participants, il apporte une plus-value importante dans la représentation de la géographie individuelle et il contribue à la valorisation non marchande d'un quartier. Le lieu devient très vite une ressource pour les populations locales, en ce qu'il offre un service artistique, de loisirs, d'animations, d'échanges, etc. Le lieu devient, au sein de la rue et du quartier, un espace de convivialité, offrant un bar ou un restaurant, qui fonctionnent, pour certains d'entre-eux, y compris en dehors des temps d'activités artistiques.

Une autre caractéristique forte de ces lieux réside dans l'implication des acteurs eux-mêmes, et leur relation personnelle au bâtiment, au quartier, à la Commune. Indépendamment du projet donc, les lieux dans leur ville ont une certaine autonomie interactive avec les habitants. La localisation du projet culturel revêt dès lors une importance, ainsi que le bâtiment qui l'abrite. Il s'agit de prendre en compte sa matérialité, son architecture et sa scénographie, ainsi compris comme un élément de mise en visibilité du projet culturel. Car la scénographie architecturale ancre, affirme ou renforce la dimension symbolique du bâtiment en lien avec un territoire (et dans un périmètre beaucoup plus large que le seul bâtiment). Le lieu culturel lui-même, pour garantir sa pérennité, doit pouvoir être générateur de centralité.

Les enquêtes de terrain ont permis d'identifier une multitude de ces lieux culturels, dont certains peuvent être (ou devenir) des générateurs de nouvelles centralités urbaines à l'échelle du quartier ou de la ville où ils sont implantés.

Pour n'en citer que quelques-uns, prenons l'exemple de la scène de musiques actuelles Le Tamanoir, située dans le quartier du Luth à Gennevilliers (92). En plein cœur d'une cité d'habitat social, Le Tamanoir est un lieu de diffusion de concerts (tous les week-ends), ainsi qu'un lieu d'aide à la création musicale (accueil en résidence de musiciens, mise à disposition de studios d'enregistrement, accompagnement artistique, séances d'enregistrement…). Le Tamanoir organise également des ateliers de pratiques musicales en direction d'un public scolaire ou d'habitants du quartier. Tout événement est l'occasion d'associer la population locale (fête de la musique, concerts « hors les murs ») en mêlant diffusion musicale et espaces de convivialité (repas, goûters…). Ce mélange de culture et de convivialité est une constante des lieux observés au cours des enquêtes.

© Le Tamanoir

**Le lieu culturel : une inscription géographique symbolique au cœur des quartiers**

© Le Samovar

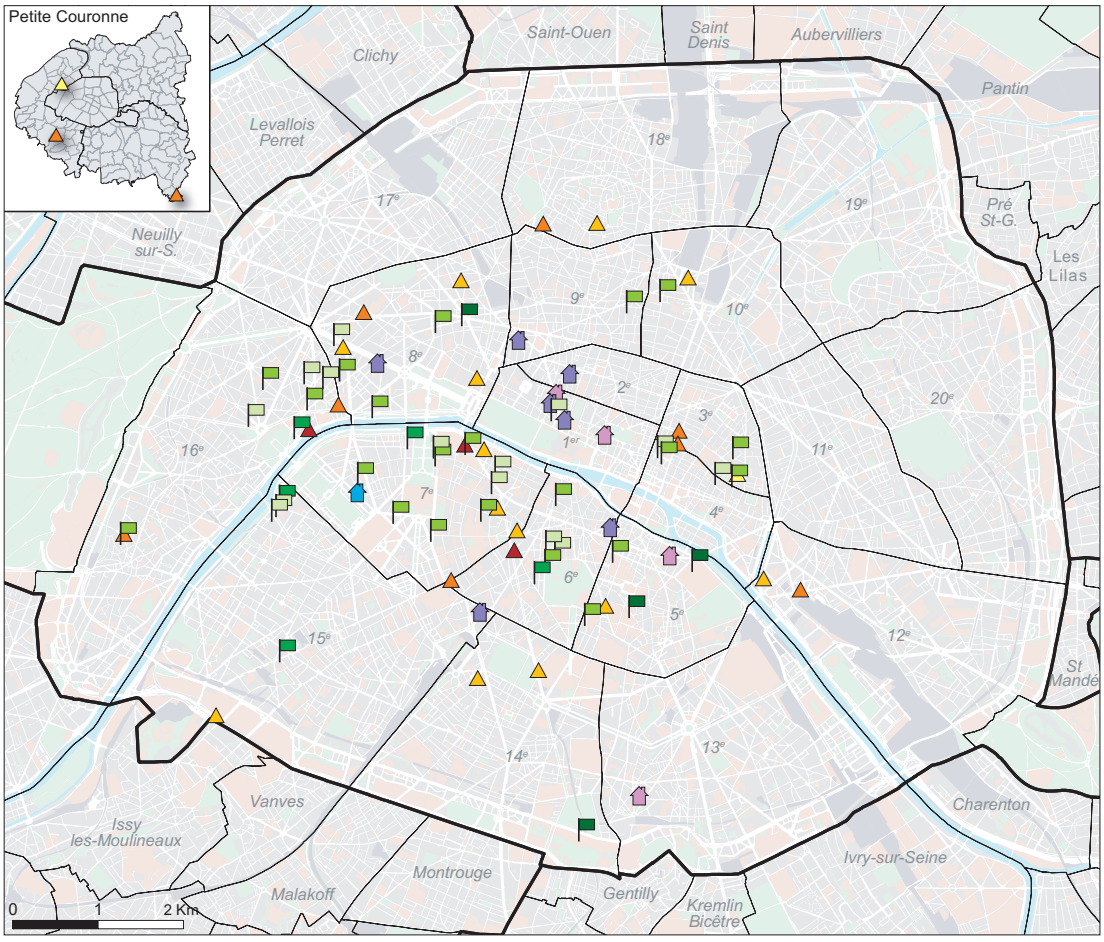
Le Samovar (Bagnolet 93), salle de spectacles et école de formation à l'art clownesque, un équipement de renommée nationale générateur de centralité à l'échelle communale

© Le Tamanoir

Le Tamanoir (Gennevilliers 92), salle de concerts de musiques actuelles implantée au cœur des cité

Autre exemple emblématique de la relation privilégiée s'établissant entre le lieu/projet culturel, le territoire et la population : l'expérience du Musée Précaire, conçu en 2004 par l'artiste plasticien Thomas Hirschhorn pour les Laboratoires d'Aubervilliers (93). Il s'agissait, pour l'artiste, de rassembler au sein d'un espace éphémère, fabriqué par et pour des habitants d'un quartier d'Aubervilliers (le Landy), une sélection de toiles des grands maîtres ayant marqué sa carrière et l'Histoire de l'art du 20e siècle. Des œuvres de Marcel DUCHAMP, Kazimir MALEVITCH, Piet MONDRIAN, Salvador DALI, Andy WARHOL ou Fernand LÉGER… furent ainsi transportées et installées par des jeunes du quartier (formés pour l'occasion par le Centre Georges Pompidou qui acceptait, à titre exceptionnel, de prêter sa collection). Pendant huit semaines, les œuvres furent exposées dans une structure temporaire, accueillant également, de manière ponctuelle, des conférences, ateliers pour enfants, ateliers d'écriture, débats, et repas pris en commun avec les habitants.

**L'offre culturelle d'initiative privée dans l'agglomération centrale : fondations, centres culturels, maisons régionales**




**Les fondations, les centres culturels, les maisons régionales**

**Type de fondation**

- mécénat financier seul
- avec diffusion
- avec diffusion (thématique artiste)
- avec diffusion (thématique pays)

**Type de Maison Régionale**

*(Promotion touristique, valorisation patrimoniale et / ou gastronomique*

- promotion et valorisation
- avec location d'espaces
- avec évènements festifs

**Type de Centre Culturel**

- diffusion
- avec enseignement linguistique
- avec pratique amateur
- avec accueil en résidence

Source :
Internet, traitement Apur - 2008

apur

### Une inscription particulière dans l'espace métropolitain : l'exemple des fondations culturelles

Essentiellement implantées dans la capitale, les Fondations culturelles sont des sociétés reconnues d'utilité publique placées sous la tutelle du Ministère de la Culture, dont le financement provient exclusivement de sources privées (mécénat). Contrairement aux initiatives appuyées par les pouvoirs publics, les Fondations ne développent pas les mêmes rapports avec les territoires et les populations du quartier au sein duquel elles sont implantées. Pour autant, sous d'autres formes, les Fondations s'intègrent et animent des réseaux artistiques régionaux et internationaux, développent des relations privilégiées avec leurs publics, lesquels, par le biais d'abonnements [31], sont facilement associés aux choix de diffusion. En outre, les Fondations contribuent, par leurs politiques de communication, leurs politiques tarifaires et leurs choix de programmation, à faire connaître des œuvres et des artistes à un public de plus en plus large.

Ainsi, première fondation d'entreprise pour l'art contemporain en France, la Fondation Cartier pour l'art contemporain, voit le jour en 1984, à l'initiative d'Alain-Dominique PERRIN, Président du Directoire de la Maison Cartier et de Cartier SA. La Fondation trouve tout d'abord résidence dans le Château de Montcel à Jouy-en-Josas, avant de s'installer boulevard Raspail à Paris, dans un immeuble conçu spécialement par Jean NOUVEL en 1994 [32]. Sur le modèle des fondations américaines ou japonaises, la Fondation Cartier a pour objet de présenter au public des artistes contemporains bénéficiant peu de commandes publiques, en leur offrant un espace d'exposition de 1200m², ou un soutien financier pour une participation à une foire internationale (par exemple, la Frieze Art Fair de Londres).
La Fondation organise également des événements thématiques, en lien avec les artistes exposés, tels les Soirées Nomades, les Conversations, les Ateliers pour enfants… Avec plus de 1000 œuvres composant sa collection permanente, la Fondation Cartier expose aujourd'hui partout dans le monde, sous la forme d'expositions itinérantes, grâce à ses relations privilégiées avec de nombreux réseaux d'artistes, collectionneurs, critiques d'art et Directeurs de Musées/Fondations d'art contemporain internationaux.

De la même manière, Antoine DE GALBERT, galeriste grenoblois passionné d'art contemporain, décide, en 2000, d'ouvrir sa propre Fondation à Paris, La Maison Rouge, dans une ancienne usine du 12e arrondissement [33]. La Fondation ouvre en 2006, avec pour objectif de présenter au public différentes formes de créations contemporaines en mettant en valeur les notions de recherche et d'expérimentation artistique. Aujourd'hui, avec un budget annuel d'environ 1.5 millions d'euros, 11 salariés, et entre 60 000 et 80 000 visiteurs par an, La Maison Rouge est insérée dans les circuits de diffusion de l'art contemporain au niveau régional (par son adhésion au réseau TRAM [34] par exemple) et international (par ses relations privilégiées avec des artistes de renom au niveau mondial). La sensibilisation des publics à l'art contemporain s'effectue par l'organisation de rencontres, débats, activités pour enfants, visites guidées et médiation culturelle à l'occasion des expositions.

31. En 2009, la Maison Rouge compte 900 adhérents (dont 400 « amis », à l'implication plus active).
32. Fondation Cartier pour l'Art Contemporain – 261, boulevard Raspail 75014 Paris.
33. La Maison Rouge, fondation Antoine de Galbert – 10, boulevard de la Bastille 75012 Paris.
34. CF. infra.

## Accessibilité et visibilité : les inégalités centre périphérie

### Les inégalités physiques d'accès aux lieux et aux équipements : réflexions autour de la notion d'accessibilité

Du point de vue de l'accessibilité physique et de l'inscription territoriale des grands équipements culturels, l'agglomération parisienne se distingue assez peu des autres grandes capitales européennes : on y observe un fort centralisme de l'offre culturelle, tout au moins celle dite « classique » (historique et patrimoniale), laquelle se situe, le plus souvent, le long des grands axes structurants de la ville : la Seine, les grandes artères haussmanniennes, les réseaux de transports en commun (métro, RER).

Toutefois, la particularité parisienne tenant au nombre important d'acteurs culturels sur ses territoires (Ville de Paris, État, Région, Départements, Communes…), on observe également, aux franges de la capitale, un florilège d'équipements culturels de nature pluridisciplinaire, proposant, dans la plupart des cas, une offre pluriculturelle dont la particularité est de développer un lien très fort aux quartiers et aux territoires qui l'accueillent. Dès lors, la présence de ces (nouveaux) lieux permet de relativiser le centralisme métropolitain de l'offre artistique.

Pour autant, la question de l'accessibilité physique aux lieux et aux équipements reste posée, car même si l'offre culturelle de banlieue contribue à un meilleur équilibre entre les territoires, les enjeux liés à la fréquentation et au rayonnement des équipements interrogent la pertinence de telles initiatives. « La logistique est toujours plus complexe en banlieue », rappelle Xavier LEMETTRE, directeur de Banlieues Bleues en Seine Saint-Denis. Les acteurs culturels en arrivent donc bien souvent à organiser eux-mêmes le déplacement des publics (par exemple, les navettes en partance des sorties de station RER ou de métro parisien et destinées à desservir les salles de concerts de Seine Saint-Denis dans le cadre du festival Banlieues Bleues).

Les gérants de lieux le soulignent : la proximité avec une station de métro ou de RER constitue un élément fondamental pour la visibilité et l'attractivité de l'équipement, quel que soit le champ culturel concerné.

Cette situation inégale dans l'accessibilité aux lieux entre Paris et les communes ou départements limitrophes, se retrouvent bien souvent dans la fréquentation des Festivals, y compris ceux organisés à l'échelle régionale. Par exemple, le Festival de musique d'Ile-de-France, financé principalement par le Conseil régional et les départements d'accueil, se déroule chaque année pendant les mois de septembre et d'octobre. Environ 30 dates de concerts (classique, jazz, musique du monde, hip-hop…) sont programmées dans plusieurs lieux patrimoniaux emblématiques de la région : théâtres, églises, abbayes, châteaux… Chaque édition accueille entre 20 000 et 25 000 spectateurs, essentiellement parisiens ; car le public régional se rend prioritairement sur les lieux situés dans sa commune de résidence.

Dès lors, plus que la question de l'accessibilité, apparaît également celle de la mobilité du public à l'échelle métropolitaine. De ce point de vue, et les entretiens avec les acteurs culturels le confirment, il semblerait que le niveau de mobilité des publics diffère selon les territoires, faisant apparaître une dichotomie forte entre centre et périphérie.

Cette mobilité des publics pourrait s'évaluer de trois manières, en lien elle-même avec trois niveaux d'accessibilités :

- l'accessibilité physique, qui se mesure par la desserte en transport en commun et le temps passé pour se rendre à l'équipement ou sur le lieu de la manifestation ;
- l'accessibilité tarifaire, qui se mesure par rapport aux tarifs d'entrée pratiqués par l'institution ou l'association organisatrice de l'événement (dans le cas des festivals) ;
- l'accessibilité « cognitive », qui se mesure, entre autres, par le profil des publics fréquentant le lieu ou l'événement (initiés, grand public, adultes, jeunes, habitants du quartier, public international…).

Autant il est facile de mesurer l'accessibilité physique des lieux en question (durée de temps de trajet), autant il est plus délicat de mesurer leur accessibilité tarifaire ou cognitive. En effet, pour ces deux catégories, le prix ou l'envie (c'est-à-dire l'intérêt sensible et intellectuel à fréquenter le lieu), l'approche quantitative, en termes de volume de fréquentation ou de recettes de billetterie, ne dit rien sur ce qui motive réellement le public dans son acte de déplacement.

De ce point de vue, les entretiens avec les professionnels concernant les profils des publics fréquentant leur établissement semblent indiquer que le prix et la facilité physique de déplacement jouent un rôle important, mais non suffisant, dans la motivation du déplacement : le genre du spectacle ou de l'exposition, la qualité de la programmation se rajoutent probablement tout autant à ces deux critères. À cet égard, une tentative de mesure de ce dernier aspect, la « motivation » de la visite, a été réalisée auprès d'un échantillon de 88 lieux situés en région Ile-de-France, pour lesquels on recense moins de 200 000 visiteurs par an. Pour chaque lieu, ont été mis en parallèle les éléments de comparaisons suivants :

- la provenance géographique des publics (métropolitains, parisiens, banlieusards, habitants de la commune ou du quartier, public international) telle que mentionnée par les gérants des établissements observés ;
- la grille tarifaire (avec une mention spéciale pour les lieux pratiquant un tarif à destination des populations locales) ;
- le temps de transports (mesurés par les transports en commun à partir du centre de Paris).

À chacun de ces indicateurs, correspond une couleur indiquant l'attirance d'un public plus ou moins large, un tarif plus ou moins élevé et une accessibilité en transport en commun plus ou moins aisée. Les résultats de cette analyse sont présentés dans le tableau ci-après. Ce qu'il apparaît de l'exercice, et sans investigations plus poussées à ce stade, est une variété extraordinaire de situations, constat permettant de penser que le prix ou le temps de transports n'expliquent pas tout de l'origine des motivations des visites. Par exemple, le Musée ZADKINE, situé à Paris dans le 6e arrondissement, apparaît essentiellement fréquenté par un public parisien, international ou « initiés » (public connaisseur, attiré spécifiquement par l'esthétique présentée) alors que la centralité du lieu et le tarif modique pratiqué pourrait laisser supposer l'attirance d'un plus large public. À contrario, l'Abbaye de Maubuisson (en Seine-Saint-Denis), ou encore le théâtre des Amandiers (à Nanterre – 92) attirent un public métropolitain bien que leurs tarifs soient plus élevés et leur accessibilité par les transports en commun moins aisée[35].

Ces quelques éléments, confirmés par les entretiens avec les gérants de lieux, permettent d'avancer l'hypothèse d'une importance majeure de l'esthétique (le genre artistique présenté), ainsi que le contenu de la programmation, dans la motivation du déplacement et de la fréquentation d'un lieu ou d'un événement culturel.

C'est d'ailleurs bien dans cette optique d'aiguiser la curiosité culturelle du public, de susciter son intérêt pour certaines formes artistiques contemporaines, que les membres du réseau TRAM[36] ont mis en place le « Taxi-Tram » : un samedi par mois, sur une demi-journée, un itinéraire de visites est organisé par l'association en vue de faire découvrir au public deux ou trois lieux membres du réseau, le plus souvent, autour d'une thématique d'exposition. Madame Selma TOPRAK, coordinatrice du réseau, souligne la propre capacité des œuvres à trouver leurs publics : *« L'objectif des Taxis-Tram n'est pas tant de transporter les publics que de leur faire connaître un lieu, et leur donner l'envie d'y revenir par ses propres moyens »*.

**L'accès, le prix, le genre du spectacle et la qualité de la programmation : une combinaison complexe de facteurs à l'origine de la fréquentation d'un lieu ou d'un évènement**

© Apur

© Apur

Festival de l'Oh ! 2009 (escale de Bercy 75), une série de spectacles pluridisciplinaires et itinérants se déroulant sur des péniches ou aux abords de la Marne et la Seine à une échelle interdépartementale (Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis, Paris)

35. Autre exemple de la complexité des origines de la fréquentation d'un lieu ou d'un spectacle, l'enquête réalisée par des étudiants de l'Université Paris VIII pour la DAC en 2004 auprès de 1777 personnes ayant assisté à un spectacle dans le cadre du Festival Paris Quartier d'Eté. Il ressort notamment de cette enquête que le public déclare fréquenter à la même hauteur les spectacles gratuits et payants. Il y a donc une réelle circulation des publics entre les lieux, le facteur prix arrivant après le genre du spectacle et la qualité de la programmation. In Dossier DAC Paris Quartier d'Eté, éléments de bilan. 2009.

36. Réseau de lieux pour la promotion et la diffusion de l'art contemporain en Région Ile-de-France. Cf. Infra.

## Essai de mesure L'accéssibilité des lieux et équipements culturels en Île-de-France

**Publics (base déclarative des gérants)**

- Parisiens, initiés et publics internationnaux
- Métropolitains, initiés et/ou publics internationnaux
- Petite Couronne
- Public local, communal

**Tarifs (hors abonnement)**

- < ou = à 8€
- < 8€ et 10€ >
- + de 10€
- + de 25€
- tarif spécial pour les populations locales et communales

**Transport (à partir du centre de Paris)**

- < 15 minutes
- < 15 et 40 minutes >
- + de 40 minutes
- + de 2 heures

Sources :
Enquête APUR, 2009

apur

### Structures attirant moins de 200 000 visiteurs par an (moyenne sur un échantillon de 88 équipements)

| Nom | Localisation | Publics | Tarifs | Temps de transport |
|---|---|---|---|---|
| **PARIS** | | | | |
| Le Musée d'art et d'histoire du judaïsme | 75003 | | | |
| Le Musée des Arts et Métiers | 75003 | | | |
| La Maison de Victor Hugo | 75004 | | | |
| Beaux Arts de Paris, Ecole Nationale supérieure | 75006 | | | |
| Le Musée Zadkine | 75006 | | | |
| Théâtre de l'Odéon | 75006 | | | |
| Le Musée des Egouts | 75007 | | | |
| Le Musée des Plans Reliefs | 75007 | | | |
| Le Musée Camondo | 75008 | | | |
| Le Musée Cernuschi | 75008 | | | |
| Théâtre Marigny | 75008 | | | |
| Le Musée de la Vie Romantique | 75009 | | | |
| Théâtre Antoine | 75010 | | | |
| Ars Longa | 75011 | | | |
| Conteners | 75011 | | | Spectacles itinérants |
| La Vitrine de l'ENSA Paris-Cergy | 75011 | | | |
| La Maison Rouge, Fondation Antoine de Galbert | 75012 | | | |
| Maison d'Europe et d'Orient | 75012 | | | |
| Betonsalon | 75013 | | | |
| Immanence | 75015 | | | |
| Le Musée Bourdelle | 75015 | | | |
| L'Avant Rue | 75017 | | | |
| Le Musée Montmartre | 75018 | | | |
| L'Espace Dali | 75018 | | | |
| Glaz'art | 75019 | | | |
| La Cité de la Musique | 75019 | | | |
| Le 104 | 75019 | | | |
| Le Plateau | 75019 | | | |
| Confluences | 75020 | | | |
| Théâtre de la Colline | 75020 | | | |
| Le Musée de la Marine | 75116 | | | |
| Le Musée Galliera | 75116 | | | |
| Théâtre de Chaillot | 75116 | | | |
| **HAUTS-DE-SEINE** | | | | |
| Galerie Villa des Tourelles | 92000 | | | |
| Le Théâtre des Amandiers | 92000 | | | |
| Ecole Municipale des Arts / Galerie Edouard Manet | 92230 | | | |
| Le Tamanoir | 92230 | | | |
| Maison des Arts | 92240 | | | |
| Ecole supérieure d'arts de Rueil-Malmaison | 92500 | | | |
| Le Hublot | 92700 | | | |
| **VAL-DE-MARNE** | | | | |
| Annie Gras, le Lieu de l'autre | 94110 | | | |
| CREDAC / Galerie Fernand Léger | 94200 | | | |
| Château de Vincennes | 94300 | | | |
| Galerie Municipale de Vitry | 94400 | | | |
| Gare au Théâtre | 94400 | | | |
| MAC / VAL Musée d'art contemporain du Val-de-Marne | 94400 | | | |
| Roseraie du Val-de-Marne | 94240 | | | |

| Nom | Localisation | Publics | Tarifs | Temps de transport |
|---|---|---|---|---|
| **SEINE-SAINT-DENIS** | | | | |
| MC93 | 93000 | | | |
| Salle Pablo Neruda | 93000 | | | |
| La Pêche Café | 93100 | | | |
| Cinéma Georges Méliès | 93100 | | | |
| Conservatoire du 93 | 93100 | | | |
| La Maison de l'Arbre | 93100 | | | |
| La Maison Populaire | 93100 | | | |
| Les Instants Chavirés | 93100 | | | |
| Salle des Fêtes de Montreuil (cadre : Banlieues Bleues) | 93100 | | | |
| Centre Culturel Jean Houdremont | 93120 | | | |
| La Galerie, centre d'art contemporain | 93130 | | | |
| Zebrock | 93130 | | | |
| Salle André Malraux | 93140 | | | |
| Le Forum, Scène conventionnée du Blanc-Mesnil | 93150 | | | |
| Gymnase Maurice Baquet | 93170 | | | |
| Le Samovar | 93170 | | | |
| L'Echangeur | 93170 | | | |
| Lutherie urbaine | 93170 | | | |
| Café Culturel | 93200 | | | |
| L'Ecran | 93200 | | | |
| Synesthésie | 93200 | | | |
| Théâtre Gérard Philippe | 93200 | | | |
| Espace Paul Eluard | 93240 | | | |
| Salle des Fêtes de Sevran (cadre : Banlieues Bleues) | 93270 | | | |
| Scène Jean-Roger Caussimon, l'Odéon | 93290 | | | |
| Théâtre Louis Aragon | 93290 | | | |
| Espace Fraternité | 93300 | | | |
| Les Laboratoires d'Aubervilliers | 93300 | | | |
| Abbaye de Maubuisson | 93310 | | | |
| Espace des Arts | 93320 | | | |
| Maison du Peuple | 93380 | | | |
| Espace 93 - Victor Hugo | 93390 | | | |
| Espace 1789 | 93400 | | | |
| Mains d'œuvres | 93400 | | | |
| Espace V - Jacques Brel | 93420 | | | |
| Ciné 104 | 93500 | | | |
| Salle Jacques Brel | 93500 | | | |
| Le Grand Stade de France (visites seules) | 93200 | | | |
| Basilique de Saint-Denis | 93200 | | | |
| Espace Lumière | 93800 | | | |
| **SEINE ET MARNE** | | | | |
| Centre photographique d'Ile-de-France | 77340 | | | |
| Centre d'art contemporain de la Ferme du Buisson | 77448 | | | |
| File 7 | 77700 | | | |
| **YVELINES** | | | | |
| La Marechalerie | 78000 | | | |
| Micro Onde | 78140 | | | |
| Collectif 12 | 78200 | | | |
| Centre national de l'estampe et de l'imprimé | 78400 | | | |
| **ESSONE** | | | | |
| Centre d'art contemporain de Bretigny | 91220 | | | |
| Ecole et espace d'art contemporain Camille Lambert | 91260 | | | |
| Domaine départemental Chamarande | 91730 | | | |

## Essai de mesure L'accéssibilité des lieux et équipements culturels en Île-de-France

**Publics (base déclarative des gérants)**

- Parisiens, initiés et publics internationnaux
- Métropolitains, initiés et/ou publics internationnaux
- Petite Couronne
- Public local, communal

**Tarifs (hors abonnement)**

- < ou = à 8€
- < 8€ et 10€ >
- + de 10€
- + de 25€
- tarif spécial pour les populations locales et communales

**Transport (à partir du centre de Paris)**

- < 15 minutes
- < 15 et 40 minutes >
- + de 40 minutes
- + de 2 heures

Sources :
Enquête APUR, 2009

apur

### Les obstacles psychosociologiques : la barrière symbolique du Périphérique rend les équipements de banlieue moins visibles aux publics

L'hypothèse d'un frein psychosociologique à l'accessibilité des lieux culturels de banlieue est régulièrement avancée par les professionnels. En effet, quel que soit le champ culturel observé, on note une certaine réticence des publics à se déplacer au-delà du périphérique, voire, parfois aussi, dans les arrondissements périphériques de la capitale, par crainte de manque de repères communautaires ou territoriaux, liés à des difficultés (réelles ou supposées) d'accessibilité en transports en commun, ou tout simplement, par peur de s'aventurer en des lieux moins connus, moins visibles que les grands équipements institutionnels classiques. « Quoi qu'il advienne, on reste toujours un équipement de banlieue », admet Xavier LEMETTRE, directeur de Banlieues Bleues.

Car la « banlieue », dans l'imaginaire collectif, offre souvent une lecture urbaine hétérogène, diffuse. L'approche anthropologique se révèle ici pertinente pour questionner ce sentiment d'hétérogénéité. Car, les enquêtes de terrain le révèlent, il existe bien des éléments structurants, des centralités, dans les territoires périphériques, même si ces dernières ne sont pas comprises au sens classique de la ville traditionnelle. En effet, en banlieue, les centralités peuvent être éclatées selon les pratiques/usages et les fonctionnalités urbaines (commerciales, administratives, économiques, politiques, culturelles). Un lieu devient centre selon la symbolique attribuée par les acteurs eux-mêmes. Ainsi, et c'est peut-être le paradoxe de la banlieue, le sentiment d'un amas architectural confus se mêle à une perception locale très organisée des espaces et de leur identité.

Toutefois, dès lors qu'il s'agit d'attirer un large public sur un lieu culturel, qu'il soit institutionnel ou non, les repères symboliques ne suffisent plus. Les professionnels soutiennent alors la nécessité d'une politique ciblée de communication, en phase avec les éléments structurants de la centralité urbaine traditionnelle (transports en commun, éléments de paysage, grands équipements publics…).

Dans le même temps, on observe une certaine ambivalence des discours opposant le centre à la périphérie : l'objectif ultime, pour tout artiste, est d'arriver à une reconnaissance officielle de son travail par les institutions, et celle-ci se traduit par une possibilité de diffusion au cœur de la capitale, dans des lieux à haute valeur symbolique et historique pour l'esthétique considérée. Certains acteurs semblent, au contraire, se satisfaire de leur excentrisme géographique, symbole selon eux d'une certaine confidentialité « avant-gardiste » caractéristique de leur discipline artistique.

Cette relation ambivalente entre Paris et banlieue trouve parfois son expression dans une volonté d'attirer en périphérie les « stars » traditionnellement habituées à se produire dans la capitale. Si l'on exclut les critères de taille — le Stade de France (93) étant le seul équipement francilien à pouvoir accueillir plus de 80 000 spectateurs – la diffusion de spectacles « griffés » en banlieue relève d'une politique culturelle sachant dépasser les obstacles financiers et logistiques propres à l'initiative. À titre d'exemple, il ne fut pas facile aux organisateurs de la Biennale de la danse en Val-de-Marne de « s'offrir » la troupe du chorégraphe américain Merce CUNNINGHAM dans la programmation 2009. Passés les obstacles financiers (les théâtres d'accueil et l'association organisatrice de la Biennale devant trouver les fonds pour payer les spectacles, y compris à prix négociés), il s'agit ensuite d'aménager les scènes pour qu'elles puissent accueillir les pièces, gérer le problème de la langue et respecter les règles de la réglementation syndicale américaine (pas plus de trois représentations dans un lieu différent en une semaine).

Ainsi, la question du positionnement des lieux culturels dans leur territoire interroge et révèle deux stratégies d'acteurs :

- D'un côté, la ville centre, Paris, pensée sur le mode d'un territoire de la domination mais également pensé comme territoire de référence, de modèle, où il est gratifiant pour les artistes de se produire.
- De l'autre, la banlieue en elle-même, pensée en tant que territoire distinct de Paris, à la fois sur le mode de la proximité et de la concurrence, y compris avec les communes limitrophes [37].

37. Historiquement, les villes de banlieue se distinguaient par leur activité industrielle, notamment de production ou par leurs fonctions résidentielle, artisanale, agricole. Avec le déclin industriel et la tertiarisation économique opérée dans les années 1950-60, de nouvelles activités s'établissent sur les terrains libérés par les transferts industriels, en parallèle avec le développement routier et autoroutier. Dès lors, la course à la distinction entre les villes relève de l'affirmation choisie de spécificités. Elle va puiser dans des éléments hétérogènes aux fondements fragiles. Concernant la culture, la concurrence est très contemporaine. In SEA EUROPE Sociologues et ethnologues associés Territorialisation de projets culturels en Ile-de-France Propositions pour un modèle d'analyse complexe Fabrice Raffin Avril 2007.

# 2 Regard sur un territoire pilote : Paris 20e, Bagnolet, Montreuil

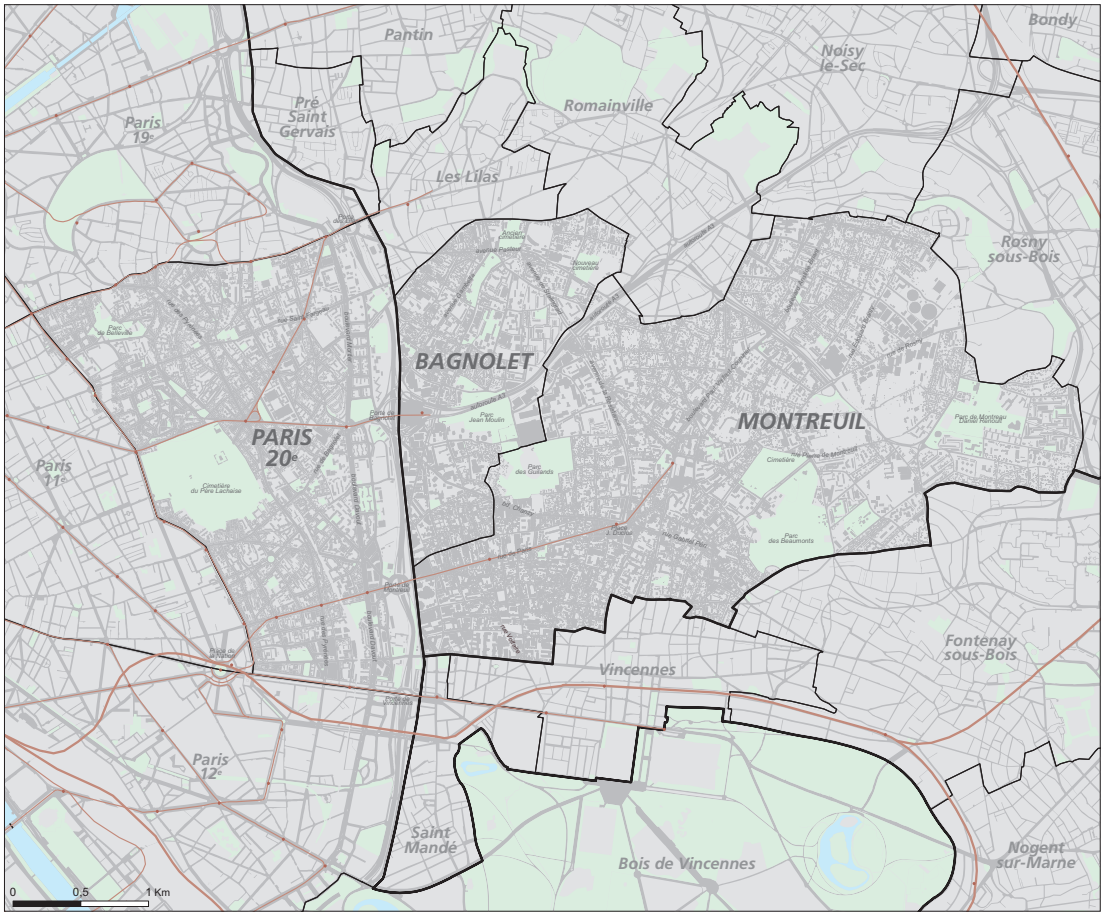
## Synthèse de la phase d'investigation : caractéristiques des lieux et leurs relations aux territoires

La compréhension des relations qui s'établissent entre les acteurs de la production culturelle et les territoires qui les accueillent a conduit à s'intéresser plus précisément à certains territoires, sur lesquels ont été réalisées des enquêtes de terrain plus approfondies. La zone pilote ici présentée comprend les communes de Montreuil, Bagnolet, ainsi que le 20e arrondissement de Paris. Le choix de ces sites s'explique, d'une part, par une volonté d'articulation et d'échanges plus ténus entre les différents travaux conduits par l'Atelier à l'échelle métropolitaine, en particulier, les études urbaines actuellement menées sur les Portes de Paris (Porte de Bagnolet, Porte de Montreuil). D'autre part, les entretiens avec les acteurs faisaient apparaître, de manière étonnamment récurrente, la présence d'un foisonnement de projets et d'initiatives, le plus souvent soutenus par les municipalités, dans les territoires de l'Est parisien. Une attention particulière portée à ces territoires et à ces projets semblait donc tout naturellement s'imposer.

### Des territoires d'accueil pour les artistes encouragés par les politiques culturelles des municipalités

Depuis quelques décennies, l'Est parisien (11e, 12e, 20e, communes de Montreuil et Bagnolet notamment) semble constituer des terres d'élection pour les artistes, qui ont trouvé à se loger dans les locaux laissés vacants par l'artisanat et l'industrie de la fin du 19e siècle. Dans un tissu urbain en mutation, les autorités locales ont souvent soutenu le développement d'activités culturelles, outils de valorisation et de restructuration d'espaces en déshérence, à la recherche de nouvelles identités. En termes économiques, les acteurs du secteur des arts visuels ou du spectacle, très présents dans l'Est parisien, sont constitués soit de travailleurs indépendants (artistes ou des agents

**Le territoire pilote : Montreuil, Bagnolet, Paris 20e - Plan de situation**



par exemple), soit de petites ou moyennes entreprises (galeries, agences ou groupements d'artistes), soit encore de grandes entreprises comme des producteurs ou distributeurs. Ces profils peuvent être complétés par des institutions publiques ou privées (musées, théâtres, écoles) mais aussi par des lieux de diffusion (salles de concerts, salles polyvalentes, cafés, sièges d'associations, friches,...).

L'ensemble de ces acteurs de l'économie culturelle constitue un levier d'attractivité des territoires. Les communes de Montreuil, de Bagnolet et les élus du 20e arrondissement de Paris l'ont bien compris : leur soutien à l'implantation et au renforcement des entreprises appartenant à la filière culturelle (art graphique, jeux vidéos, image et multimédia notamment) s'inscrit pleinement dans leurs objectifs de développement économique. À Montreuil, par exemple, les industries culturelles et la filière multimédia font partie des secteurs cibles de la Mairie en matière de politiques économiques, à l'instar de l'encouragement à l'implantation d'une Cité des Arts Graphiques et Vidéo à la Porte de Montreuil. Les territoires du bas-Montreuil accueillent par ailleurs de nombreuses entreprises du secteur de l'image et du multimédia, la plupart adhérentes du Pôle de compétitivité à vocation mondiale Cap Digital, consacré à l'industrie numérique. Installées dans des locaux neufs ou d'anciens locaux artisanaux réhabilités, ces entreprises représentent un pôle d'emplois important à l'échelle de la commune et de l'ensemble des territoires de l'Est parisien.

À Bagnolet, la Municipalité souhaite quant à elle s'appuyer sur la présence de deux lieux de formation réputés, spécialisés dans le domaine des techniques du spectacle et du cirque (le SAMOVAR), ainsi que dans celui des arts graphiques et de la communication multimédia, pour attirer des compagnies, entreprises, ou événements en lien avec ces secteurs[38]. La Ville a d'ailleurs récemment rappelé, dans le cadre de la présentation aux élus et du Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du 21 décembre 2009 qu'il était important de *« mettre la culture au cœur de l'action urbaine et économique »*[39]. Un accent particulier est porté à ce titre au domaine de la danse contemporaine et aux expressions graphiques urbaines (avec les Rencontres chorégraphiques de Seine-Saint-Denis et le festival Kosmopolite). Pour la Ville, attirer des activités artisanales liées à la culture est une manière de renouveler son identité économique, tout en renouant avec sa tradition de petite industrie et en redynamisant son patrimoine industriel.

Dans le 20e arrondissement de Paris, l'adjoint au Maire chargé de la culture, Monsieur Julien BARGETON, qui est également Premier adjoint au Maire, souligne que *« la culture est un fil rouge de l'action publique, les artistes sont les précurseurs des évolutions de la société »*[40]. Depuis 2001, l'arrondissement met tout en œuvre pour faciliter l'installation des artistes et le développement de projets culturels : accueil en résidence de l'Ensemble Orchestral de Paris, actions culturelles envers les jeunes publics, notamment scolaire, à travers l'opération « C'est la classe ! », mise en place d'un cycle d'initiation gratuit Art et Savoirs à la Mairie (débats et conférences), organisation d'expositions d'arts plastiques ou de photographies au Pavillon Carré de Beaudoin, ouverture prochaine de la nouvelle bibliothèque-médiathèque Marguerite Duras, soutien au 20e Théâtre, organisation du festival « Et 20 l'été », mise en place de l'initiative du 1 euro culturel consistant à consacrer un euro par habitant au développement d'activités culturelles dans

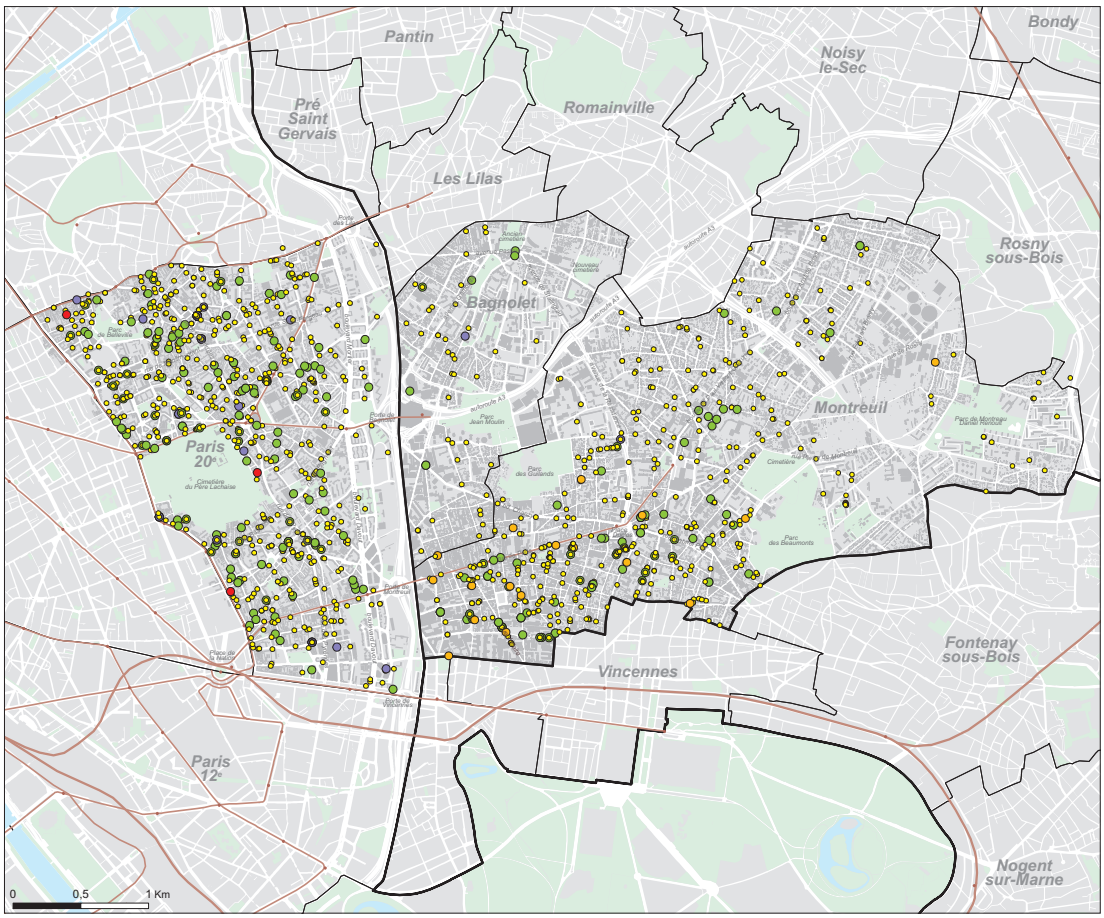
38. Par exemple, l'accueil, au sein du parc départemental Jean Moulin du 4 au 20 décembre 2009, d'un spectacle de théâtre et de cirque intitulé « Tour Babel », conçu par les Ateliers du Plateau et par la compagnie « la Fabrique des petites utopies ». Ce spectacle, soutenu financièrement pas la Ville de Paris et la Ville de Bagnolet, propose également des repas, rencontres, débats et ateliers dans le quartier avec la participation d'étudiants de l'école de cirque le Samovar.
39. Source : Commune de Bagnolet. PLU – PADD, présenté et débattu à la séance du Conseil Municipal du 21 décembre 2009.
40. Cf. Entretien du vendredi 18 décembre 2009.

**La filière de l'image et les industries culturelles : deux secteurs déjà présents à Montreuil dans d'anciens locaux artisanaux ou industriels, et dont le développement est aujourd'hui soutenu par la Municipalité**

© Apur

© Apur

**Les communes de l'Est parisien : une terre d'accueil pour les artistes et les professions culturelles**




**Les professions culturelles et artistiques**
Zone pilote
Paris 20e - Bagnolet - Montreuil

**Type d'activité**

- cinématographique et vidéo *(production, distribution, et projection de films)*
- radio et télévision
- culturelle *(gestion du patrimoine culturel)*
- studio d'enregistrement
- artistique et spectacle *(danse, théâtre, musique, activités diverses du spectacle, atelier d'artiste plasticien)*
- station, gare
- métro
- RER
- bâti
- îlot
- espace vert

Sources :
CLAP - 2004,
Enquête APUR - 2009
(complément Montreuil)
apur

l'arrondissement, sans oublier la participation active du 20e arrondissement à l'ensemble des festivals parisiens (Paris Quartier d'Été, Paris en toutes lettres, Nuit Blanche...). Illustration de l'intérêt porté par la Municipalité aux affaires culturelles, le lancement, en septembre 2009, d'un appel d'offres destiné à recenser les lieux et les pratiques culturelles de l'arrondissement, d'analyser leur fonctionnement et les relations qui se sont développées entre les acteurs au sein des quartiers.

## Des structures et des artistes qui travaillent en réseaux, à l'origine de nouvelles polarités territoriales

D'après les travaux récents de chercheurs du LATTS à l'Université de Marne-la-Vallée, sur l'économie culturelle dans l'agglomération parisienne, l'ensemble des acteurs de la vie culturelle forment souvent des « clusters »[41] ou « systèmes locaux d'innovation économique et culturelle », que l'on retrouve à l'échelle des quartiers : par exemple, les galeries d'art dans le 8e arrondissement ou à Montmartre, les cabinets d'architecture et graphisme autour de Bastille dans le 12e arrondissement, les musiques du monde (Paris Mix) dans le quartier de la Goutte d'Or et au nord-est de l'agglomération, les associations culturelles et les compagnies théâtrales dans le bas-Montreuil…

La grande variété d'événements culturels stimule et attire en effet les artistes qui s'insèrent dans des réseaux professionnels et mutualisent leurs espaces de production[40]. À titre d'exemple dans les territoires pilotes, citons l'initiative d'une dizaine de Compagnies d'artistes de rue regroupés au sein de l'association CAR Sud-Est, basée à Montreuil, dans l'objectif de mutualiser leurs actions de communication auprès des pouvoirs publics, et de partager leurs espaces de production et de stockage.

Dans le domaine des arts visuels et du cinéma, les associations regroupant plusieurs salles de diffusion, cinéastes et producteurs de films documentaires ou d'arts et d'essai, sont très présentes dans l'Est parisien, en particulier dans la commune de Montreuil. Citons par exemple, l'association Périphérie[43], regroupant 12 salles de projection en Seine-Saint-Denis, et dont les missions consistent à favoriser les échanges entre professionnels du film documentaire

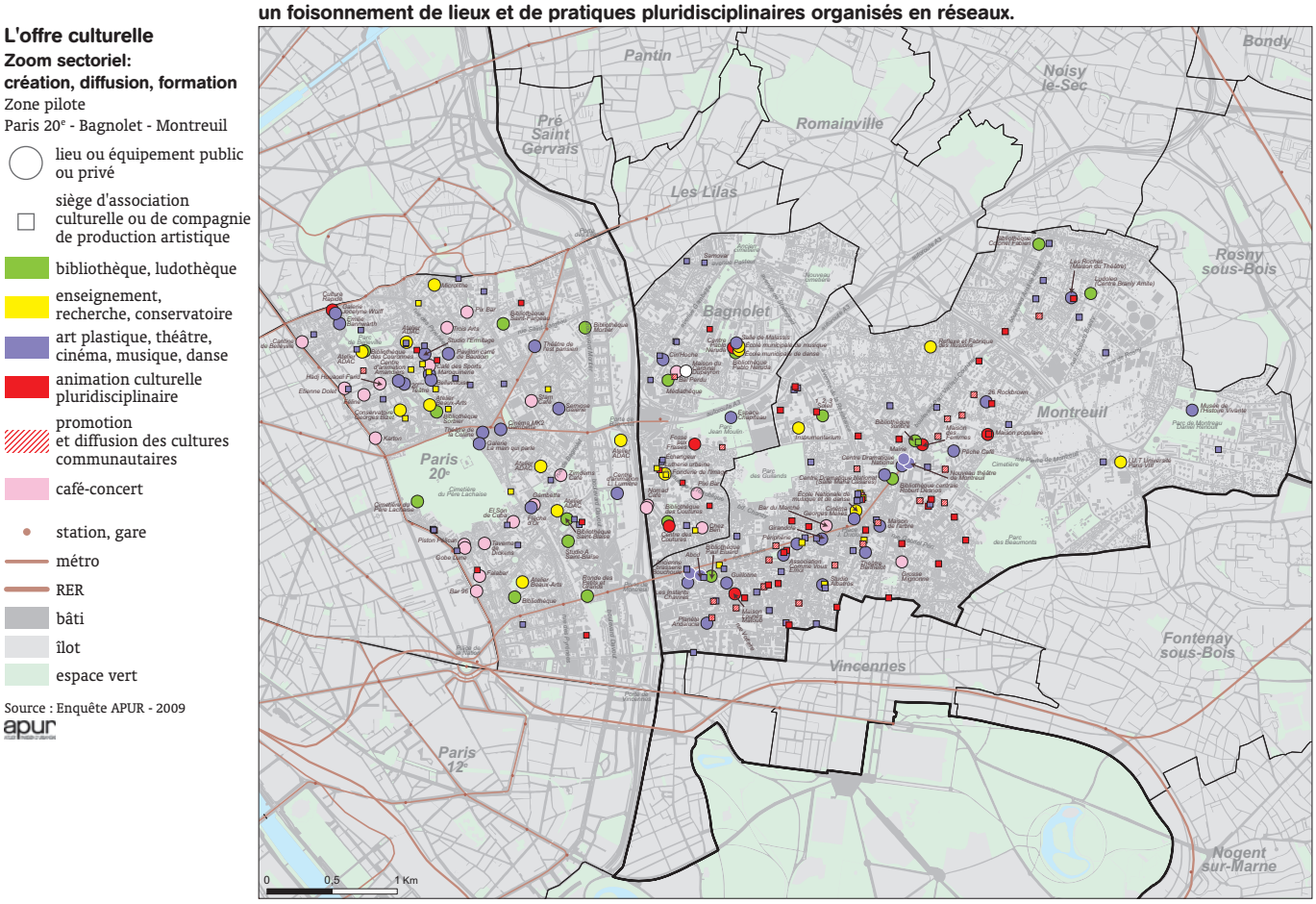
41. Le terme « cluster » est un mot anglais signifiant « grappe » ou « groupe » et désignant une unité urbaine, un bloc urbain dont les activités sont homogènes. Plus spécifiquement, le terme désigne un groupe d'entreprises et d'institutions associées, géographiquement proches et entretenant des relations de complémentarité entre elles. Source : Dictionnaire Wikipedia.
40. Pour plus d'information sur les SPL culturels, voir les travaux de Ludovic Albert au LATTS et les recherches en cours au CNAM dans le cadre de l'appel à projet « Imaginer les pratiques culturelles dans le Paris de 2030 ».
43. Association Périphérie, 87 bis rue de Paris 93100 Montreuil.

(par le biais du RED, le réseau d'échange et d'expérimentation pour la diffusion du cinéma documentaire), à faciliter les productions (aide au montage et à la diffusion), et à sensibiliser les jeunes publics, notamment scolaires, au domaine de l'image et du cinéma (organisation de stages et ateliers). Quant à l'association Cinéma 93[44], elle regroupe une vingtaine de cinémas d'art et d'essai en Seine-Saint-Denis. Elle est notamment à l'origine des Rencontres cinématographiques de Seine-Saint-Denis, débutées à Bagnolet et se déroulant désormais chaque année sur une dizaine de jours dans tout le département. Là aussi, les actions en direction des jeunes et la sensibilisation des publics sont nombreuses, elles se traduisent par des programmations ciblées (Collège au cinéma ; programme pour les tout-petits…) et complètent les opérations menées au niveau de chaque salle (par exemple, le cinéma Georges MÉLIÈS[45], qui intervient en milieu scolaire pour faire connaître le cinéma d'art et d'essai au jeune public, ou l'association La Maison de l'Arbre, fondée par le dramaturge, poète et scénariste Armand GATTI, installée à Montreuil depuis 1998[46]).

À Bagnolet, les acteurs culturels sont davantage parsemés sur le territoire mais certains d'entre eux ont su s'instituer en élément de centralité et d'animations urbaines dans leur quartier, ceci, grâce aux relations tissées avec la population et les artistes locaux. Citons à ce sujet la Compagnie de danse dirigée par la chorégraphe et danseuse de renommée internationale Marie-Claude PIETRAGALLA, installée depuis 2008 dans un ancien entrepôt en brique de la rue Gustave NIKLÈS, dans le quartier des Coutures, situé dans le bas-Bagnolet[47]. L'ancienne directrice du ballet national de Marseille, qui a fondé sa Compagnie en 2004, rappelle l'importance de son insertion dans la ville : *« Ce qui m'intéresse à Bagnolet, c'est l'émulation artistique qui y règne, je pense au festival de graff, mais aussi à ce qui se passe autour de la musique. J'aimerais trouver le moyen de faire cohabiter toutes ces disciplines »*[48]. Elle insiste également sur sa volonté de tisser des liens avec les acteurs culturels locaux : *« J'ai installé ma compagnie à Bagnolet avec le projet de construire un lieu qui accueillera non seulement des danseurs professionnels mais également des amateurs et des*

44. Cf. supra. Même adresse.
45. Cinéma Georges Méliès, Centre commercial de la Croix-de-Chavaux 93100 Montreuil.
46. Association La Maison de l'Arbre, 9, rue François Debergue 93100 Montreuil.
47. Dans l'attente de la construction du futur siège de la Compagnie à l'angle de la rue Sadi Carnot et de l'avenue Henriette, au Nord de la Ville.
48. Citation extraite de l'article paru dans le Parisien.fr du 30 décembre 2009 : « Marie-Claude Pietragalla danse à Bagnolet ».

**L'offre culturelle dans l'Est parisien :**
**un foisonnement de lieux et de pratiques pluridisciplinaires organisés en réseaux.**



*artistes d'autres disciplines. Je voudrais créer un lien fort avec la population et tous les acteurs culturels de la ville, parce que je crois qu'on est plus fort ensemble »* [49].

Dans le domaine de la lecture publique, enfin, citons l'exemple de la future Médiathèque Marguerite Duras (20e arrondissement), dont l'une des missions principales sera de renforcer et développer plus encore le partenariat et les actions culturelles communes avec les associations du quartier, les institutions et les réseaux culturels des communes voisines, Montreuil et Bagnolet notamment. Ainsi, à l'instar de l'ancienne bibliothèque Saint Blaise, et dans le cadre de la politique d'actions culturelles des bibliothèques de la Ville de Paris, des animations, lectures, concerts, spectacles, co-organisation d'événements seront conduites en collaboration avec l'ensemble des lieux d'art vivants présents dans l'arrondissement (Confluences, Théâtre des Mains Nues, Théâtre des Quarts d'Heure, Goumen bis, La Flèche d'or, le Gambetta) et dans les communes voisines (Centre d'Art Dramatique de Montreuil, École Nationale de Musique et de Danse, et bien sûr, le Centre de Promotion du Livre de Jeunesse).

## Une relation particulière aux publics, un art processuel, créateur et vecteur de lien social

### Une offre pluridisciplinaire combinant espaces de formation, création et diffusion culturelles

La grande majorité des lieux observés dans les territoires pilotes propose une pluridisciplinarité d'activités qui se retrouve d'un point de vue artistique et esthétique : la plupart des lieux de diffusion de l'art contemporain associent en effet plusieurs registres créatifs autour d'une ou plusieurs thématiques de programmation. À titre d'exemple, citons l'association Confluences, située dans le 20e arrondissement de Paris, qui donne à voir au public des expositions pluridisciplinaires (théâtre, documentaires, photographies, arts numériques…) autour d'une thématique centrale, d'actualité ou de société [50]. L'objectif de l'association est de permettre au public de circuler autour d'un sujet par le biais de formes artistiques diverses et variées. C'est par le biais du « sujet » que le public est amené à s'intéresser à des propositions artistiques de nature très différente, ce qui permet à l'association de se distinguer des lieux culturels dits « classiques » (musées, galeries) en attirant et en faisant se côtoyer dans ses murs des publics aux intérêts artistiques différents. Dans ce même arrondissement, l'association En cours [51], installée dans une maison du 19e siècle réaménagée en studios pour artistes et salle d'exposition en rez-de-chaussée, propose des expositions d'art contemporain ouvertes sur d'autres domaines artistiques tels la musique ou la danse. La Maroquinerie, Café Littéraire, située rue Boyer, ou encore, La Forge de Belleville, située rue Ramponneau, s'inscrivent elles aussi dans la même démarche de « mélange des genres », en proposant des installations, performances, arts plastiques ponctuels en résonance avec la programmation de l'espace (concerts, débats, lectures, danse, vidéos, cinéma, ateliers…).

## Une approche de la diffusion fondée sur la sensibilisation, « l'entrée en culture » des jeunes publics

Convaincus que la démocratisation culturelle passe avant tout par l'éducation et la sensibilisation des publics dès le plus jeune âge, la plupart des lieux de production et de diffusion culturelle contemporains développent en leur sein, et avec un ensemble de partenaires publics et privés, des activités de sensibilisation à l'expression culturelle et artistique en milieu scolaire. Qu'ils prennent la forme d'interventions dans les collèges et les lycées, de montage de projets avec les élèves, d'organisation de sorties, visites, rencontres, conférences avec des professionnels artistes ou d'éveil à la création, ces « projets éducatifs » sont présents dans l'ensemble des lieux observés.

Ainsi, dans le domaine des musiques actuelles, l'association Zebrock au Bahut, située à Noisy-le-Sec en Seine-Saint-Denis, intervient dans les collèges et les lycées du département et de la région Ile-de-France sous la forme de rencontres, débats, soirées thématiques et création avec les élèves d'un « journal de classe » présenté comme une chronique autour d'une sélection de chansons françaises et permettant d'illustrer un sujet de réflexion en lien avec les problématiques adolescentes (vie intérieure, relation avec les parents, mémoire collective…).

**Dans le domaine des cinémas, les salles organisent la circulation des publics à travers des festivals ou des rencontres thématiques**

© Apur

© Cinéma 93

49. Citation extraite du PLU-PADD présenté et débattu en séance du Conseil Municipal du 21 décembre 2009.
50. Exemple de la thématique 2009 : Droits de l'homme et environnement.
51. 56, rue de la Réunion.

Cette mission d'éducation et de sensibilisation des publics à la culture fut d'ailleurs à l'origine de la création des Maisons des Jeunes et de la Culture (MJC) dans les années 1970, espaces polyvalents destinés à accueillir des activités culturelles ou sportives à l'attention des populations locales, en accès libre ou à tarifs réduits. Héritage des MJC d'autrefois, La Maison Populaire et le Centre d'Art Mira Phalaina de Montreuil[52] poursuivent l'éveil et la formation des publics, en particulier des jeunes, à la production culturelle contemporaine.

À travers, par exemple, le salon numérique Nautilus.net, la Maison Populaire de Montreuil propose, par exemple, des ateliers de sensibilisation et d'expérimentation aux techniques multimédias ; Les écrans philosophiques, organisés en partenariat avec le Cinéma d'art et d'essai Georges MÉLIÈS[53] offrent quant à eux des projections, suivies de débats, une fois par mois ; le programme Une œuvre à soi invite le public à observer deux ou trois œuvres issues du Fonds Départemental d'Art Contemporain (FDAC) lors d'une conférence explicative ; les représentations théâtrales ou concerts à l'Argo'Notes sont suivies de débats et échanges avec le public…, sans oublier les multiples ateliers pour pratiques amateurs (danse, théâtre, musique…). Au total, environ 7000 personnes, dont 1200 enfants participent chaque année aux activités de la Maison Populaire.

Dans le domaine théâtral, la Mairie du 20e arrondissement soutient l'opération « C'est la Classe », où comédiens professionnels interviennent dans des collèges et lycées afin de sensibiliser les élèves à l'univers dramatique, qu'il soit classique ou contemporain. La même démarche est conduite au niveau de la musique classique, avec le soutien de la Ville de Paris (et la DAC), dans le cadre de l'opération « L'Orchestre à l'école ». À cet égard, la future installation de l'Ensemble Orchestral de Paris[54] dans le 20e arrondissement, sera de nature à renforcer cette politique d'ouverture et de sensibilisation des jeunes publics à la musique classique et l'art lyrique.

**Ce qui compte pour tous ces projets, c'est de développer une relation particulière avec le public**

© Apur

Concert festif de musique africaine à Montreuil (93)

© Apur

Séance de recherche-action au Bois Dormoy
(Jardin culturel partagé à Paris 20e)

**Les nouvelles pratiques culturelles :
une production pour et avec les populations locales**

© Zebrock au bahut

© Ateliers du Père Lachaise Associés

© Le Meliades

52. Maison Populaire/Centre d'art Mira Phalaina – 9 bis, rue Dombasle 93100 Montreuil
53. Cinéma Georges Méliés – Centre commercial 93100 Montreuil.
54. Actuellement domicilié au Théâtre des Champs-Elysées dans le 8e arrondissement.

# 3 Pistes de réflexions

## Paroles d'acteurs : *« Notre principale problématique, ce sont les espaces de travail »*[55]

L'un des problèmes régulièrement soulevés par l'ensemble des professionnels de la culture œuvrant à l'échelle métropolitaine concerne le manque d'espace de travail et de visibilité de l'offre produite. Cette difficulté pour les compagnies (de danse, de théâtre, de musique, d'arts de la rue…) à trouver des lieux pour leurs créations, et des médiums pour la diffusion, limite le développement culturel de la région, alors même que celle-ci accueille le plus grand nombre de compagnies et d'industries culturelles en France, tous champs disciplinaires confondus.

Ainsi, Michel CASERTA, chorégraphe, directeur de la Biennale de la danse du Val-de-Marne, insiste sur la nécessité pour les producteurs et les autorités publiques de prendre davantage en compte les besoins logistiques des troupes de danse contemporaines, en termes de locaux notamment. Car, en danse comme dans les autres arts vivants, le temps de la maturation d'un spectacle jusqu'à sa diffusion est un temps important, à la fois pour la qualité des œuvres produites que pour la stimulation créative des artistes. À titre d'exemple, un spectacle de danse nécessite environ deux mois de répétition en studios (dont la surface varie entre 100 et 225 m² selon le nombre de danseurs) et coûte environ 120 000 €. Somme que peu de théâtres, collectivités publiques ou producteurs privés, sont encore prêts à payer. C'est la raison pour laquelle, Michel CASERTA, lance en 1979, lorsqu'il occupe le poste de Directeur de l'ensemble chorégraphique de Vitry, le premier festival de danse du Val-de-Marne. Il reçoit alors le soutien du Conseil Général et la première édition de la Biennale de danse du Val-de-Marne voit le jour en 1981. Depuis cette date, l'Association Biennale de la danse en Val-de-Marne apporte soutien logistique, artistique et financier aux compagnies de danse de la région, leur permettant ainsi de produire leurs spectacles, tout en confortant leur diffusion dans les théâtres partenaires (du département du Val-de-Marne ou d'ailleurs en région Ile-de-France).

De la même manière, Laurence FEVRIER, directrice de la compagnie de théâtre Chimène, souligne la difficulté actuelle des compagnies de théâtre franciliennes à trouver des lieux de répétition[56]. La situation semble particulièrement problématique à Paris où il existe peu de théâtres subventionnés, et où il n'existe qu'un seul Centre Dramatique National (CND, destiné à accueillir les troupes pour la production ou diffusion de spectacles, situé dans le 18e arrondissement), alors même que la ville accueille la moitié des troupes nationales (environ 400 compagnies répertoriées à Paris)[57]. Dans la plupart des cas, les compagnies financent elles-mêmes leur diffusion dans un théâtre parisien[58] en vue d'obtenir des commandes de la part de programmateurs provinciaux, y compris de Petite couronne où les scènes publiques sont plus accessibles (théâtres nationaux, MJC, salles polyvalentes, friches culturelles…).

La problématique des lieux de production et des espaces de travail se retrouve également chez les artistes de rue, dont les représentations dans l'espace public ne doivent pas faire oublier les nécessaires phases de conception, de montage et de répétition des spectacles. À cela, s'ajoute le problème du stockage du matériel et des décors, nécessitant également des lieux d'entreposage. Cette question semble particulièrement préoccupante en région Ile-de-France, où un seul Centre National d'Arts de la Rue (CNAR) a été créé (sur neuf répertoriés actuellement en France)[59].

## De nouveaux lieux à investir[60]

### ➜ En offrant aux artistes la possibilité d'investir des lieux non affectés ou en attente d'affectation (dans le cadre d'un projet d'aménagement par exemple)

Depuis quelques années, les collectivités locales et les professionnels qui construisent la ville font appel à des artistes pour renouveler les modes d'intervention dans l'espace. En particulier, architectes et urbanistes s'intéressent aux synergies qu'il est possible d'établir entre pratiques artistiques, conceptions architecturales et transformations ur-

55. Propos issus de la Table-Ronde « Projets culturels et ancrage territorial » organisée par l'Apur le 1er juillet 2009.
56. Une pièce de théâtre nécessite environ 1 à 2 mois de travail à raison de 8 heures de répétition par jour sur 6 jours, pour une diffusion en moyenne sur Paris de 25 représentations (étendues sur trois semaines à 1 mois).
56. Source : CNT – Annuaire des compagnies et de lieux.
58. Parmi les plus emblématiques : le théâtre du Rond-point, la Bastille, le théâtre de la cité Universitaire, le Lucernaire, le théâtre de la Ville/Les Abbesses, l'Odéon, le théâtre de Chaillot. Le coût moyen d'une pièce s'élève à environ 100-150 00€ (de la production à la diffusion).
59. En 2005, neuf structures en France ont été labellisées « Centre National des arts de la rue » (CNAR) par le Ministère de la Culture, avec pour principales missions le soutien à la création dans le domaine des arts de la rue (aide à la production, soutien aux projets, accueil en résidence, commandes d'écriture). Un seul CNAR a été créé en région Ile-de-France, sur la commune de Noisy-le-Sec (93).
60. Elément issues de la Table-Ronde « Projets culturels et ancrage territorial » organisé par l'Apur le 1er juillet 2009, ainsi que les actes de travaux similaires.

*« La ville doit « se penser » de manière collective, elle ne peut se faire sans les habitants ; sans de multiples regards et notamment ceux des artistes. C'est ainsi que se retisse du lien social et que se renforce la clef du vivre-ensemble : notre cohésion sociale. Les maires travaillant sur un projet urbain d'importance ont tout intérêt à multiplier ce genre d'initiatives, à associer le regard artistique à celui des professionnels de la ville, à se détacher un peu du réel pour mieux forger une réalité plus humaine et porteuse d'espoirs pour nos ville »*[62].

*« J'en suis donc arrivé à la constatation qu'il faudrait apprendre de temps en temps à accepter, ou même à créer, le vide. Vider, ce n'est pas démolir. Vider, c'est souvent le début d'autre chose », Jean NOUVEL, architecte.*

*« Quand il est envisagé comme un accompagnateur, un révélateur ou un accélérateur des mutations urbaines, l'acte artistique peut prendre place dans tous les interstices de la ville », Patrick HO, président du conseil pour le développement artistique de Hong Kong.*

baines[61]. De nombreuses opérations d'aménagement ont ainsi été réalisées en collaboration avec des artistes, que ce soit de manière ponctuelle, durant les différentes phases des travaux, ou bien de manière plus pérenne, lorsque la création artistique était une composante même du projet d'aménagement. Paris, Lille, Tourcoing, Nantes, Saint-Nazaire, Grenoble, Tours, Bordeaux, Lyon… et bien d'autres villes soutiennent aujourd'hui ces pratiques et possèdent, dans leur histoire récente, des exemples de projets d'aménagement ayant intégré une dimension artistique et culturelle à leur programmation.

La mise en œuvre concrète de ces initiatives peut être illustrée, à titre d'exemple, par la démarche HQAC (Haute Qualité Artistique et Culturelle) appliquée au chantier de la ZAC du Plateau, à Ivry-sur-Seine dans le département du Val-de-Marne. Ce programme, porté par le projet TRANS305 de l'artiste plasticien Stephan SHANKLAND, se déroule pendant toute la durée du chantier (2007-2015) et il est le fruit d'une collaboration étroite entre la Ville d'Ivry-sur-Seine, l'Agence Française et Technique de la Région Parisienne (AFTRP) aménageur, et l'équipe du projet TRANS305. Concrètement, le projet TRANS305 consiste à intégrer un certain nombre de propositions artistiques au cours des différentes phases du chantier de la ZAC du Plateau, à organiser des ateliers de consultation participative et de pratique artistique en lien avec la population de ce territoire en mutation, et à communiquer autour de cette démarche HQAC par le biais d'un site Internet, de publications, d'expositions, de conférences et de workshops.

Malgré ces initiatives, l'association des artistes aux projets d'aménagement urbain reste encore balbutiante en France et elle n'est pas systématique. La procédure du 1 % artistique, permettant aux collectivités locales d'allouer un budget à des opérations artistiques dans le cadre de la construction d'un bâtiment public destiné à accueillir du public s'avère, dans la plupart des cas, d'une relative rigueur administrative, laissant peu de place à la consultation et à l'échange avec les usagers ou les artistes.

**Le projet TRANS305 : une démarche Haute Qualité Artistique et Culturelle dans le cadre de la ZAC du Plateau à Ivry-sur-Seine (2007-2015)**

© photo Stefan Shankland/TRANS305

© photo Stefan Shankland/TRANS305

© photo Stefan Shankland/TRANS305

Réalisations artistiques et culturelles au cours des différentes phases du chantier de la ZAC (Source : www.trans305.org)

61. Propos tenus par Jean-Louis BORLOO, alors Ministre d'Etat, Ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, ancien élu de la ville de Valencienne, ville participante au projet. In Mission Repérage(s), Un élu, un artiste. Maud Le Floc'h. Editions l'Entretemps. 2006.
62. A cet égard, citons en exemple la « Mission Repérage », initiée par la Compagnie OffpOlau (pôle des arts urbains) en 2006, a entrepris l'analyse de 13 projets urbains, fruits d'un regard croisé entre artistes, élus et urbanistes. Pour chaque projet, les élus ont été amenés à échanger avec des artistes sur le devenir d'un quartier, d'un lieu dans la ville et, peu à peu, à intégrer le regard, la lecture artistique dans la commande publique.

© Le Point Éphémère

Le Point Ephémère Paris 10e

© La Forge de Belleville

Friche culturelle La forge de Belleville Paris 20e

*« Sur la question de l'aménagement culturel du territoire, les friches nous interpellent par leur singularité. Nous souhaitons tisser un vrai maillage culturel sur ce territoire. C'est pourquoi nous devons considérer ces lieux culturels d'un nouveau type non comme des expériences éphémères, mais vraiment comme des modes pérennes d'organisation de l'action culturelle et de mise en mouvement de la vie culturelle dans la région», Christian MARTIN, délégué Culture (1998-2004) au Conseil Régional PACA.*

### ➜ En permettant aux artistes d'imaginer leurs propres lieux-supports de création dans la ville

L'occupation éphémère par des artistes, de lieux laissés vacants, bâtiments, friches, espaces désaffectés ou en attente d'une nouvelle affectation, se trouve au fondement de la démarche initiée depuis une vingtaine d'années par Christophe PASQUET, actuel responsable du Point Éphémère[63], dans le 10e arrondissement de Paris.

À l'origine de cette association, « Usines éphémères », la possibilité pour des artistes d'occuper des lieux délaissés sur des chantiers en cours de programmation : après accord avec les promoteurs (publics ou privés), l'association s'engage à investir les lieux laissés vacants pour les transformer en ateliers de production ou salles de diffusion pour des artistes, toutes disciplines confondues, et pendant une période limitée (en général, trois ans). Soutenu par le Ministère de la Culture et d'autres collectivités locales, cette initiative donnera naissance à de multiples lieux dans l'agglomération, tels que l'Hôpital Éphémère (ex-hôpital Bretonneau), Main d'Œuvre (à Saint-Ouen), la Caserne Pontoise (ancienne caserne militaire à Cergy-Pontoise) ou encore le Point Éphémère à Paris.

Si l'idée semble intéressante et satisfait de manière ponctuelle les demandes des artistes, elle n'en est pas moins délicate à gérer au moment de la libération théorique des lieux concernés. Sans alternative de relogement pour les artistes occupants, le problème du manque de lieux de création reste posé.

### ➜ En optimisant l'occupation actuelle des équipements publics

Qu'ils soient ou non dédiés à la culture, comme par exemple les centres sportifs, les cours d'écoles, les lieux de formations, les salles municipales polyvalentes… de nombreux équipements publics pourraient s'ouvrir à la création artistique et culturelle. En particulier, il pourrait être intéressant de réfléchir à la possibilité d'un partage de ces espaces et une différenciation de leurs usages dans le temps (plages horaires partagées par exemple).

À titre d'illustration, citons l'expérience du Centre d'Art Contemporain La Maréchalerie, située au sein de l'École Supérieure d'Architecture de Versailles (78). À l'initiative du Directeur de l'École, l'annexe de l'ancienne petite écurie du Roi, dessinée par Pierre Mansart, est, depuis 2003, mise à disposition d'artistes plasticiens, à vocation d'expérimentation, de production et de diffusion culturelles et artistiques. Mais au-delà de la production artistique pure, la Maréchalerie participe également à des échanges pédagogiques et à des ateliers de recherche avec les étudiants de l'école. Les résultats de ces échanges entre artistes et futurs architectes donnent lieu à des expositions et des publications annuelles, ainsi que des actions de sensibilisation auprès des établissements scolaires du département. Un cycle de conférences et de débats, Les Manèges, est également organisé chaque année autour de thèmes liés à l'architecture et à l'urbanisme, sous le regard critique et poétique des artistes invités.

*« Il est aussi nécessaire que les lieux culturels deviennent des lieux de vie. Les maisons de la culture doivent cesser d'ouvrir leurs portes seulement ½ heure avant et après la représentation », Jean Blaise, directeur du Lieu Unique.*

Gandamaison / Installation, Tadashi Kawamata, La Maréchalerie, Versailles, 2008 © Laetitia Tura

Œuvre de Tadaschi KAWAMATA – Installation in situ La Maréchalerie Versailles. 2008

63. Le Point Ephémère 200, quai de Valmy 75010 PARIS - info@pointephemere.org. Depuis son ouverture, en 2004, dans l'ancien magasin de matériaux de construction Point P sur le canal Saint Martin, le Point Ephémère accueille aujourd'hui sur 1400m² des artistes en résidence (4 ateliers, 1 studio de danse, 5 studios de répétition musique) et propose une programmation d'expositions, spectacles, concerts, soirées, conférences, ateliers, ainsi que de multiples autres évènements.

➜ **En encourageant et facilitant les échanges et la collaboration entre lieux institutionnels (équipements publics, municipaux) et lieux informels (friches, squats, locaux associatifs)** à travers, par exemple, l'accueil ponctuel, ou l'accompagnement, d'artistes issus du secteur informel.

À cet égard, citons les exemples récents des Laboratoires d'Aubervilliers (93) qui ont reçu l'appui du Centre Pompidou sur un projet de l'artiste plasticien Thomas HIRSCHHORN : il s'agissait pour le Musée national de prêter les œuvres nécessaires au projet d'exposition et de former l'équipe de jeunes chargés de leur déménagement et installation sur le site. Autres exemples, la collaboration entre Banlieues Bleues et le Quai Branly dans le cadre de l'exposition sur le Jazz en juin 2009 ; ou bien encore la programmation 2009 du théâtre de la Colline qui intègre des représentations d'un spectacle de la compagnie d'art de la rue les Méliadès…

Au niveau de la Ville de Paris, la reconnaissance — et le conventionnement — de lieux culturels informels, s'appuie sur l'approche suivante : soit le lieu occupé appartient à la Ville, auquel cas, est examinée la possibilité d'une affectation officielle du lieu en espace de production artistique [64] ; soit le lieu n'appartient pas à la Ville, auquel cas, est examinée une possibilité de rachat [65] ou de relogement [66]. Dans les deux cas, l'objectif poursuivi par la collectivité est de répondre à la demande d'espaces de travail dédiés à la production artistique à Paris. C'est d'ailleurs à cette fin que la Direction des Affaires Culturelles, par l'intermédiaire de son Département Art dans la Ville, participe au financement de la construction d'Ateliers d'arts plastiques, affectés par la suite aux artistes qui en font la demande et dont le dossier de candidature est préalablement sélectionné.

**Les squats artistiques conventionnés ou en voie de conventionnement par la Ville de Paris en 2009** [67]

| Nom de l'Association | Adresse | Date du bail | Durée du bail | Lien juridique | Surface du local |
|---|---|---|---|---|---|
| La Forge de Belleville | 23/25 rue Ramponneau - 20e | 29/05/06 | tacite reconduction | marché en cours d'attribution | 788,31 m² |
| Laboratoire de la création | 111 rue Saint-Honoré - 1er | 29/04/05 | tacite reconduction | convention | 215 m² |
| Maison de la Plage | 22 rue Denoyez - 20e | | | | 120 m² |
| Kill Oh What | 168 rue de Crimée - 19e | | | non | |
| Co-Arter | 5 impasse de Bonne Nouvelle - 10e | 12/12/07 | 18 mois | convention | 430 m² |
| La Générale Nord-est | 5 place de Vénétie - 13e | 29/08/07 | 12 mois du 01/09/2007 au 31/08/2008 | bail de sous-location | 300 m² + place de stationnement |
| La Générale Nord-est | 14 avenue Parmentier - 11e | date du PV à venir | 3 ans reconductibles tacitement dans la limite de 12ans | bail civil | 350 m² + mezzanine |
| Le Cent atelier en commun | 100 rue de Charenton - 12e | date du PV : 24/04/2007 | 5 ans | convention | 1495 m² |
| SO.C.L.E. | 100 rue de Charenton - 12e | | 21/02/2012 inclus | convention | 186 m² |
| 59 Rivoli | 59 rue de Rivoli - 1er | à venir | 1 an reconductible tacitement deux fois | bail civil installés en août | |
| 59 Rivoli | 14-18 rue de la Tour des Dames - 9e | octobre 20006 | provisoire | convention immeuble rendu à la DLH | 1300 m² |
| L'entreprise culturelle | Villa du Lavoir, 70 rue René Boulanger - 10e | 2006 | provisoire | convention | |

**La collaboration entre lieux institutionnels et nouveaux territoires de l'action culturelle ; l'exemple du Musée précaire d'Albinet à Aubervilliers, avec le soutien du Centre Georges Pompidou et des Laboratoires d'Aubervilliers, une création de Thomas Hirschhorn (2004)**

© Laboratoires d'Aubervilliers

Ateliers avec des enfants autour d'œuvres de Fernand Léger au Musée Précaire d'Albinet à Aubervilliers

© Laboratoires d'Aubervilliers

Habitants du quartier du Landy à Aubervilliers embauchés sur le chantier et aidant à l'installation de toiles de maîtres prêtées par le Centre George Pompidou

64. A la condition toutefois que les normes de sécurité soient respectées et que le collectif concerné développe bel et bien un projet artistique.
65. Comme ce fut le cas avec le squat du 59, rue de Rivoli dans le 1er arrondissement.
66. Exemple de la Générale, squat dans un ancien bâtiment scolaire au 10-14, rue du Général Lasalle dans le 19e, relogée en 2008 au 14 rue Parmentier dans le 11ème arrondissement.
67. Source : DAC – Département des Arts dans la Ville – Données 2009.

## Une diffusion à renforcer[68]

### ➜ En ouvrant davantage l'espace public aux activités culturelles et artistiques, temporaires ou pérennes

Avec une vision ancrée de l'art, les institutions entretiennent les clivages entre art noble et éducation populaire, entre action culturelle et création. Ils ont du mal à considérer l'activité des lieux dans toute leur dimension de processus, de relationnel.

Au contraire, en laissant dans l'espace urbain, des lieux, des « interstices », selon le terme d'Hugues BAZIN, la collectivité se laisse la possibilité de voir émerger, à la croisée de plusieurs univers (artistes, chercheurs, travailleurs sociaux, acteurs associatifs, habitants…), les conditions d'une réception collective et d'une création partagée. Autrement dit, il s'agit d'établir une relation horizontale et réciproque entre les acteurs, permettant l'éclosion de « l'œuvre » ; non pas conçue au sens artistique classique d'un objet fermé sur lui-même, mais comme une production proprement humaine, issue de l'échange entre le sensible (le sens), l'intelligible (la réflexion) et l'espace (le territoire).

L'émergence de l'objet culturel à la croisée de la ville et des interactions sociales qui l'habitent est à l'origine de multiples expériences artistiques, spontanées/informelles ou au contraire orientées par la commande publique, à l'exemple de l'installation d'œuvres d'art contemporain le long du tracé du tramway des Maréchaux Sud dans les 13e, 14e et 15e arrondissements[70] ou encore les interventions artistiques temporaires dans l'espace public dans le cadre des travaux de requalification urbaine du boulevard Magenta dans le 11e arrondissement (Magenta Éphémère 2004-2006).

© Hugues Bazin

Performance de graffeurs au Jardin d'Éole en 2007 (Paris, 18e)

### ➜ En médiatisant les activités et la programmation des petits lieux de diffusion et des réseaux artistiques auxquels ils appartiennent

afin de rendre ces derniers plus visibles auprès des publics : création d'un portail internet unique, publicité via les supports de communication des Mairies et par le relais des politiques de communication des équipements culturels existants.

Cette sensibilisation des publics aux initiatives et projets des petits lieux de diffusion peut être encouragée par les pouvoirs publics, à l'instar du Conseil général de Seine-Saint-Denis, par exemple, à travers notamment l'organisation de la Biennale Art Grandeur Nature[71], issue des réflexions d'un collectif de partenaires des arts visuels et du cinéma réunis dans une dynamique de réseau par le service de la culture du Conseil général. La Biennale propose à des artistes d'imaginer une production en lien avec le thème choisi (en 2008 : « Zones urbaines partagées » ou quelles sont les manières de vivre et d'habiter la ville d'aujourd'hui ?).

Les œuvres (installations, vidéos, multimédias…) sont ensuite exposées en libre accès dans chacun des lieux partenaires de l'événement, auxquels s'associent les établissements scolaires, centres de loisirs et associations du département en vue d'une action éducative et réflexive autour des productions présentées[72].

© Apur

Une des œuvres accompagnant le tramway des Maréchaux Sud : Réalisation de Didier Fiuza Faustino, *1SQMH*

© Malte Martin / Agrafmobile

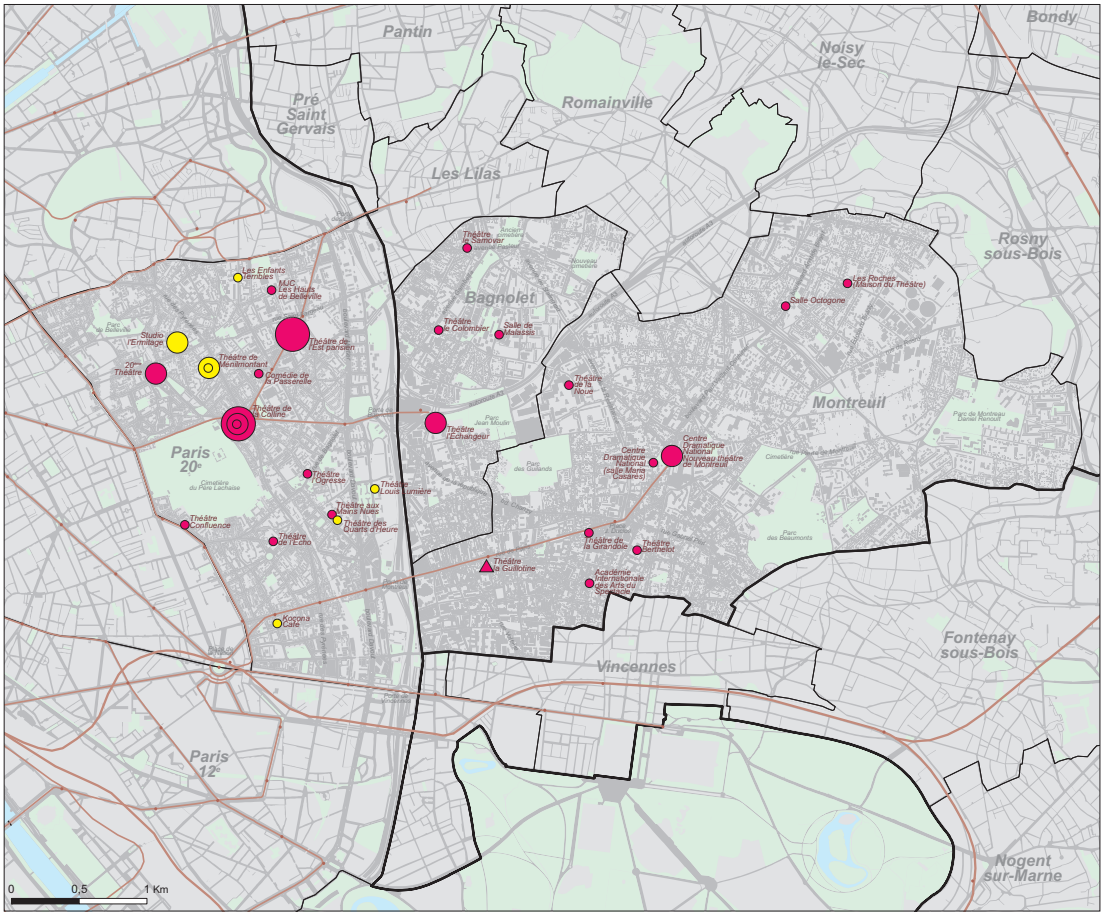
Œuvre de Malte Martin dans le cadre de l'opération Magenta Ephémère à Paris dans le 12e (2004-2006)

*« Arrêtons de distinguer culture savante et culture populaire. Aujourd'hui, dès qu'un projet artistique se déroule dans un quartier, avec les habitants, il est classé de l'ordre du social, de la solidarité, de l'intégration », Katy Rossignol, Association Robin des Villes.*

*« A l'opposé du développement culturel qui se conçoit par emplissage de l'espace (action culturelle territoriale classique), nous proposons un dépliement des formes en ouvrant des espaces. L'interstice est un de ces types d'espaces non dévolus, constituant en cela une réserve humaine d'initiatives sur un territoire, lieux privilégiés d'une mobilité aussi bien sociale, mentale que géographique. » Hugues Bazin, chercheur sociologue, à l'occasion de la journée – rencontres Interstices, jeudi 2 juillet 2009*[69].

68. Eléments issus de la Table-Ronde « Projets culturels et ancrage territorial » organisé par l'Apur le 1er juillet 2009, ainsi que les actes de travaux similaires.
69. Journée –Rencontres « Interstices » organisée par le LISRA (Laboratoire d'innovation sociale et recherche-action) sous la direction d'Hugues BAZIN. Jeudi 2 juillet 2009 à la Teinturerie des Plumes 3, rue Myrha 75018 Paris.
70. Opération issue d'une coopération entre la Ville de Paris, la Région Ile-de-France et l'Etat/délégation aux arts plastiques.
71. Pour plus d'information sur la Biennale 2008 et précédentes : www.art-grandeur-nature.com.
72. Les actions éducatives s'adressent aux publics scolaires et parascolaires. Elles se déclinent sous plusieurs formes : les visites guidées dans les sites d'exposition, les visites à deux voix mêlant l'histoire du site et la création contemporaine, les ateliers de pratique visant l'expérimentation de concepts plastiques (Ateliers pratiques).

**Médiatiser les programmations des petits lieux de diffusion, l'exemple des théâtres à Paris 20e, Bagnolet, Montreuil**




*« S'orienter vers une multipolarité culturelle, en dehors des circuits conventionnels. Cette 'non-conventionalité', cette sortie des académies, des musées, des galeries, des théâtres… permet d'instaurer un contact plus direct avec le public et donne accès à une forme culturelle diffuse. Mais tout cela doit être réalisé avec des projets dans lesquels l'intervention publique et institutionnelle est seulement un facteur de coordination, d'impulsion ou généralement de mise à disposition de ressources et d'espaces. Et rien de plus. Le développement de ces initiatives doit être autonome et autogéré, sinon toute la force d'innovation et de rupture de ces nouvelles recherches serait réduite à néant ». Ivana DELLA PORTELLA, vice-présidente de la commission culture de la ville de Rome.*

➜ **En encourageant une diffusion culturelle « hors les murs »,** dans des lieux non répertoriés comme « équipements culturels » : cafés-restaurants, écoles, salles de sports, hôpitaux, transports en commun, autres équipements publics…

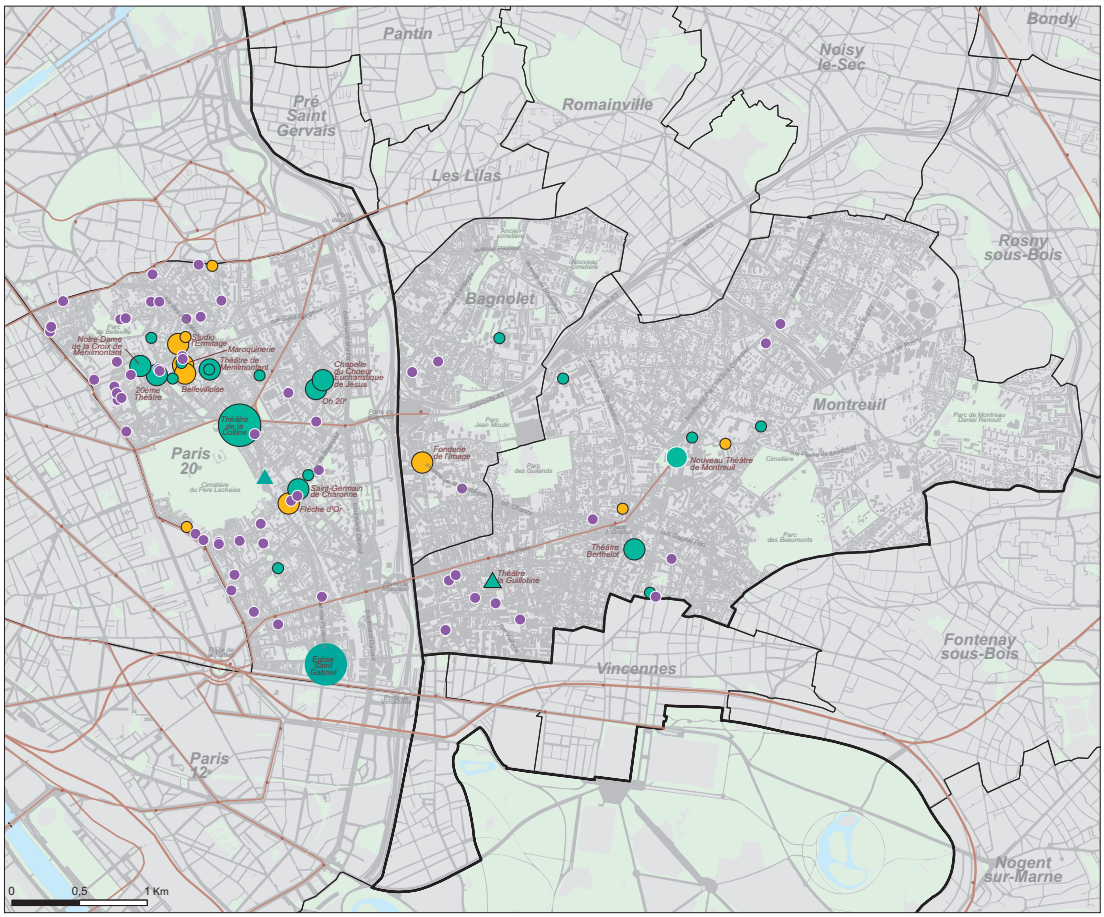
La diffusion culturelle « Hors les murs » est une pratique courante pour certaines disciplines artistiques. Celle des musiques actuelles en est l'illustration la plus marquante. En effet, d'après les enquêtes réalisées par le MAP, réseau des musiques actuelles à Paris, auprès de 237 lieux de diffusion de concerts à Paris, la grande majorité d'entre eux (45 %) se compose de cafés-restaurants dépourvus de licence pour diffusion musicale. Autrement dit, encourager la diffusion musicale parisienne revient à prendre en considération la nature et la configuration plurielle de l'offre actuelle, composée majoritairement de petites jauges (moins de 200 places) et combinant activités de restauration, bars ou autres productions socioculturelles (salles polyvalentes par exemple)[73].

Produire et diffuser la culture dans des lieux insolites, inciter les publics à observer, comprendre et s'approprier différemment leur territoire, tels sont les objectifs du Festival de l'Oh ! qui se déroule chaque année depuis 2001, sur les berges de la Seine et de Marne, sur des ponts, sur des péniches, soit une vingtaine de sites du département du Val-de-Marne, étendu, depuis 2008 à Paris (escale de Bercy) et au Département de Seine-Saint-Denis (3 escales).

À l'origine, né de la volonté du Conseil général du Val-de-Marne, par l'intermédiaire de Jacques PERREUX, 7e vice-président, en vue de sensibiliser les citoyens à la maîtrise et la préservation des ressources naturelles, en particulier les ressources fluviales, le Festival de l'Oh ! a progressivement développé tout au long de l'année une palette d'activités éducatives, culturelles et récréatives à l'attention d'un large public : l'Université populaire, « Mardis de l'eau », croisières pédagogiques, projets de coopération humanitaire avec les écoles, ainsi que les deux jours de festival où sont pré-

73. Cf. Enquête « Les lieux de diffusion de musiques actuelles à Paris » - Etude commandée par le MAP. Juin 2009.
74. Pour une information plus complète sur les activités du Festival : www.festival-oh.org.

**Les salles de spectacles et de concerts des musiques actuelles à Paris 20e, Bagnolet, Montreuil : la multiplicité capacitaire et statutaire des lieux de diffusion**




**L'offre culturelle**
**Zoom sectoriel: les salles de concert et de spectacle**
Zone pilote
Paris 20e - Bagnolet - Montreuil

**Nombre de places**
plus de 700
de 200 à 700
moins de 200
donnée inconnue

**Type de salle**
salle dédiée
café-concert
autre (théâtre, église, salle polyvalente)
station, gare
métro
RER
bâti
îlot
espace vert

Sources :
Enquête APUR, fichier DAC - 2009
apur

sentés des spectacles de danse, théâtre, des lectures, contes, arts de la rue, visites commentées, conférences-débats… ceci sur un mode itinérant à la fois des spectacles, et des spectateurs [74].

Les exemples de telles initiatives culturelles et artistiques hors lieux institutionnels sont nombreux dans l'agglomération, soit de manière temporaire et ponctuelle (dans le cadre d'un festival par exemple), soit de manière plus pérenne, en accord avec les autorités locales, et dans le cadre de commandes publiques. Pour ce dernier cas, citons par exemple, les interventions de la Compagnie d'art de la rue Le SAMU (Section Artistico Médicales d'Urgence), à l'origine de l'opération « Les Guinguettes sérieuses », séries d'animations, de fêtes, rencontres conviviales et festives se tenant une fois par mois dans des guinguettes dans les communes de Pierrefitte (Au trois francs six sous) [75] et d'Aubervilliers (Au trois fois rien) [76].

Dans un registre plus institutionnel, citons l'initiative récente de la Ville de Paris, destinée à sensibiliser le jeune public à l'art contemporain : le Fond Municipal d'Art Contemporain (FMAC) présente 38 de ses œuvres majeures au sein de 29 écoles (maternelles, élémentaires et collèges) parisiennes pendant toute la durée de l'année scolaire 2009-2010. Les enfants sont ainsi invités, grâce à l'intervention de médiateurs (étudiants en Master Arts Plastique, Art et public de l'Université Paris 8-Saint-Denis), la collaboration de l'équipe enseignante et les artistes eux-mêmes, à échanger et partager autour de l'œuvre exposée (dans une salle de classe ou dans la cour de récréation). L'opération comprend également l'organisation d'ateliers créatifs (création d'une maquette, d'une page web, d'une vidéo, d'un cartel…) [77].

© FMAC

75. Tous les premiers samedis du mois depuis 1990.
76. Tous les premiers dimanches du mois de juin 2006 à juin 2007.
77. Pour plus d'information sur cette opération : www.paris.fr.

# Conclusion – Pistes à approfondir en 2010

*« Les besoins du système industriel devront toujours céder le pas aux soins que réclament les choses de l'intelligence et de l'esprit »*, John Kenneth GALBRAITH, économiste.

Les manifestations culturelles traditionnelles, celles du théâtre, de l'opéra, du musée, avec ses rituels, son apparat, ses codes, ses limites spatiales et temporelles, ses horaires contraints, se trouvent aujourd'hui complétées (et rattrapées) par d'autres formes de pratiques et de productions, où les frontières entre publics et artistes, contemplation et créations, sont plus ténues, plus poreuses, et où les liens avec les territoires d'accueil et les habitants sont aussi plus forts.

Aujourd'hui, plus que la contemplation distinguée d'un produit culturel dans le cadre d'un espace-temps limité, ou d'un lieu consacré, le public contemporain élit des manifestations festives, lieux de rencontres et de découvertes surprenantes. Le succès des « Nuits blanches », de « Paris Quartiers d'été », des festivals ou encore du théâtre de rue, semble révélateur d'un mouvement général qui modifie en profondeur le rapport de l'art à la ville, et de la culture à l'espace urbain.

D'un point de vue territorial, le projet culturel, véhicule une dimension transversale et fondatrice d'un espace en création, à l'origine de nouvelles identités et de nouveaux repères dans la ville. C'est dans cette interface projet/culture/territoires, urbanistes/artistes/collectivités, que de nouvelles pratiques, de nouvelles manières de « faire » et de « vivre » la ville, peuvent aujourd'hui voir le jour.

Ainsi, durant cette première phase de l'étude, les échanges avec les professionnels, l'écoute de leurs contraintes, l'observation de leurs pratiques, ont permis de distinguer plusieurs pistes d'actions ou de réflexion, pour une meilleure intégration de la culture dans l'urbanisme et le développement urbain ; ou, entre d'autres termes, une politique culturelle plus ouverte sur la ville, ses habitants et ses territoires.

Parmi les propositions envisagées : la possibilité pour les artistes d'investir des lieux désaffectés (ou en attente d'affectation) dans l'espace, leur association plus grande et plus systématique aux projets d'aménagement, l'optimisation de l'occupation (à des fins de production) des équipements publics actuels, des échanges plus fréquents entre lieux informels et lieux institutionnels, une aide plus complète à la diffusion (appui à la fabrication et distribution de supports de communication par exemple), un allégement des réglementations concernant l'usage de l'espace public à des fins de représentations culturelles… etc.

Bien entendu, ces propositions et réflexions devront être affinées et approfondies durant la seconde phase de l'étude (2010), en particulier, elles devront être confrontées aux expériences existantes dans ce domaine, et soumises à l'examen des objectifs et contenus des politiques culturelles mis en œuvre par les collectivités. Par ailleurs, l'étude s'intéressera plus précisément en phase II aux champs culturels que sont la lecture publique, le cinéma, l'art lyrique, le patrimoine et les musées.

# Annexe 1

## Liste des personnes présentes à la table ronde 1 mercredi 1er juillet 2009 de 8h45 à 11h45

| Nom | Titre/fonction | Coordonnees |
|---|---|---|
| **INSTITUTIONS** | | |
| **Cabinet de l'adjoint au maire de Paris chargé de la Culture M. GIRARD Christophe** | Niels PEDERSEN, conseiller auprès de l'adjoint au Maire de Paris chargé de la Culture | Niels.pedersen@paris.fr |
| **Cabinet de l'adjoint au maire de Paris chargé de Paris Métropole M. MANSAT Pierre** | THOMAS Pascale, directrice de Cabinet | pascale.thomas@paris.fr |
| **Ville de Montreuil** | AZIZA Serge, délégué aux évènements artistiques | Serge.haziza@mairie-montreuil93.fr |
| **DAC** | PEDRIAL Catherine, chargée de la mission territoire (relations avec les arrondissements et la coopération territoriale) | catherine.perdrial@paris.fr |
| **DPVI** | ABROUS Mansour, chargé de mission Culture à la Direction Politique de la Ville et Intégration de la Ville de Paris | Mansour.abrous@paris.fr |
| **ARCHITECTES/AMÉNAGEURS/CHERCHEURS** | | |
| **BAZIN Hugues** | Chercheur sociologue | bazin@recherche-action.fr |
| **COHEN Claude** | Chercheurs au Cnam et au LISE sur le projet de recherche « Paris, capitale culturelle 2030 » | Claude.cohen3@wanadoo.fr |
| **SAWYER Stephen** | Chercheur Université de Chicago (partenaire de l'étude) | stephen.sawyer24@gmail.com |
| **TRONCA Géraldine** | Consultante (a participé à la contribution de l'Atelier Nouvel sur le Grand Pari(s)) | Geraldine.tronca@gmail.com |
| **ACTEURS CULTURELS/RESPONSABLES DE RÉSEAUX** | | |
| **PAGNIER Julie** | Directrice des Laboratoires d'Aubervilliers Coordinatrice des projets | jpagnier@leslaboratoires.org |
| **TOPRAK Selma** | Secrétaire générale du réseau TRAM | Selma.toprak@tram-idf.fr |
| **FEVRIER Laurence** | Directrice de la compagnie théâtre Chimène | laurencefevrier@noos.fr |
| **LASFARGUES Bénédicte MICHEL Jacques-Philippe** | Responsable de la compagnie d'Art de la Rue Les Méliadès Administrateur | cemeliades@free.fr benedicte.lafargues@free.fr |
| **MEIER Olivier** | Directeur du Festival de l'Oh! CG Val de Marne | olivier.meier@cg94.org |
| **PASQUET Christophe** | Fondateur de l'association Usines Ephémères | pasquet@mainsdoeuvres.org |
| **PERCHEVAL Sandrine** | Responsable du réseau des compagnies de danse/théâtre - Synavi | synavi.iledefance@free.frr |
| **PERROT Laetitia** | Directrice du Tamanoir (salle de concert à Gennevilliers) | Direction-tamanoir@club-internet.fr |
| **PRAUD Clément** | Directeur du MAP (réseau des Musiques Actuelles à Paris), membre du RIF | contact@resau-map.fr |
| **RIBEYROLLE Alexandre PELLERIN Agnès** | Président de la Fédération des Arts de la Rue en Ile-de-France Coordinatrice | federationartsdelarueidf@wanadoo.fr |
| **ATELIER PARISIEN D'URBANISME** | | |
| **ALBA Dominique** | Directrice déléguée | alba@apur.ogr |
| **BLANCOT Christiane** | Architecte-urbaniste, directrice | blancot@apur.org |
| **CHABBAL Barbara** | Chargée d'études | Barbara.chabbal@apur.org |
| **DOREL Véronique** | Chargée d'études | dorel@apur.org |
| **JOUDINAUD Marie** | Assistante d'études - stagiaire | joudinaud@apur.org |
| **SERVAIS Anne** | Cartographe | Anne.servais@apur.org |
| **TELLO Véronica** | Architecte - stagiaire | |

# Annexe 2

## L'offre culturelle dans l'agglomération centrale Inscription territoriale des lieux culturels – État des lieux et propositions pour une politique culturelle partenariale renforcée

### Compte rendu de la Table Ronde du 1er juillet 2009 Projets culturels et ancrage territorial

S'inscrivant dans le troisième volet prospectif de l'étude intitulée « Les nouveaux territoires de l'action culturelle dans le cœur de l'agglomération parisienne », cette première Table Ronde a réuni architectes, représentants d'élus ou membres de Cabinets, chercheurs et acteurs culturels, autour de questions relatives à l'enracinement territorial des initiatives culturelles.

Introduit et orchestré par Christiane BLANCOT, directrice d'études à l'Apur, et Barbara CHABBAL, chargée d'études, le débat s'est ouvert à la suite de deux interventions : Olivier MEIER, directeur du Festival de l'Oh ! au Conseil général du Val de Marne, et Bénédicte LAFARGUES, directrice de la compagnie de théâtre de rue Méliadès, implantée dans une ancienne friche industrielle à Aubervilliers, la « Villa Mais d'Ici ».

Quatre grandes problématiques ont ensuite orienté la discussion.

## I. Des politiques culturelles qui correspondent assez mal aux pratiques actuelles et apparaissent souvent trop rigides

### A – La question des publics, ou comment évaluer les projets culturels ?

Pascale Thomas, directrice de Cabinet de Monsieur Pierre MANSAT, adjoint au Maire de Paris chargé des relations avec les collectivités territoriales limitrophes et de Paris Métropole, ouvre le débat en posant la question de l'évaluation des projets culturels. Comment mesurer l'impact économique et social d'un équipement sur son territoire ? Pour les élus, la réponse se donne au moyen de chiffres : volume de fréquentation, profil des publics permettent de comprendre les logiques d'attractivité d'un lieu. De telles informations améliorent la lisibilité du territoire, et permettent de guider les politiques d'aides et de subventions en matière d'équipements. Niels PEDERSEN, conseiller auprès de l'adjoint au Maire de Paris chargé de la Culture, poursuit en affirmant que le manque d'informations en matière de profils de publics, de création d'emplois ou de taux de fréquentation, rend délicate la mise en œuvre de politiques culturelles ciblées.

Serge HAZIZA, délégué au service culturel de la ville de Montreuil, approuve cette nécessité d'obtenir des chiffres en évoquant toutefois d'autres arguments : tout équipement ne satisfait pas n'importe quel public. Adapter l'offre à la demande est un impératif : connaître cette demande, connaître ceux dont elle émane est tout autant nécessaire. Pour illustrer son discours, il évoque sa propre commune : en changeant de majorité, Montreuil a choisi de développer une offre culturelle axée sur l'équilibre entre les territoires, notamment dans le Haut Montreuil où les équipements sont nettement moins nombreux que dans le Sud Ouest de la commune.
Ces initiatives manquent néanmoins d'information en matière de public et de demande. Serge HAZIZA souligne également les difficultés de communication rencontrées par acteurs culturels : la visibilité des équipements reste à améliorer, de même que leur coopération.

### B – Le caractère figé et segmenté des politiques culturelles

Christophe PASQUET, fondateur de l'association « Usines Éphémères » soutient cette idée en dénonçant le caractère extrêmement figé des lieux, des liens qu'ils entretiennent avec les municipalités, voire même, de leurs rapports entre eux. Selon lui, l'ambiance hermétique dans laquelle se construit la ville entrave le développement des activités culturelles de proximité : coller une étiquette sur un bâtiment lui semble néfaste dans la mesure où l'établissement

peut toujours se reconvertir. Logements, commerces, bureaux, équipements, ateliers et usines sont voués à évoluer, à changer de statut dans le temps, dans un souci de constante adaptation. Cette souplesse est indispensable en matière de lieu culturel dans la mesure où leur évolution les rend de plus en plus interdisciplinaires. Les travaux de Christophe PASQUET illustrent ce propos puisqu'il s'agit de reconvertir des friches industrielles en lieu de production et/ou de diffusion culturelle pour des périodes plus ou moins longues sur un territoire donné.

### C – Les blocages liés aux processus de concertation

Clément PRAUD, coordinateur du réseau MAP (Musiques actuelles à Paris) conteste lui aussi le manque de souplesse qui régit les décisions publiques. En ce qui concerne les musiques actuelles, une concertation permanente des riverains devient un frein au développement d'esthétiques parfois mal perçues, et donc, mal reçues, par le voisinage immédiat des lieux de diffusion. Les problèmes liés aux nuisances occasionnées par les salles de concert implantées au cœur des quartiers paralysent souvent le dynamisme territorial que ces mêmes lieux pourraient faire naître. En outre, l'application récente de la loi ÉVIN, qui prohibe la consommation de tabac dans les bars, discothèques et cafés accentue le problème des nuisances puisque les fumeurs se retrouvent en dehors du lieu, dans l'espace public, créant attroupements et bruits. Cette réalité pose véritablement problème aux espaces musicaux qui partagent souvent les fonctions de salle de concert, de bar et/ou de restaurant. Les craintes de nuisances sonores apparaissent comme des facteurs de blocage à l'encontre du développement de lieux de diffusion de certaines esthétiques musicales.

Ces interventions mettent en relief les difficultés de mise en œuvre des politiques culturelles. Les objectifs visés par les uns et les autres sont souvent contradictoires, de sorte qu'un manque de compréhension s'instaure entre acteurs culturels et décideurs politiques. Le manque de connaissance des pratiques d'une part, et la grande rigidité administrative à laquelle se confrontent les praticiens de la culture, d'autre part, font toutefois consensus parmi les participants. À cela s'ajoutent des difficultés relatives aux questions d'inscriptions territoriales inégales des lieux culturels à l'échelle de la Métropole.

## II. Une inscription territoriale inégale des lieux, l'opposition Paris-banlieue

Très rapidement, le débat s'est orienté vers les questions d'ancrage territorial et d'inégalités des lieux culturels selon qu'ils se trouvent au centre ou en périphérie (« Paris » contre « Banlieues »).

### A – Des fonctionnements communaux différents

Christophe PASQUET évoque les problèmes d'inégalités perceptibles dans le fonctionnement même des lieux selon qu'ils sont implantés à Paris ou en Petite Couronne. Il mentionne notamment la question des horaires d'ouverture des débits de boisson, lesquels sont généralement fermés après minuit en banlieue. Cette entrave est conséquente puisqu'il est difficile d'attirer les publics parisiens pour des événements dont la prolongation conviviale et festive se trouve ainsi altérée. Ce type de différenciation entre Paris et sa banlieue est de nature à freiner l'attractivité de la seconde, la plaçant dans une position inégalitaire.

### B – Des rapports aux élus différenciés

Bénédicte LAFARGUES met en avant la grande ambiguïté, et le caractère complexe, qui anime les relations entre acteurs culturels et Municipalités en Petite Couronne. La décentralisation a en effet permis leur rapprochement, mais il n'est pas gage de neutralité. Accéder aux élus, leur faire part de demandes se fait de façon simplifiée mais rien ne garantit leur soutien objectif : paralyser les projets devient alors très facile. Une municipalité qui n'approuve pas les actions des artistes de rue par exemple, gèlera toute demande d'aide, toute initiative devant se dérouler dans l'espace public par exemple, ce qui peut vite devenir problématique pour les compagnies relevant de ce champ implanté dans la commune : chaque changement de majorité demande un important investissement de communication, une démarche commerciale qui obère d'autant plus le temps dévolu à la production artistique proprement dite. En revanche, lorsque les relations sont bonnes, les liens sont efficaces et fructueux. Cette réalité est particulièrement vraie dans les communes périphériques dans la mesure où l'offre demeure moins large que dans la capitale : à Paris, la densité des projets camoufle leur individualité, de sorte que les rapports établis avec la municipalité peuvent paraître « plus anonymes » et par conséquent, plus « neutres ».

### C – Une accessibilité réelle ou supposée problématique

Le problème des transports et de l'accessibilité demeure vif. Christophe PASQUET donne pour exemple sa propre expérience : travaillant à la fois à Paris et à Saint-Ouen (le « Point Éphémère » dans le 10e arrondissement et le collectif « Mains d'œuvres » à Saint-Ouen), il observe des taux de fréquentation pouvant varier de 1 à 10 suivant la localisation de l'événement. L'image des territoires périphériques, réputés moins accessibles que les quartiers parisiens, impose des politiques différentes en matière de communication, reflet du déficit de visibilité qui marque singulièrement les équipements de Petite Couronne.

Olivier MEIER revient sur cette nécessité de changer l'image des territoires : le Festival de l'Oh ! participe par exemple à la composition d'une identité départementale en faisant coopérer les communes souhaitant prendre part à l'événement. La culture est conçue comme un lien capable de rapprocher les territoires, de les mettre en relation.
À travers la Marne et la Seine, à travers l'eau en général, le festival bâtit une identité spatiale qui cherche à unir les participants autour d'éléments fédérateurs. Une telle initiative est particulièrement intéressante à l'heure où les frontières du Paris Métropole cherchent à se mettre en place en fondant leur légitimité sur une identité collective, dans une sorte de rapport commun au territoire.

Claude COHEN, chercheuse au CNAM, nuance toutefois ce propos : elle souligne le manque de fluidité qui marque le Festival de l'Oh ! : les visiteurs restent souvent dans leur propre commune et les déplacements entre embarcadères et escales semblent se faire plus difficilement. Les territoires demeurent partagés, éloignés : seule leur participation administrative et financière au Festival semble les rapprocher pour le moment.

D'autres acteurs, tels que Selma TOPRAK, coordinatrice du réseau Tram, soulignent la propre capacité des œuvres à trouver leurs publics : comme l'évoque Barbara CHABBAL, il semblerait que l'accessibilité en transports en commun ne soit pas si structurante qu'il y paraît. À partir du moment où un lieu parvient à capter l'attention de son public, ce dernier trouvera les moyens de s'y rendre. À cet égard, Selma TOPRAK ajoute que l'objectif des Taxi Tram n'est pas tant de transporter les publics que de leur faire connaître un lieu, et leur donner l'envie d'y revenir par ses propres moyens.

### D – La capacité à produire une mémoire collective

Alexandre RIBEYROLLES, président de la Fédération des Arts de la Rue en Ile-de-France, souligne le fait suivant : on ne peut aller à l'encontre de la centralité parisienne. Pour lui, le véritable enjeu réside dans le terme « collectivement ». L'appropriation territoriale existe à partir du moment où les publics s'emparent du lieu pour le vivre ensemble, l'habiter « collectivement », en composer une mémoire « collective ». Dès lors, ce n'est plus tant la question de l'accessibilité qui transparaît que celle du partage autour de l'œuvre artistique. Comment créer ce partage ? Comment faire naître ce « collectivement » ?

L'intervention de Bénédicte LAFARGUES permet d'entrevoir une réponse à ce questionnement. La compagnie Méliadès se produit énormément dans des quartiers dits « sensibles », et notamment dans des cités, tant à Paris qu'en Petite Couronne. Les comédiens commencent par investir les lieux en s'installant dans un ou plusieurs appartements : le spectacle est progressivement monté avec l'aide des habitants de la cité qui tout à coup, prennent l'ascenseur avec des artistes, leur apportent du café, leur font la conversation, et vivent avec eux. Cette proximité bâtit du lien social que la représentation du spectacle vient matérialiser au bout de quelques mois. L'expérience du « collectivement » prend alors toute son ampleur.

Ces questions soulèvent une troisième thématique que les participants à la Table Ronde cherchent également à mettre en valeur : l'espace public représente un vivier d'expériences et de défis pour les artistes qui s'interrogent sur son rôle dans la ville et plus particulièrement, sur les capacités de cette dernière à faire naître des « moments culturels partagés ».

## III. L'espace public en question, rôle et fonction de la culture en ville

### A – L'importance de la place publique et des espaces interstitiels en zone urbaine dense

La discussion aborde le rôle de la place populaire et publique, à travers l'intervention d'Alexandre RIBEY-

ROLLES : place de fêtes, lieu de socialisation, espace ouvert et transformable, la place publique est un lieu privilégié pour les artistes de rue.
Le président de la Fédération des Arts de la Rue dénonce l'absence de « place » (lieu) et de « place » (espace) répondant à ces critères, surtout à Paris. Mobiliers urbains fixes, plots de voirie, circulations de voitures, empêchent les artistes et les habitants de la ville de s'emparer des lieux dans un esprit déambulatoire, convivial et festif. Selon lui, la Petite Couronne offre davantage d'opportunités de ce point de vue.

Christiane BLANCOT, analyse ce problème en deux points : prenant la parole en tant qu'urbaniste, elle affirme que deux idées l'obsèdent souvent lors de la réalisation d'un projet urbain. La première est l'obligation qui lui est faite de « combler les vides », dictée par une certaine forme de « peur du vide » de la part des décideurs. La seconde est la volonté de créer de « l'animation » coûte que coûte. La question est la suivante : ne faut-il pas renverser ces logiques, le vide devenant un luxe, une brèche dont les artistes s'emparent, qu'ils investissent et transforment en lieux de création et de diffusion ?

L'expérience de Julie PAGNIER, coordinatrice aux Laboratoires d'Aubervilliers rejoint parfaitement cette idée. L'exemple du Musée Précaire réalisé par l'artiste suisse Thomas HIRSCHHORN est un modèle en matière d'investissement de l'espace public par les artistes et les habitants (commune d'Aubervilliers) : sous la gouverne de l'artiste, une vingtaine de jeunes volontaires, habitants du quartier, ont fabriqué de toutes pièces un musée éphémère, à l'aide de matériaux précaires, tels que de la taule ondulée, des palettes etc., implanté dans l'espace public. Après avoir suivi une formation avec le Centre National d'Art Moderne Georges Pompidou, ces mêmes jeunes sont allés chercher à Beaubourg les œuvres d'artistes ayant marqué le parcours professionnel de Thomas HIRSCHHORN : Malevitch, Dali, Le Corbusier, Mondrian, Léger, Duchamp, Beuys et Warhol furent exposés tour à tour, sur une période d'une semaine, pendant trois mois. Chaque semaine, conférences, ateliers, visites guidées animaient l'exposition, qui se clôturait par un grand repas collectif, préparé par les habitants du quartier du Landy, où se situait le musée précaire. Une telle initiative est unique : elle montre comment le dialogue instauré entre l'artiste et le public donne lieu à une expérience collective capable de faire vivre l'espace public, tout en lui rendant ses fonctions originelles.

### B – Repenser des lieux et des espaces pour la production artistique

Clément PRAUD et Selma TOPRAK partagent cette vision du phénomène artistique : faire confiance aux artistes, les laisser séduire les publics par leur travail et recentrer les politiques sur les propres nécessités de création artistique constituent trois points majeurs permettant d'encourager le développement d'activités culturelles dans les villes.

Laurence Février, directrice de la compagnie de théâtre Chimène, insiste sur ce point, en soulignant qu'il s'agit d'un véritable besoin pour les artistes.
Les comédiens manquent de salles aux capacités intermédiaires (jauge de 300 personnes environ), tant pour se produire que pour répéter et créer leurs spectacles : la comédienne affirme qu'il faut « réinventer le territoire de la parole acoustique », repenser les modalités de partage des salles ainsi que leurs programmations, souvent trop nombreuses, pour permettre un travail de qualité. Cette pénurie se retrouve dans chaque discipline, ce qui entrave nécessairement les activités de création de chacun, tous champs culturels confondus.

## Conclusion : pistes de réflexion

En conclusion, nous retiendrons quatre grandes pistes de réflexion à l'issue de cette première Table Ronde :

- Rendre les politiques culturelles plus souples, dépasser la seule approche quantitative en termes d'évaluation des projets culturels (nombre d'entrées).
- Favoriser les interfaces entre les acteurs et les collectivités en soutenant des politiques de communication afin de rendre les lieux et les territoires plus ouverts, plus visibles et moins hermétiques entre eux et vis-à-vis du public.
- Mettre à disposition l'espace public, vécu comme un lieu de rencontre et de socialisation, en favorisant des « pratiques culturelles partagées » initiées et orchestrées par les artistes.
- Trouver de nouveaux lieux pour la création, et pas seulement la diffusion, en envisageant de nouvelles modalités de fonctionnement centrées sur l'échange et le partage des espaces (équipements publics, salles municipales, friches urbaines).

# ANNEXE 3

## Zoom sur quelques lieux ou projets emblematiques du paysage culturel dans les territoires pilotes

### Les Instants Chavires, production et diffusion de musiques actuelles dans le bas Montreuil

COMMUNE : Montreuil

L'association Instants Chavirés, située dans le bas Montreuil dans une ancienne friche industrielle réhabilitée, voit le jour en 1991 à l'initiative de Thierry SCHAEFFER et de Philippe BACCHETTA, deux habitants du quartier passionnés de musique contemporaine.

L'objectif de l'association est de soutenir les jeunes musiciens dans leur travail de production et de diffusion musicales (musiques improvisées et expérimentales, jazz contemporain, électro-rock…) en les accueillant en résidence, ou en leur permettant de se produire le temps d'un concert.
En 1999, l'association renforce son soutien aux jeunes artistes en organisant pour eux, de façon ponctuelle, des tournées à travers la France.
L'association entame également, au début des années 2000, un projet éducatif prenant la forme d'ateliers d'éveil musical à l'attention des enfants des écoles partenaires et des centres de loisirs de Montreuil.
En 2001, elle fait l'acquisition de l'ancienne brasserie Bouchoule qui devient un lieu d'exposition.

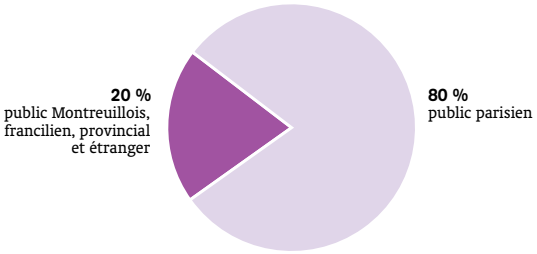
Aujourd'hui considérée comme un laboratoire pour les musiques contemporaines, la salle des Instants Chavirés programme environ 160 concerts par an (jauge de 150 personnes). Par ailleurs, l'association présente, pendant une vingtaine de minutes avant les concerts, le travail vidéo de jeunes artistes, par le biais de son programme « Rien à voir ».

Enfin, il est possible de louer la salle pour des concerts, des réunions, des répétitions, des stages ou des ateliers.

L'association emploie aujourd'hui 6 personnes, dont 4 salariés à temps plein pour un budget total de 400 000 € en 2009, provenant essentiellement de subventions publiques (Ville de Montreuil, DRAC, CG 93, CR Île-de-France), le reste provenant de sociétés civiles (SACEM,…) et de la billetterie.

Le public des Instants Chavirés se compose pour l'essentiel de montreuillois, souvent récemment installés dans le quartier. Des habitants des communes des Lilas et de Romainville sont également représentés mais, plus globalement, c'est l'Est parisien qui domine parmi les « habitués ». La clientèle est majoritairement trentenaire et masculine mais les publics varient beaucoup en fonction de la programmation.

**Provenance géographique des publics**




Source : les Instants Chavirés

## La Pêche Café, une vocation pluridisciplinaire et un effet de centralité

COMMUNE : Montreuil

Née en 1994, La Pêche Café est une association dont l'objectif est de soutenir la jeune création musicale tout en favorisant la formation et l'intégration sociale des jeunes du quartier.

Parmi ses activités de soutien à la création, La Pêche Café organise des concerts (groove, hip-hop, rap), met à disposition ses studios de répétition (trois studios de 20 à 26 m²) et accueille des musiciens en résidence pour une durée d'une semaine à un an. L'opération « Open Mics » permet chaque mois de faire découvrir de jeunes rappeurs (jauge de 150 places).

Pour ce qui concerne ses activités sociales, La Pêche Café est un lieu de rassemblement de la jeunesse du quartier, en particulier des élèves des collèges et lycées Jean Jaurès, situés à proximité. Ces derniers s'y retrouvent à l'heure du déjeuner ou après les cours, en fin d'après-midi. La Pêche Café leur propose des ateliers de formation en PAO, des ateliers d'écriture, ainsi que la possibilité de participer au programme « Cap sur le monde », mis en place par la Mairie de Montreuil en 1999, et permettant aux jeunes d'obtenir un soutien financier et technique dans le cadre d'un projet de vacances à orientation humanitaire, culturelle ou environnementale.

La Pêche Café est soutenue financièrement par la DRAC Île-de-France, la DDJS de Seine-Saint-Denis, la Région Ile-de-France et le Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (CNV).

La Pêche Café dispose également d'un espace restauration de 70 places et d'un jardin de 30m².

*« Pour moi, la Pêche, c'est un peu le centre de la ville, on se retrouve tous ici, la journée ou le soir »* (témoignage d'un jeune du quartier).

© Apur

Vue de l'entrée de la salle de concert, café, restaurant

## Le cinéma d'art et d'essai Georges MÉLIÈS, le choix d'une programmation pointue et d'une diffusion grand public

COMMUNE : Montreuil

HISTORIQUE ET ACTIVITÉS
Du nom de l'inventeur montreuillois des effets spéciaux, le cinéma Georges MÉLIÈS voit le jour en 1961. Alors qu'il est encore propriété de la Maison UGC, la municipalité décide de le racheter en 1985 sous l'impulsion du maire de Montreuil, M. Jean-Pierre BRARD. La baisse d'audience de la petite salle encourage UGC à accepter l'offre. Une association demeurant sous tutelle municipale est alors en charge de sa programmation et de son fonctionnement.

La baisse des fréquentations se confirme pendant une dizaine d'années, mais un renouveau s'annonce en 1997 : la mairie décide de confier la gestion du cinéma à l'AMC (Association Montreuilloise de Cinéma) qui transforme le MÉLIÈS en cinéma d'art et d'essai.

Au début des années 2000, le projet d'implantation d'un multiplex sur la ZAC Valmy effraie le MÉLIÈS : ce dernier entre en résistance contre la mairie qui refuse de prendre position en sa faveur. Le projet est abandonné mais les polémiques se multiplient : en 2001, la programmation d'un festival du film palestinien éveille la colère de certains, de sorte qu'en 2002, la mairie décide de reprendre la régie du cinéma malgré des protestations qui vont jusqu'à l'invasion du Conseil Municipal par les manifestants. Jean-Pierre BRARD s'assure que le nouveau directeur conservera la ligne directrice du MÉLIÈS en matière de programmation : universitaire et spécialiste de Tati, Stéphane GOUDET est alors nommé à la tête du cinéma. Sa politique poursuit les initiatives entamées auparavant, comme en témoigne sa première action, une rétrospective dédiée à Jacques Tati. Les labels se multiplient : les appellations Art et Essai, Recherche et découvertes, Jeune public et Répertoire et patrimoine caractérisent la programmation du MÉLIÈS.

Le cinéma s'engage aussi dans l'éducation en participant à de nombreuses actions pédagogiques telles que des rencontres et des débats dans les collèges et lycées de Montreuil. Cette médiation se dirige également vers un public adulte puisque le MÉLIÈS met en place une conférence deux fois par semaine en moyenne. Enfin, il co-organise trois festivals chaque année, les Rencontres du film documentaire, les Rencontres de la Seine-Saint-Denis et Paris-Cinéma.

Depuis 2005, le projet d'agrandissement du MÉLIÈS est en suspend : Stéphane GOUDET souhaite doter le cinéma de trois salles supplémentaires (il aurait alors six salles), tout en améliorant son accès pour les handicapés notamment. UGC et MK2 ont porté plainte, prétextant une concurrence déloyale : les subventions publiques permettent de baisser les tarifs, et par là même peut-être, d'augmenter la fréquentation. De nombreuses pétitions circulent, soulevant le plus large problème des salles municipales et des aides publiques qu'elles perçoivent, face aux géants du film grand public.

D'un point de vue artistique, le MÉLIÈS s'engage sur différents fronts. Il soutient à la fois le cinéma d'art et d'essai, et le maintien des petites salles, municipales ou privées, menacées par les grands complexes. Deux initiatives le caractérisent :

- LE SOUTIEN AU CINÉMA D'ART ET D'ESSAI ET A LA JEUNE CRÉATION, DU DOCUMENTAIRE A LA DIFFUSION : à travers sa programmation et sa participation aux Rencontres du film documentaire, et aux Rencontres de Seine-Saint-Denis, le MÉLIÈS encourage un cinéma pointu et fragilisé par les superproductions. Il pratique également la diffusion de films plus proches de la dénomination « grand public » et attire ainsi un public assez vaste.
- L'ÉDUCATION AU CINÉMA D'ART ET D'ESSAI : diverses actions dans les établissements scolaires de Montreuil, et de nombreux débats accompagnés de rencontres et de conférences (environ deux fois par semaine) tissent des liens avec les publics. Les cycles « Résonance » proposent deux projections dans la même soirée (un film d'actualité et un film de répertoire) suivies d'un débat où chacun est convié. Le programme « Voyage dans la Lune » est destiné aux enfants. Chaque été, le MÉLIÈS organise une programmation en plein air en accord avec les habitants des quartiers où les films sont projetés, et après les avoir préalablement consultés sur la programmation.

SOURCES DE FINANCEMENTS : 100 % publiques
STATUT JURIDIQUE : Association sous tutelle municipale
FRÉQUENTATION, PROFILS DES PUBLICS, PROVENANCE GÉOGRAPHIQUE :
Environ 200 000 entrées chaque année. Le public est majoritairement montreuillois, tant pour les films d'art et d'essai que pour la programmation « grand public ». Le cinéma attire néanmoins des parisiens (18°/19°) grâce à ses labels et à sa programmation spécifique.

## La Maison de l'arbre, La Parole Errante : un ancrage local, une aura métropolitaine

COMMUNE : Montreuil

STATUT : SCOP SARL (société commerciale)

A L'ORIGINE, UN HOMME, UN DESTIN :
Né à Monaco en 1924, Armand GATTI est dramaturge, poète, scénariste et réalisateur. Déporté dans un camp de travaux forcés à LINDEMANN pendant la Seconde Guerre Mondiale, il parvient à s'échapper et gagne Londres où il s'engage dans le Spécial Air Service. Dès 1946, il devient journaliste et parcourt le monde, de la Sibérie au Guatemala en passant par la Chine et la Corée : il remporte le prix Albert-Londres en 1954. Il se consacre ensuite complètement à l'écriture poétique et à la réalisation cinématographique et vidéo. En 1960, son premier film, l'Enclos, est primé à Cannes et à Moscou. Armand GATTI apprécie l'écriture collective dont il fait l'expérience dès 1972 en réalisant La Colonne Durruti en Belgique. Dès lors, il fait participer son public aux œuvres qu'il produit : en 1978, il réalise La première lettre, ensemble de six vidéos tournées avec les habitants de l'Isle-d'Abeau dans l'Isère, et présentées sur FR3 durant l'été. Dans cette logique, il met en place des stages de réinsertion pour les jeunes à Toulouse au début des années 1980, et ouvre l'atelier de l'Archéoptéryx, centre de création populaire, à la demande du Ministère de la culture en 1982. L'atelier déménage à Montreuil en 1986 où il s'installe dans les anciens locaux du CAC et prend le nom de l'un des ouvrages d'Armand GATTI, La parole errante. Ce dernier y travaille désormais avec son équipe composée des réalisateurs Hélène CHÂTELIN et Stéphane GATTI, et du producteur Jean-Jacques HOCQUARD. En 1998, la Parole Errante devient Maison de l'Arbre et s'installe dans les anciens entrepôts du cinéma Georges MÉLIÈS, rue François Debergue à Montreuil. La même année, à la demande du Ministère de la Culture, le lieu devient un espace de confrontation des écritures, du cinéma, de la poésie, du théâtre et de la peinture. Il prend le nom de Maison de l'arbre et s'installe.

THÉMATIQUES PRINCIPALES :
Aujourd'hui, la Maison de l'arbre a pour vocation de constituer un espace actif et central en matière de diffusion et de création culturelles en Seine-Saint-Denis, ceci, à travers le théâtre, la poésie, le cinéma et la peinture. Son travail s'oriente selon quatre directions :

- LA DIFFUSION ET LA CRÉATION : La Maison de l'Arbre met en valeur le travail d'Armand GATTI à travers des expositions et des rétrospectives, présentant son œuvre passée et à venir. Ce dernier reçoit de nombreuses commandes : la structure permet de rendre compte des résultats auxquels il parvient grâce à des lectures publiques et des représentations. Les expositions programmées à la Maison de l'Arbre ne sont cependant pas toutes centrées sur l'œuvre de GATTI.
- LE SOUTIEN : La Maison de l'arbre encourage les jeunes artistes à travers de nombreux partenariats, notamment avec l'Université Paris VIII.
- LA PRISE EN COMPTE DES POPULATIONS EN DIFFICULTÉ : La Maison de l'Arbre se concentre sur les publics les plus en marges de la société. En 1989, par exemple, Armand GATTI crée une pièce intitulée Les combats du jour et de la nuit à la prison de Fleury-Mérogis, avec les prisonniers de cette même maison d'arrêt. Présentée au Ministre de la culture Jack LANG, l'initiative remporte les suffrages, si bien que ce dernier demande à GATTI de poursuivre sa mission dans le département. En 1989, il mène un travail de terrain en montant une pièce avec la population de Montreuil à l'occasion du bicentenaire de la Révolution Française. Quelques années plus tard, entre 1996 et 1997, une tournée propose La journée d'une infirmière dans les hôpitaux de Seine-Saint-Denis.
- LE TRAVAIL DE MÉMOIRE : La Maison de l'arbre dispose du fonds Armand GATTI, centré sur l'œuvre du poète. Constitué de documents papiers et audiovisuels, il est accessible au public sur rendez-vous et aux étudiants de Paris VIII puisque la bibliothèque universitaire dispose de nombreuses copies.

En 2009, la Maison de l'Arbre voudrait renforcer son travail à travers trois initiatives :

- Un meilleur accueil des publics en difficulté par l'intermédiaire de divers outils :
  - Un centre d'accueil de jour en partenariat avec Emmaüs.
  - Une classe relais de la « mission intégration » dans les locaux, en partenariat avec l'Académie.
  - Un GEM (groupe d'entraide mutuel) en partenariat avec deux hôpitaux.
  - La participation des jeunes aux initiatives de la Maison de l'Arbre à travers un projet de partenariat avec les lycées techniques du département pour le déménagement de la structure.
- Une activité d'éducation permanente à travers des ateliers d'écriture, de vidéo, de sérigraphie, ou de lecture.

SOURCES DES FINANCEMENTS :

- Une partie du financement est assurée par le Ministère de la Culture (DRAC Île-de-France), à l'aide d'une convention sur trois ans.
- Depuis 2009, une convention est signée pour trois ans avec le Conseil Régional.
- Un bail de neuf ans a été proposé par le Conseil Général pour les locaux de la rue François Debergue (renouvellement jusqu'à 2017) ; une convention a été signée en 2008 pour le financement des activités.

© Le Samovar

Le Samovar est constitué de deux structures : une école et un théâtre.

## Le Samovar, la seule école de clown d'Île-de-France

COMMUNE : Bagnolet
HISTORIQUE ET ACTIVITÉS :
1990 : Frank DINET fonde l'École du Samovar sous la forme d'ateliers hebdomadaires pluridisciplinaires qui se transforment très vite en formation professionnelle dédiée au clown. Au départ, l'association du Samovar se situe à Paris.
2000 : l'École déménage dans de nouveaux locaux pour créer le Théâtre du Samovar
2004 : la formation se définit sur deux ans, avec même la possibilité d'une 3e année de spécialisation et de création (suivi personnalisé). La pédagogie de l'École se focalise désormais tout à fait sur la formation des clowns, des burlesques et des excentriques.
Aujourd'hui, Le Samovar abrite deux structures, autour du clown : un théâtre de création et une école professionnelle et amateur.
L'École offre trois possibilités :

- La formation professionnelle est destinée à des personnes (comédiens, danseurs, circassiens, musiciens, éducateurs…) cherchant à se perfectionner dans l'art du clown. Elle se déroule sur deux ou trois ans. L'École du Samovar est le seul établissement d'Ile-de-France à enseigner le clown. Son travail pédagogique lui vaut un certain renom. Cette formation accueille des élèves venant des quatre coins de la France (y compris des DOM-TOM avec des élèves venant de la Réunion), et du monde (Brésil, Italie, Angleterre, Belgique etc.). Les élèves ont entre 20 et 40 ans : certains sont danseurs, d'autres sont comédiens… il n'existe pas de profil type pour rentrer dans l'école du Samovar. Le coût des ateliers et des stages demeurent élevés, ce qui a pour conséquence d'attirer une population relativement aisée, assez homogène et francilienne en général.
- Des ateliers sont proposés aux professionnels et au grand public : se déclinant sur trois niveaux (initiation, intermédiaire et avancé), ils se déroulent tout au long de l'année.
- Des stages, d'environ une semaine, offrent une première approche du clown ou un perfectionnement.

L'action du Théâtre s'oriente essentiellement vers la création. Son activité consiste en de l'accueil et du soutien d'artistes, à travers des résidences, des répétitions, de la programmation, des aides logistiques et techniques.
Trois événements peuvent être soulignés :

- Le Festival des Clowns, des Burlesques et des Excentriques se déroule en partenariat avec la ville de Bagnolet qui programme le festival de cirque « Sous le Chapitô ». Les compagnies se produisent à la fois dans le théâtre du Samovar et sous le chapiteau de la compagnie accueillie par la ville. De façon plus générale, le Samovar et les services culturels de la mairie coopèrent assez étroitement : ne possédant pas de salle municipale, Bagnolet diffuse sa programmation dans les structures qui existent déjà, telles que le Samovar. Ces représentations, et notamment les cours publics, attirent un public plus local.
- Les Rencontres du Samovar ont lieu trois fois par an : des compagnies sont auditionnées pendant toute une journée par un jury et celles sélectionnées se produisent ensuite au Samovar deux soirs consécutifs. Ces rencontres permettent à de jeunes compagnies de présenter un travail en public et devant des professionnels.
- Les cours publics de l'école font également partie de la programmation du Samovar : une fois par mois les élèves de l'école travaillent avec un de leur professeur, en public, dans la salle de théâtre.

Des compagnies sont accueillies en résidence tout au long de l'année.
Le théâtre mène également une action pédagogique, notamment dans des écoles primaires, avec des classes de CM2.
SOURCES DE FINANCEMENTS :
l'École n'est pas du tout subventionnée. Son budget est d'environ 300 000 euros.
En revanche, le théâtre reçoit des subventions pour un budget d'environ 300 000 euros supplémentaire.
SOURCES DE FINANCEMENTS, PARTENAIRES ET RÉSEAUX : La rénovation des lieux et leurs aménagements ont été possibles grâce au soutien de la ville de Bagnolet, du Conseil Régional d'Ile-de-France, du Conseil Général de Seine-Saint-Denis, et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).
Le Samovar fait partie de 6 réseaux : Actes If, Réseau Cirque Ile-de-France, Groupe Geste, Cézam, Kiosques Jeunes, Tickart.
CARACTÉRISTIQUES IMMOBILIÈRES DES LIEUX (surface totale : 800 m²) :
Le bâtiment du Samovar abritait autrefois un garage. Les travaux de réhabilitation n'ont pas totalement effacé les traces du passé : grands volumes et structures métalliques caractérisent les lieux.
Le samovar comporte deux salles de travail, deux bureaux et une salle de spectacle. Les bâtiments sont sans cesse occupés par les élèves de la formation professionnelle, des ateliers et des stages, ce qui limite les possibilités de location. Un projet architectural est en cours : il s'agirait de rehausser la structure d'un niveau pour gagner de la place et créer de nouvelles salles de travail.

## Le théâtre de l'échangeur, une relation PARTICULIÈRE aux publics

COMMUNE : Bagnolet

STATUT :
L'Échangeur/Public Chéri est une structure associative composée d'une équipe de six permanents et de six intermittents ; elle compte 140 adhérents.

HISTORIQUE ET ACTIVITÉS :
1988 : le metteur en scène Régis HÉBETTE, originaire de Bagnolet, crée la Compagnie Public Chéri qui privilégie la relation au public dans une atmosphère parfois provocatrice.
1996 : création du Théâtre de l'Échangeur qui accueille la compagnie Public Chéri en résidence permanente. C'est est un lieu de création, de programmation et d'initiation.
1997 : les ateliers de création entamés dès le début des années 1990 se poursuivent dans les locaux de l'Échangeur et dans des établissements scolaires.
2008 : inauguration d'un nouvel espace de 600 $m^2$.

Trois activités cohabitent au théâtre de l'Échangeur :
- La Résidence permanente de la compagnie Public Chéri : cette dernière y produit et y présente ses créations ;
- La diffusion est assurée à travers une programmation riche et souvent pluridisciplinaire
- L'Échangeur soutient et enseigne les pratiques amateurs à travers 9 ateliers hebdomadaires de théâtre, et cinq créations annuelles qui font partie de sa programmation.

Les sources de financements du théâtre proviennent essentiellement de fonds privés.

© L'Échanger

## La Lutherie Urbaine, exigence artistique et mission pédagogique

COMMUNE : Bagnolet

STATUT : Association de jeunesse et d'éducation populaire.

HISTORIQUE ET ACTIVITÉS :
En 1999, le musicien Jean-Louis MÉCHALI crée l'association Lutherie Urbaine – Lutheries Urbaines avec le soutien des villes de Bagnolet et d'Antony. Le projet se veut d'emblée à visée pédagogique et dès 2000, la première création, Oboloway, remporte un franc succès. Au départ, l'association ne possède pas de local : les ateliers ont lieu dans les écoles ou les centres sociaux de quartier. En 2006, elle emménage au LULL (Lutherie Urbaine Le Local) qui jouxte le théâtre de l'Échangeur et change de nom pour devenir la « Lutherie urbaine » que nous connaissons aujourd'hui. Ce nouvel espace (300 m²) est conçu comme un lieu de création, et, par nécessité, comme un lieu de stockage pour les œuvres produites : il ne s'agit pas d'un lieu de diffusion. L'association conserve néanmoins ses activités à l'extérieur, continuant notamment à intervenir en milieu scolaire.
En matière d'offre artistique, la structure présente à la fois une création instrumentale et une création musicale. Les Urbs est le nom porté par l'ensemble instrumental de la Lutherie Urbaine. Cette dernière a également fondé un label, Métal-Satin, destiné à certaines musiques et certaines productions vidéo (CD et DVD).
L'équipe est aujourd'hui composée de 4 luthiers et de 9 musiciens.

La Lutherie Urbaine est souvent accueillie en résidence afin de réaliser des travaux avec un public très ciblé : l'équipe fait alors travailler des gens qui n'ont généralement jamais touché un instrument de musique auparavant, et ses actions vont du ramassage de matériaux servant à fabriquer l'instrumentarium, aux répétitions et aux concerts effectués avec des musiciens professionnels.
Ces résidences ont lieu au Congo, au Mozambique, au Yémen, et en Afrique du Sud. Une résidence a également ouvert à Villiers-le-Bel en 2009, en accord avec le service culturel de la ville. Cent enfants ont ainsi constitué un atelier de création musicale donnant lieu à une représentation finale.
Les divers modules visant la transmission du savoir (formations, ateliers et stages) se déroulent quant à eux dans les locaux de la Lutherie Urbaine, à Bagnolet
Des expositions sont organisées pour compléter la mission pédagogique de la structure.

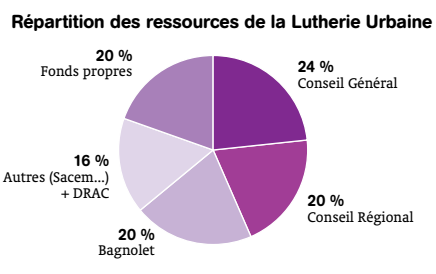
SOURCES DE FINANCEMENTS : Le budget de la Lutherie Urbaine est d'environs 500 000 euros.
80 % proviennent de subventions, et 20 % sont des ressources propres.

Au départ, les activités proposées par la Lutherie Urbaine étaient gratuites. Depuis environ trois ans, elles sont devenues payantes : l'accessibilité tarifaire reste néanmoins une priorité de l'association.

En 2009, la Lutherie Urbaine est membre du réseau Actes If, du Pôle ressources des danses et cultures du Monde de Seine-Saint-Denis et d'Art Factory.

FRÉQUENTATION, PROFILS DES PUBLICS, PROVENANCE GÉOGRAPHIQUE :
Le public adulte de la Lutherie Urbaine est essentiellement composé d'instituteurs, de professeurs, d'éducateurs, de personnes ayant des responsabilités pédagogiques.
Les enfants qui viennent au LULL pour suivre des ateliers ou des stages ont entre 7 et 14 ans : ils ont été sensibilisés à la musique par leurs parents ou leur milieu dans la plupart des cas.
L'action menée dans les centres de quartier et les écoles permet de toucher des jeunes moins sensibilisés à la création musicale, ainsi que le « public des cités ».
Le public de la Lutherie Urbaine vient de Bagnolet, de Montreuil et des franges du 20e arrondissement de Paris pour l'essentiel.

Lutherie Urbaine © Jérôme Panconi



## Confluences, Maison des Arts Urbains – Offre culturelle et militantisme social

COMMUNE : Paris 20e

HISTORIQUE ET ACTIVITÉS :
Installée depuis vingt ans dans le 20e arrondissement de Paris, l'association Confluences fut reprise par une nouvelle équipe en 2001. Dirigée actuellement par Ariel CYPEL, Confluences développe une programmation thématique et pluridisciplinaire autour des arts du théâtre, du documentaire, de l'exposition photographique et des arts numériques. Le pari de la nouvelle équipe artistique (7 personnes) est d'associer qualité artistique et sujets d'actualité. Confluences Maison des arts urbains témoigne, par son soutien auprès des artistes, d'un certain engagement militant recevant régulièrement un écho dans la presse.

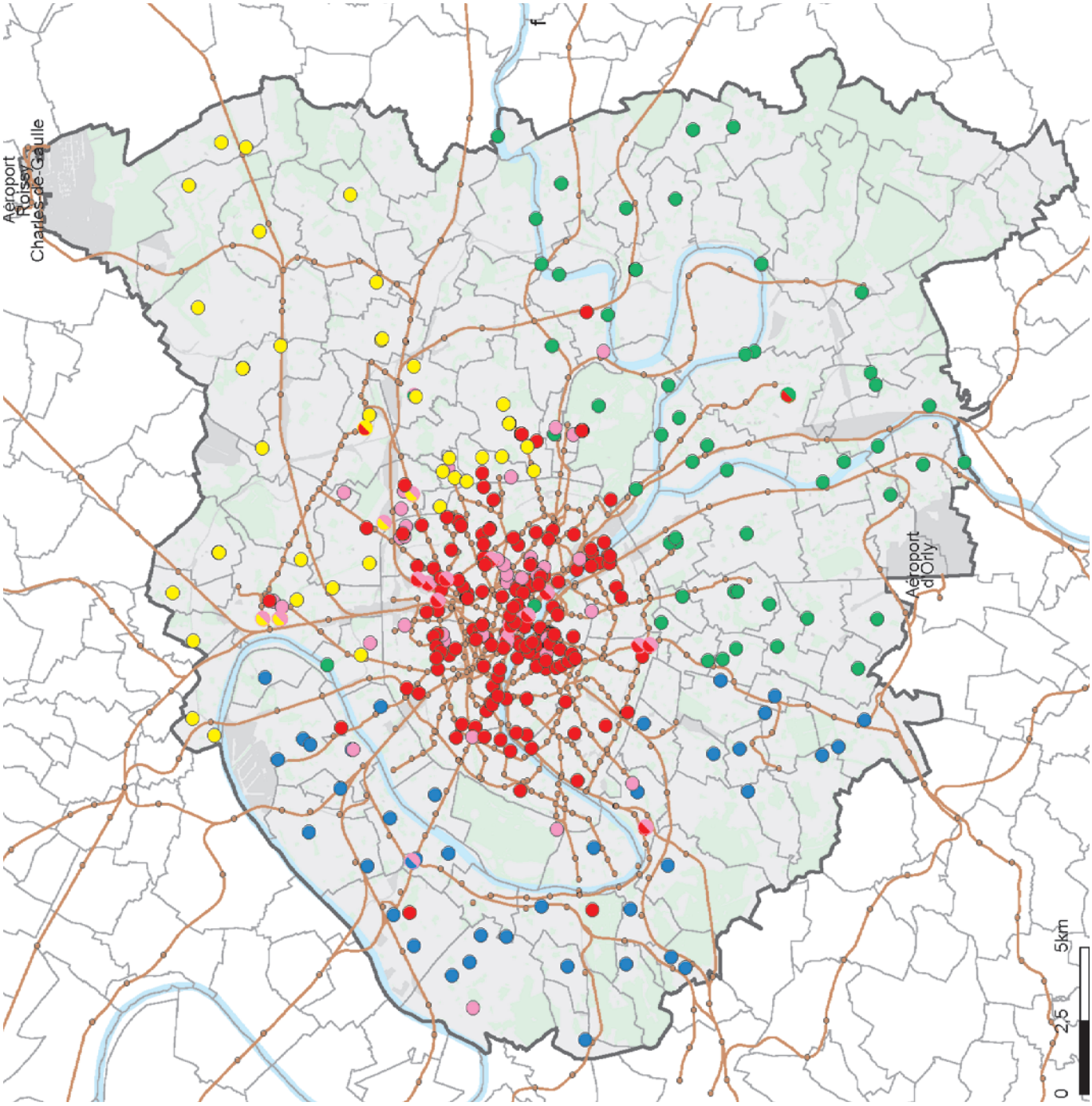
À l'attention des professionnels, l'association propose, une salle de spectacle et de projection, une grande salle de répétition pour les créations, une salle d'exposition ainsi qu'un petit studio de création et un espace multimédia labellisé E.C.M. (Espace Culture Multimédia).

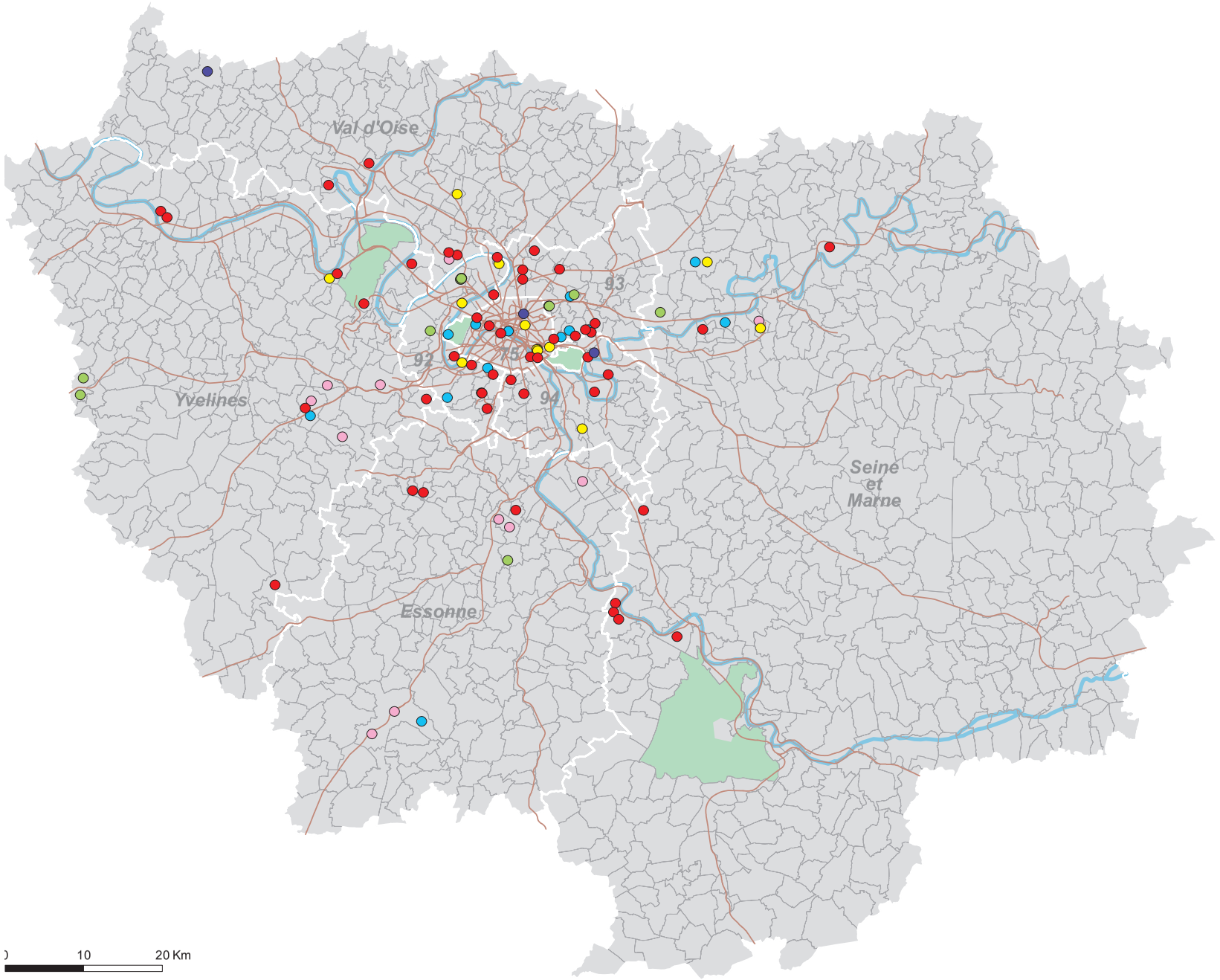
Le parti pris de l'association est d'offrir au public une offre culturelle pluridisciplinaire, de manière à attiser une curiosité multiple. Il s'agit, dans cette optique, de permettre aux divers publics de circuler autour d'un sujet par le biais de formes artistiques différentes, associant, par exemple, théâtre, projection de films documentaires et expositions de photographies sur plusieurs semaines. C'est par le biais du sujet que le public est amené à s'intéresser à des propositions artistiques radicalement différentes. Les thèmes abordés sont très variés et peuvent aller du génocide des Tutsis à la sociologie du football, par exemple. L'objectif est de donner au public l'occasion d'appréhender le monde par les yeux des artistes. La politique de programmation de l'association s'appuie résolument sur un engagement militant.

En marge de ses activités artistiques, l'association développe également des activités à visées humanitaires, à l'instar des actions menées en 2009 en faveur des populations africaines n'ayant pas accès à l'eau potable. Elles visent à promouvoir les différents usages de l'eau, qu'ils soient économiques, sociaux ou culturels et, en particulier, à valoriser l'eau comme un droit humain et un bien vital. Ceci, au moyen de toutes formes d'actions, manifestations, événements, interventions, recevant le soutien, pour l'occasion, du Conseil général du Val-de-Marne, du Conseil Régional d'Ile-de-France et de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

# ANNEXE 4

## Cartographie






**Interventions des compagnies d'arts de la rue d'île-de-france**

**Spectacles fixes ou déambulatoires sur un échantillon de 5 compagnies**

Période du 1er Juillet 2008 au 30 Juin 2009

**Nom de la compagnie**

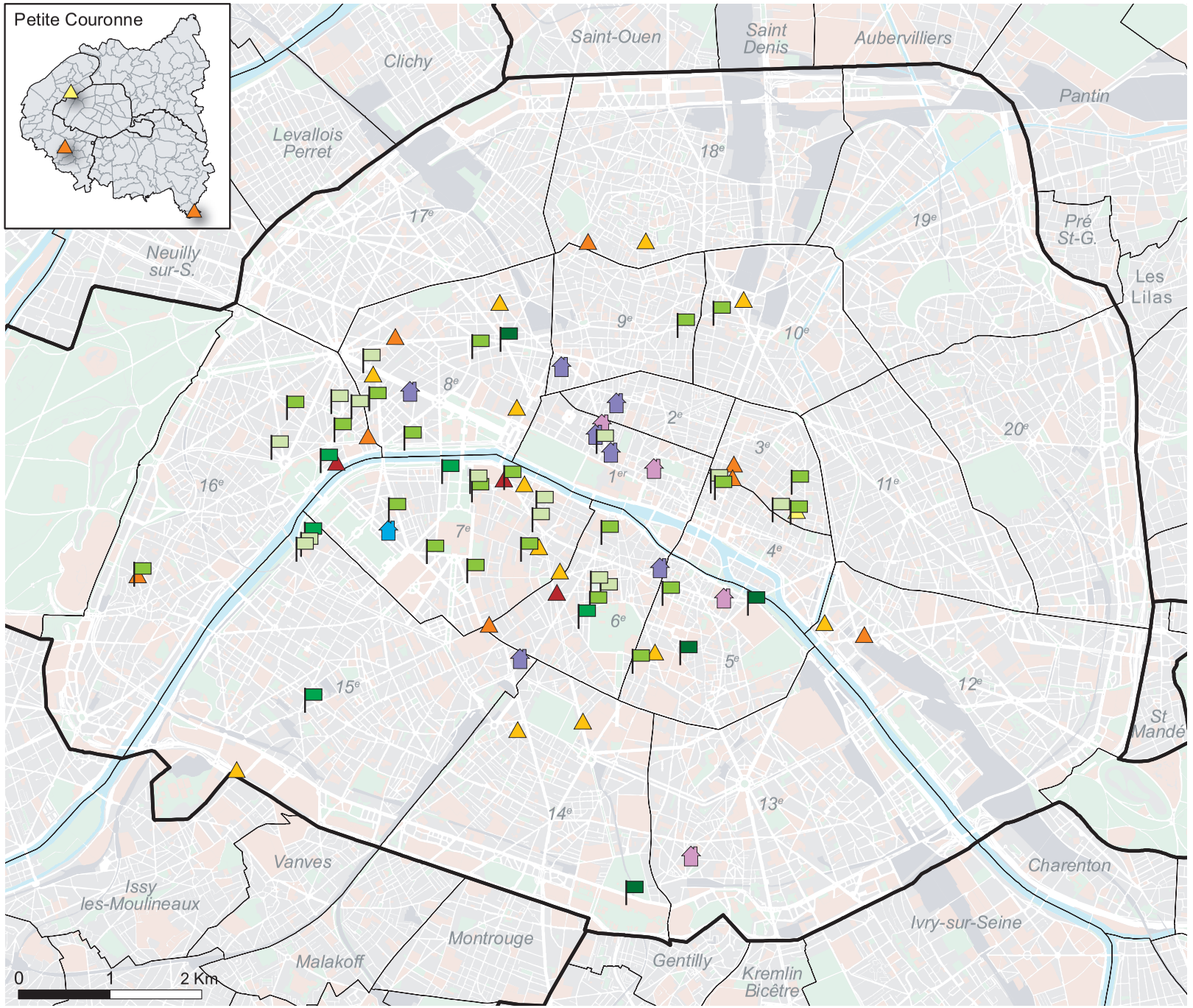
- les Anthropologues
- Compagnie K
- les Goulus
- Progéniture
- ACIDU
- Frichti Concept

transport en commun

forêt, bois

Source : APUR - 2008

apur




**Les fondations, les centres culturels, les maisons régionales**

**Type de fondation**

- mécénat financier seul
- avec diffusion
- avec diffusion (thématique artiste)
- avec diffusion (thématique pays)

**Type de Maison Régionale**

*(Promotion touristique, valorisation patrimoniale et / ou gastronomique*

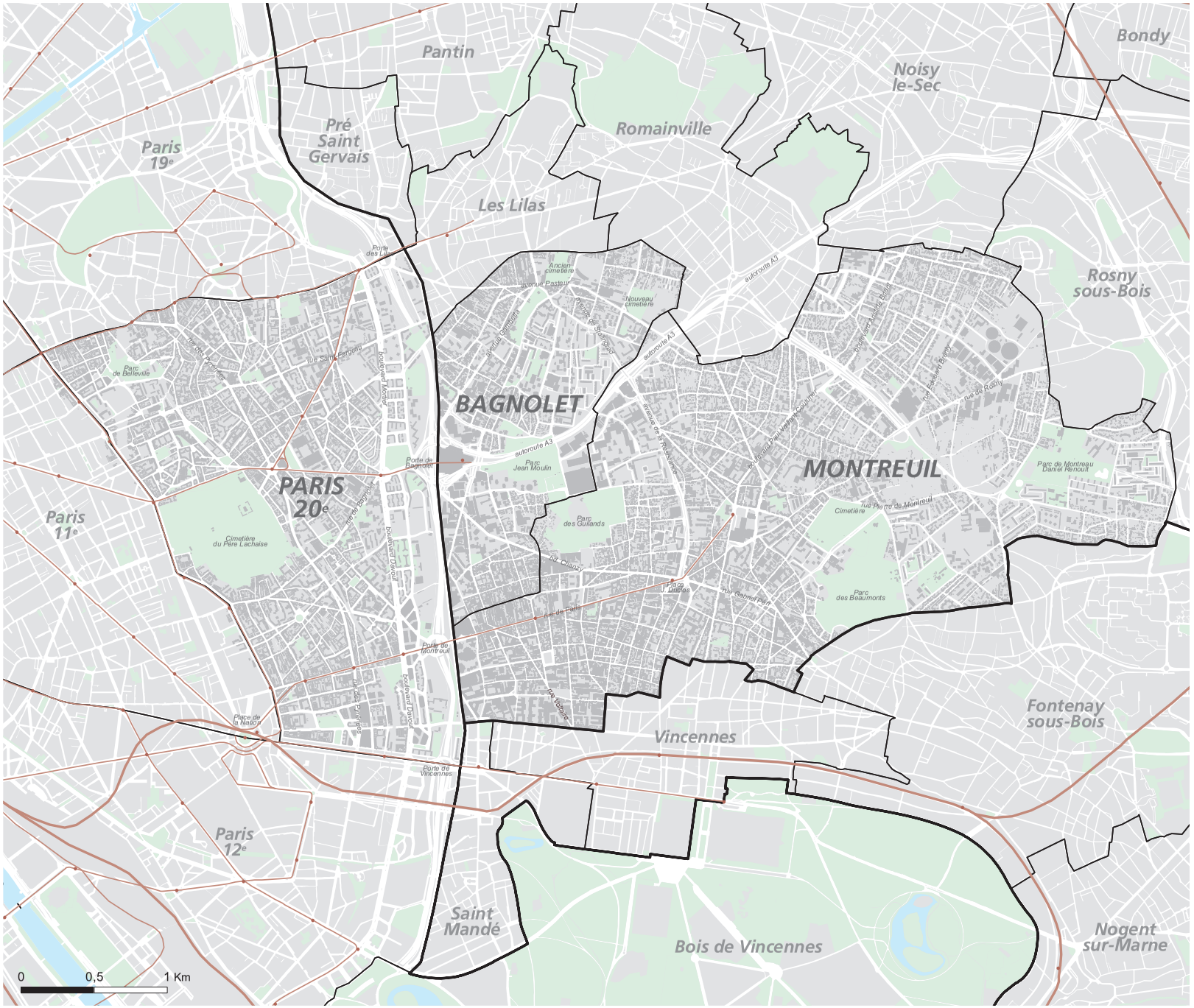
- promotion et valorisation
- avec location d'espaces
- avec évènements festifs

**Type de Centre Culturel**

- diffusion
- avec enseignement linguistique
- avec pratique amateur
- avec accueil en résidence

Source :
Internet, traitement Apur - 2008

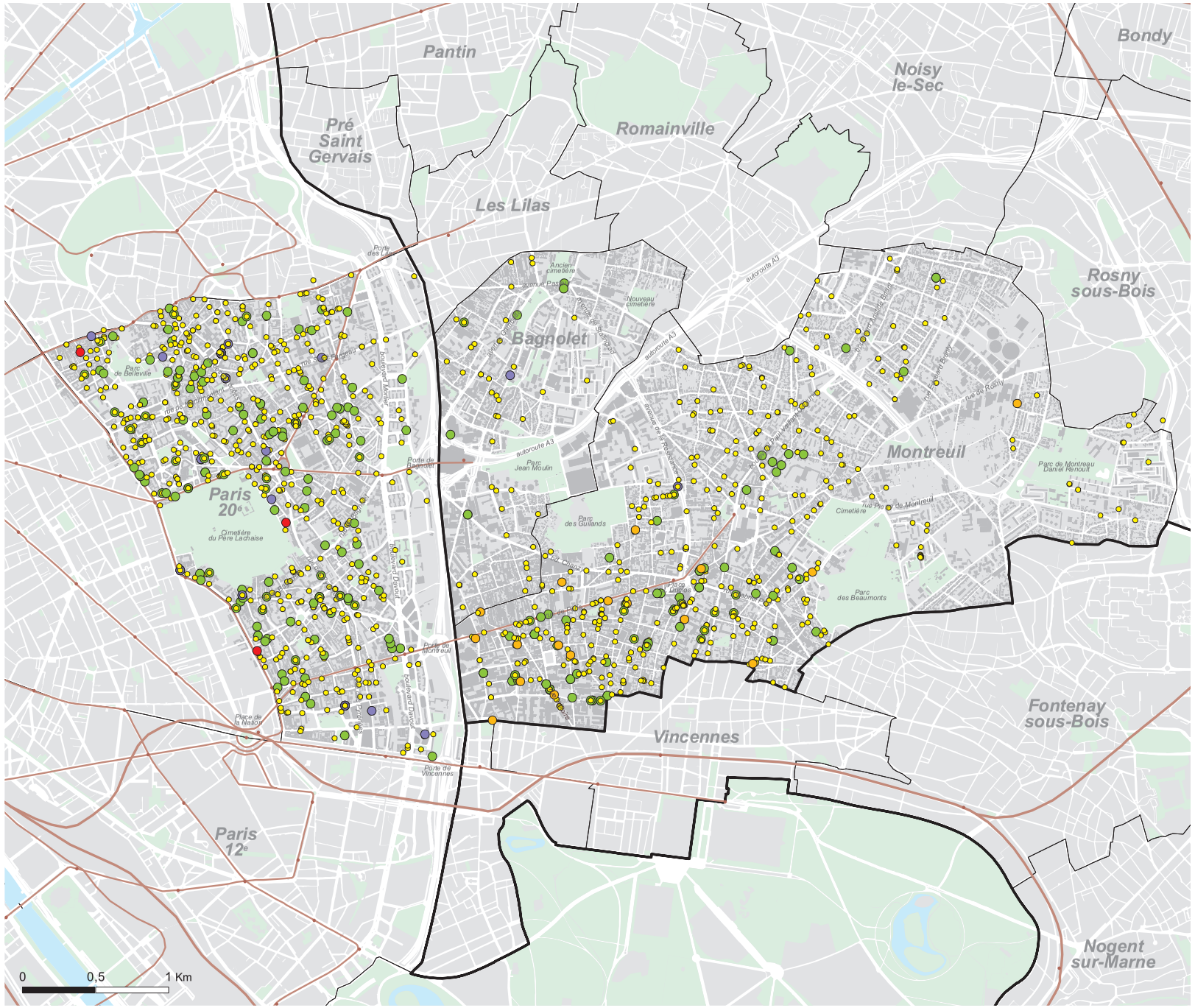
apur




**Plan de localisation**
Zone pilote
Paris 20e - Bagnolet - Montreuil

- station, gare
- métro
- RER
- bâti
- îlot
- espace vert

apur




**Les professions culturelles et artistiques**

Zone pilote

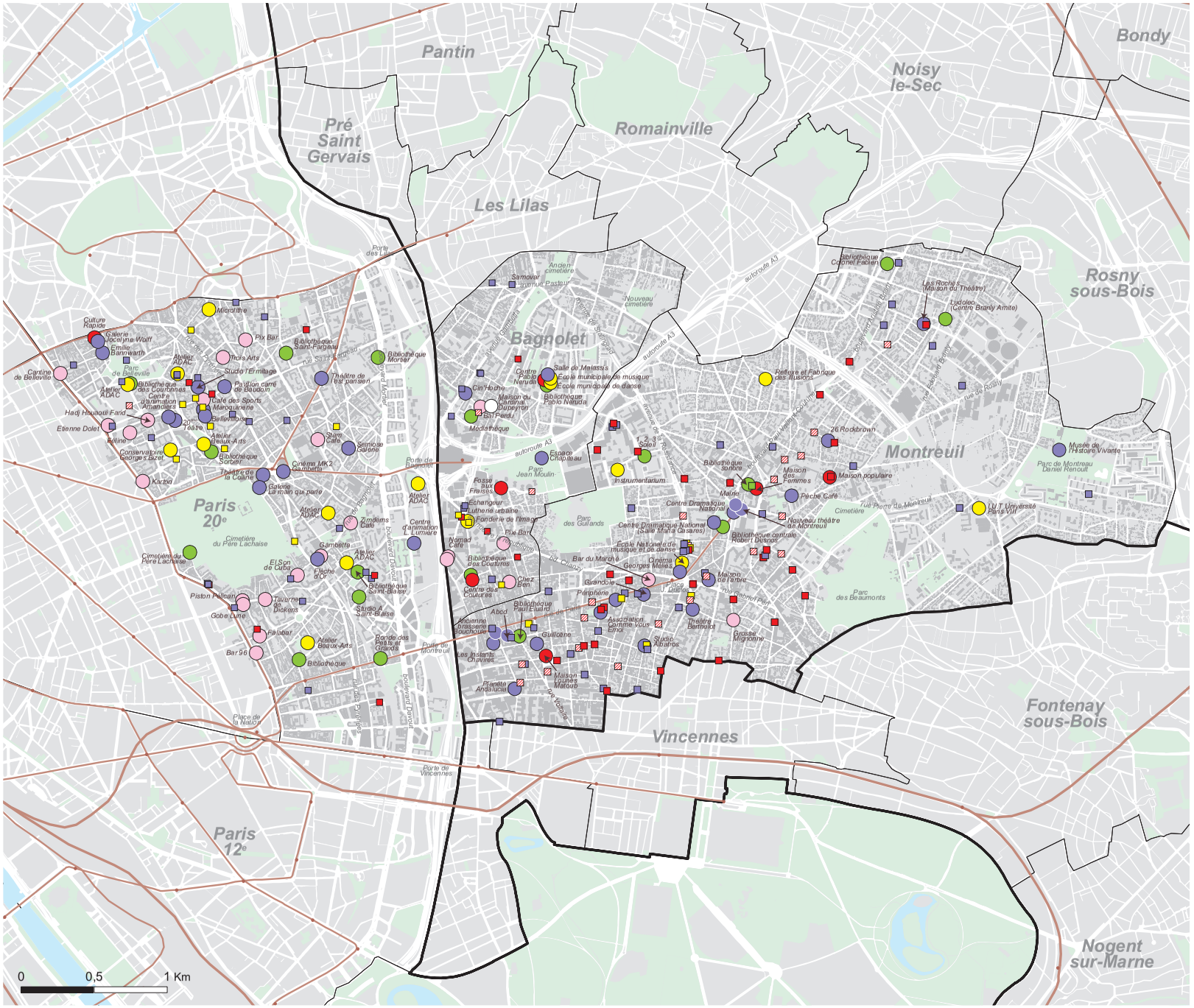
Paris 20e - Bagnolet - Montreuil

**Type d'activité**

- cinématographique et vidéo *(production, distribution, et projection de films)*
- radio et télévision
- culturelle *(gestion du patrimoine culturel)*
- studio d'enregistrement
- artistique et spectacle *(danse, théâtre, musique, activités diverses du spectacle, atelier d'artiste plasticien)*
- station, gare
- métro
- RER
- bâti
- îlot
- espace vert

Sources :
CLAP - 2004,
Enquête APUR - 2009
(complément Montreuil)

apur




**L'offre culturelle**

**Zoom sectoriel: création, diffusion, formation**

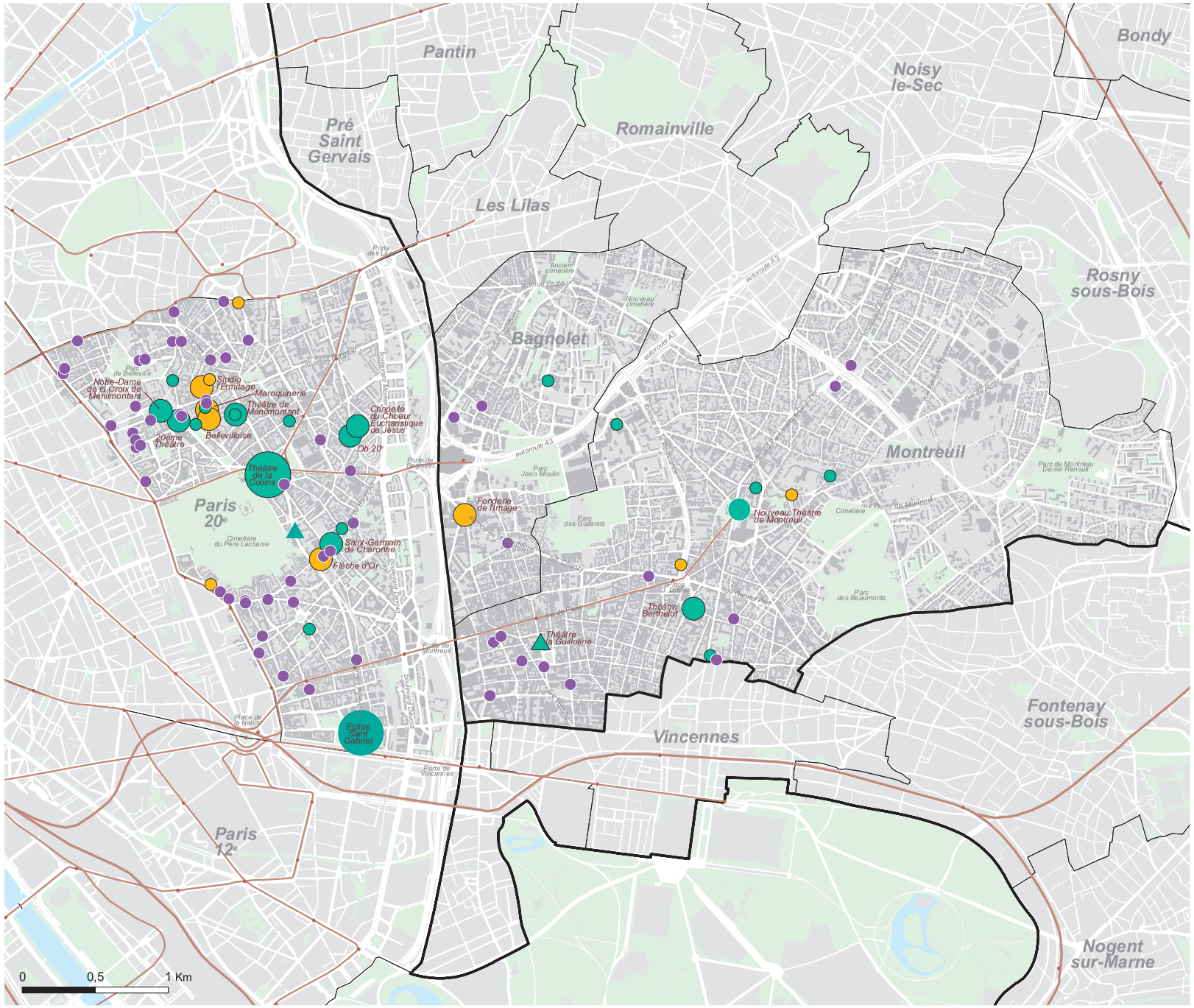
Zone pilote

Paris 20e - Bagnolet - Montreuil

- lieu ou équipement public ou privé
- siège d'association culturelle ou de compagnie de production artistique
- bibliothèque, ludothèque
- enseignement, recherche, conservatoire
- art plastique, théâtre, cinéma, musique, danse
- animation culturelle pluridisciplinaire
- promotion et diffusion des cultures communautaires
- café-concert
- station, gare
- métro
- RER
- bâti
- îlot
- espace vert

Source : Enquête APUR - 2009

apur




## L'offre culturelle

**Zoom sectoriel: les salles de concert et de spectacle**

Zone pilote
Paris 20e - Bagnolet - Montreuil

**Nombre de places**

- plus de 700
- de 200 à 700
- moins de 200
- donnée inconnue

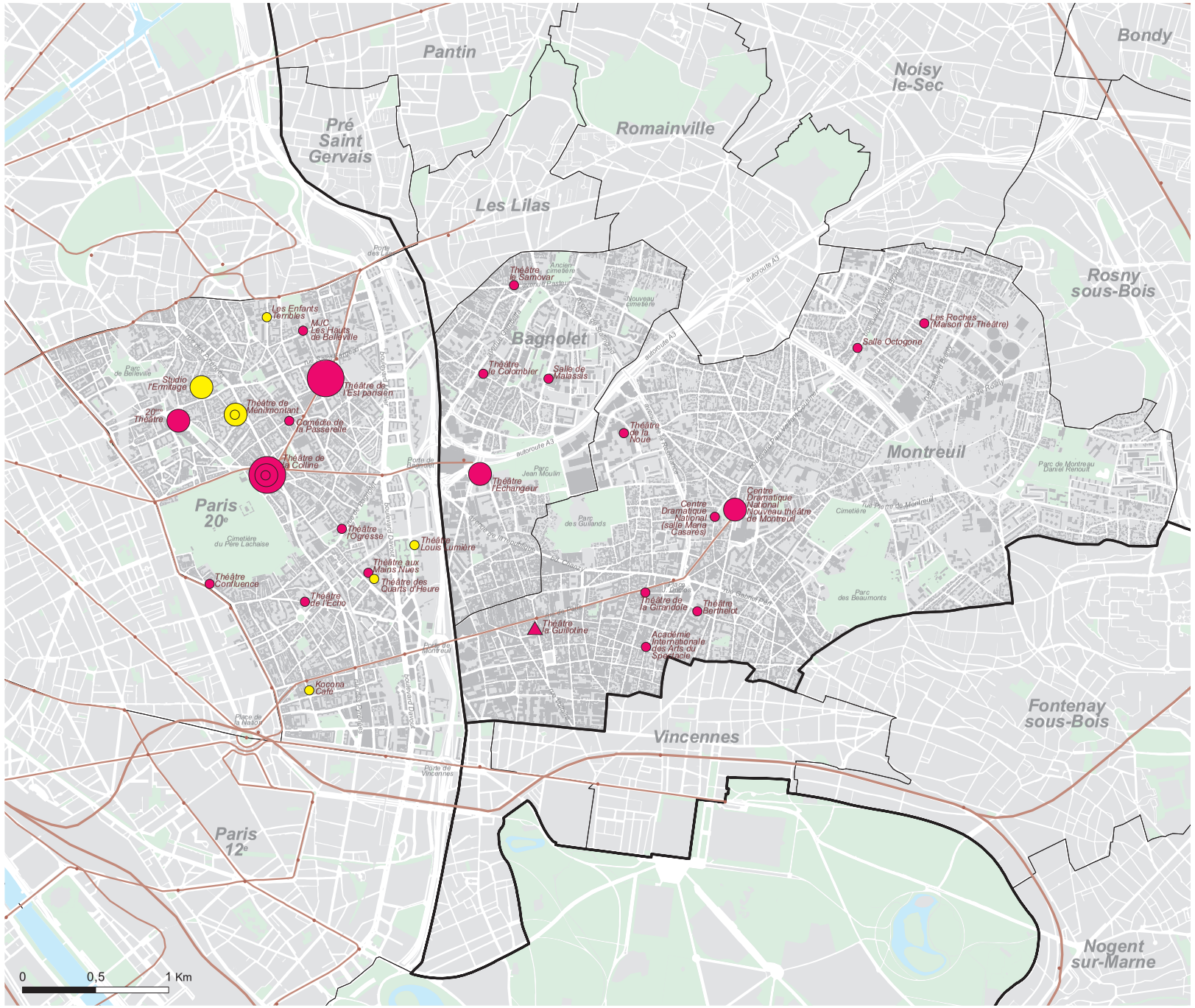
**Type de salle**

- salle dédiée
- café-concert
- autre (théâtre, église, salle polyvalente)

- station, gare
- métro
- RER
- bâti
- îlot
- espace vert

Sources :
Enquête APUR, fichier DAC - 2009

apur




**L'offre culturelle**

**Zoom sectoriel: les théâtres**

Zone pilote
Paris 20e - Bagnolet - Montreuil

**Nombre de places**

- plus de 700
- de 200 à 700
- moins de 200
- donnée inconnue

**Subvention**

- oui
- non

- station, gare
- métro
- RER
- bâti
- îlot
- espace vert

Sources :
Enquête APUR, fichier DAC - 2009

apur

## LES NOUVEAUX TERRITOIRES DE L'ACTION CULTURELLE DANS LE CŒUR DE L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE
### Phase I
### Arts vivants et musiques actuelles

En marge de la densité des équipements culturels institutionnels, Paris et la Petite Couronne regorgent de lieux et d'acteurs, apparus en France il y a une trentaine d'années, qui renouvellent complètement la relation aux populations et aux territoires.
Ces lieux, préfigurant de « nouveaux territoires de l'action culturelle », se nourrissent, autant qu'ils favorisent un rapport inédit à la ville, dont ils redessinent souvent les centralités : le lieu culturel devient un lieu ressource pour les populations en ce qu'il offre, en marge de sa diffusion proprement artistique, un espace d'échanges et de rencontres dans un cadre convivial et intergénérationnel.
D'un point de vue territorial, ces lieux s'inscrivent dans un maillage géographique cohérent, qu'ils amplifient par l'appartenance à des réseaux ou la participation à des festivals métropolitains.
A l'échelle d'un site pilote (Paris 20e, Bagnolet, Montreuil), l'ensemble de ces acteurs constitue un levier fort d'attractivité pour les communes, qui l'ont d'ailleurs bien compris en inscrivant dans leurs politiques le soutien à l'implantation d'artistes et d'entreprises culturelles sur leur territoire.
En conclusion, l'étude fait notamment apparaître des difficultés d'accessibilité, ainsi qu'un manque de visibilité de l'offre produite. Concernant le spectacle vivant, les artistes soulignent l'insuffisance d'espaces de répétition, qui pourraient, par exemple, être des lieux publics ou privés existants, éventuellement partagés avec d'autres structures.